25X1

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140011-4

Page Denied

25X1

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140011-4

*LE PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE
DANS SA LUTTE POUR
LA YOUGOSLAVIE NOUVELLE
LE POUVOIR POPULAIRE
ET LE SOCIALISME*

*RAPPORT PRÉSENTÉ
AU CINQUIÈME CONGRÈS
DU PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE*

ÉDOUARD KARDELJ

*LE PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE
DANS SA LUTTE POUR*
LA YOUGOSLAVIE
NOUVELLE
LE POUVOIR POPULAIRE
ET LE SOCIALISME

*RAPPORT PRÉSENTÉ
AU CINQUIÈME CONGRÈS
DU PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE*

LE LIVRE YOUGOSLAVE

1949

Camarades,

La période de huit ans à peine, — depuis la V^e conférence de notre Parti jusqu'à ce jour — n'est pas longue en elle-même, et cependant, par la signification des événements, elle représente une des pages les plus importantes de l'histoire mondiale, d'une immense portée pour notre pays, et particulièrement, pour notre Parti.

La seconde guerre mondiale n'en était qu'à sa première phase, quand la V^e Conférence du P.C.Y. a eu lieu. Le V^e Congrès, par contre, se tient à un moment où ce conflit armé, le plus grand et le plus sanglant de l'histoire, est déjà terminé, où l'humanité progressiste, avec l'U.R.S.S. en tête, a remporté sur le fascisme une victoire d'une signification historique mondiale, où le regroupement des forces dans l'arène politique internationale s'est déjà opéré, et où toutes les contradictions du monde actuel, — celles entre le monde du socialisme et le monde du capitalisme comme celles à l'intérieur du camp impérialiste, — se sont déjà exprimées sous des formes nouvelles qui correspondent aux rapports actuels des forces.

En outre, la Cinquième Conférence a eu lieu dans une période où notre Parti ne faisait que grouper ses forces, celles de la classe ouvrière et des masses démocratiques de nos peuples, pour les luttes décisives, pour la guerre, pour les combats à main armée contre les forces de la réaction et du fascisme. Le V^e congrès du P.C.Y. se tient, par contre, après l'issue victorieuse de cette lutte qui a pratiquement confirmé le bien-fondé de la politique de notre Parti durant toute cette période, après la consolidation définitive des grandes acquisitions révolutionnaires de la guerre de Libération nationale et au cours de leur application ultérieure, dans la période des premiers pas décisifs dans la voie de l'édification du socialisme dans notre pays.

Le camarade Tito a exposé dans son rapport le cours de la lutte héroïque et victorieuse de notre Parti à la tête de la classe

— 2 —

ouvrière et de nos masses populaires en général, lutte qui a valu de si grands succès à nos peuples, à nos masses laborieuses, et qui, d'autre part, représente une grande contribution à la lutte contre l'agression fasciste et au renforcement des forces antiimpérialistes dans le monde.

Ce n'est qu'à la lumière de ces succès que nous pouvons à présent pleinement concevoir l'importance des décisions de la V^e Conférence de notre Parti, de sa politique et de sa lutte dans la période entre la V^e conférence et ce congrès. Il est évident que la situation et les tâches qui confrontaient notre Parti en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière et force directrice de tout le peuple travailleur, furent une épreuve historique pour le Parti, qui devait montrer s'il était à la hauteur des tâches historiques de grande envergure. Notre Parti a triomphé de cette épreuve. Il est hors de doute qu'il a bien et honorablement accompli sa tâche, tant à l'égard de ses peuples et de la classe ouvrière qu'à l'égard de l'U.R.S.S. et des forces antiimpérialistes en général. Tout le cours de la lutte pour la libération nationale dans notre pays et les résultats de cette lutte montrent clairement que notre Parti a bien compris le rapport et la disposition des forces dans le monde et dans notre pays, qu'il a fixé avec justesse sa ligne politique sur cette base, et qu'il a acquis la confiance de la classe ouvrière et des larges masses populaires. C'est pour cela qu'il a vaincu. Voilà pourquoi l'immense majorité de nos masses populaires considère actuellement avec une profonde confiance le P.C.Y. et la voie par laquelle il les conduit dans l'édification du socialisme.

LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA YOUGOSLAVIE NOUVELLE

1. — Entre les deux guerres

Dans le projet de programme de notre Parti qui est soumis à ce Congrès, il est dit que les transformations révolutionnaires qui se sont accomplies en Yougoslavie au cours de la guerre de Libération et par la suite font partie intégrante des événements mondiaux déclenchés par la Grande révolution socialiste d'Octobre 1917. Le camarade Staline dit :

« La victoire de la révolution d'Octobre signifie un tournant radical dans l'histoire de l'humanité, un tournant radical dans le destin historique du capitalisme mondial, un tournant radical dans le mouvement de libération du prolétariat mondial, un tournant radical dans les méthodes de lutte et les formes d'organisation, dans la façon de vivre et les traditions, dans la culture et l'idéologie des masses exploitées du monde entier ».

Après Octobre, le monde ne représentait plus quelque chose d'uniforme, le capitalisme n'était plus l'ordre social unique qui donnait son empreinte à tous les événements survenant sur le globe terrestre. A côté de lui et contre lui se développait un nouvel ordre social, celui du socialisme. L'existence de deux mondes, du monde capitaliste et du monde socialiste, et la lutte entre ces deux systèmes — telle est la caractéristique principale de la crise générale du capitalisme après la première guerre.

Le monde du capitalisme avait réussi à établir après la première guerre une stabilisation provisoire et relative. Mais parallèlement à cette stabilisation capitaliste s'accomplissait la stabilisation de l'Union soviétique, du premier pays socialiste. Bien entendu ces deux stabilisations différaient fondamentalement entre elles.

— 4 —

La stabilisation capitaliste était relative et provisoire, — elle ne pouvait, naturellement, supprimer aucune des causes de l'aggravation des contradictions du système capitaliste, sans parler de la contradiction fondamentale entre le monde capitaliste dans son ensemble et le monde socialiste qui naissait dans l'Union soviétique. En 1929 une crise économique inouïe éclate dans le monde capitaliste, réduisant à néant toutes les prophéties des apologistes du capitalisme. Cette longue crise économique aggrave dans des proportions sans précédent tous les rapports, dans chaque Etat capitaliste en particulier comme dans l'ensemble du système impérialiste.

A la même époque l'Union soviétique achève la rénovation de l'économie nationale détruite par la guerre, affermit l'alliance des ouvriers et des paysans, aborde la reconstruction socialiste de l'industrie et l'exécution du premier plan quinquennal stalinien. L'année 1929, année de la grande crise économique dans les pays capitalistes, fut dans l'Union soviétique un tournant décisif dans le processus de l'édification du socialisme, et tout d'abord dans le processus de la transformation socialiste de la campagne. Tandis que dans l'année de la crise la plus grave, en 1932, la production industrielle de tous les pays capitalistes occidentaux était tombée bien au-dessous du niveau d'avant guerre, en Union soviétique elle atteignit cette année-là 352 % du niveau d'avant guerre. Le système de production socialiste triomphait du système capitaliste.

Les coups portés par la crise économique détruisirent tout ce qui restait de l'édifice du système Versailles-Washington de stabilisation du capitalisme d'après-guerre. En 1931, le Japon ouvre une ère nouvelle d'agressions impérialistes sous le signe de la lutte pour un nouveau partage du monde. En Allemagne, où les contradictions sociales intérieures atteignent leur point culminant et conduisent le pays au bord de la révolution, les milieux les plus agressifs de l'oligarchie financière impérialiste portent Hitler et son parti « national-socialiste » au pouvoir. Le « national-socialisme » allemand, en se liant avec le fascisme italien et le militarisme japonais, commence à préparer ouvertement la guerre.

L'arrivée au pouvoir des hitlériens en Allemagne fut soutenue par toute la réaction impérialiste internationale ; celle-ci espérait créer ainsi un poing de fer qui, non seulement, réglerait son compte au communisme en Allemagne, mais servirait également à la réalisation des projets impérialistes envers l'Union soviétique. Les milieux impérialistes occidentaux, dissimulant leur politique véritable sous un masque d'efforts pour la préservation de la paix, tendaient en réalité à diriger l'agression allemande et japonaise contre l'Union soviétique. Cette politique atteignit son point culminant à Munich dans l'accord conclu entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Dala-

dier. Cette politique s'est manifestée également sous d'autres formes au cours de la seconde guerre mondiale. En s'appuyant sur une telle politique, les impérialistes allemands, italiens et japonais, ont pu asservir les peuples l'un après l'autre et se préparer pour les conflits décisifs.

2. — La seconde guerre mondiale

Poursuivant une politique de « non-ingérence », c'est-à-dire une politique de concessions et d'encouragement aux agresseurs, les milieux impérialistes occidentaux ont cédé à Hitler, l'Espagne, l'Autriche, et par l'accord honteux de Munich, l'indépendance des peuples de la République Tchécoslovaque. L'Italie fasciste et, en Extrême-Orient, le Japon, poursuivaient une politique aussi agressive que celle de l'Allemagne de Hitler.

Cependant, — comme l'a dit récemment le camarade Molotov, — les milieux dirigeants anglais et français se sont laissé prendre dans leurs propres filets. En septembre 1939 la guerre éclatait en Europe. En quelques mois, Hitler occupait toute une série d'Etats bourgeois européens, dont la puissance défensive avait été minée pendant des années par l'activité traître et anti-populaire des classes dirigeantes. Parmi ces Etats se trouvait un Etat aussi puissant que la France.

Lorsqu'il eut soumis l'Europe occidentale et lorsqu'il se trouva devant la Manche, Hitler crut avoir rassemblé suffisamment de forces matérielles dans toute l'Europe centrale et occidentale asservie pour pouvoir passer au règlement de compte de l'Union soviétique — principal obstacle que l'impérialisme allemand rencontrait dans sa marche vers la maîtrise du monde. Le plan hitlérien de préparation de l'agression contre l'U.R.S.S. comportait également l'asservissement complet de la Yougoslavie. Le gouvernement de trahison et de capitulation Zvetkovitch-Matchek avait, il est vrai, adhéré le 25 mars 1941 au Pacte tripartite Rome-Berlin-Tokio, mais il fut renversé deux jours plus tard, le 27 mars, par la colère du peuple. En avril, la Yougoslavie — minée et affaiblie à l'intérieur par tous les régimes de trahison — devint la proie des agresseurs fascistes allemands et italiens. Je n'entrerai pas dans les détails de ces événements, car ils ont déjà été traités par le camarade Tito.

L'agression déclenchée par l'Allemagne contre l'Union soviétique, le 22 juin 1941, marqua un tournant décisif de la guerre. La force principale du progrès contemporain entra dans le conflit. Les peuples asservis d'Europe obtinrent un appui solide pour leur lutte de libération. Toutes les forces patriotiques des peuples asservis, et parti-

— 6 —

culièrement l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière de ces peuples, virent non seulement se dessiner les possibilités d'une lutte victorieuse pour la libération nationale, mais elles se trouvèrent placées devant le devoir immédiat de remplir leurs engagements en mobilisant les forces de leurs peuples dans la lutte à main armée contre l'occupant et de contribuer le plus possible, dans cette juste guerre de libération, à la victoire du bloc antifasciste avec l'U.R.S.S. en tête. En ce qui concerne nos peuples et notre Parti, ils ont accompli ce devoir honorablement.

Cependant, il serait erroné de croire que le programme d'action de la coalition antihitlérienne, solennellement proclamé, ait été en réalité un programme commun à tous ses participants. Les hauts milieux capitalistes de l'Occident n'ont renoncé ni à leurs calculs impérialistes ni à leurs projets de destruction ou tout au moins d'affaiblissement sensible de l'Union soviétique. C'est sur cette base que se sont formées les tendances de certains milieux impérialistes occidentaux à saboter l'effort de guerre de l'Union soviétique, à épuiser l'Armée rouge, à faire traîner en longueur l'ouverture d'un second front, à conspirer avec les puissances de l'Axe, à étouffer les mouvements de libération nationale dans les pays asservis de l'Europe, et autres machinations semblables.

Ces projets marquaient naturellement une opposition fondamentale aux tendances des masses populaires anglaises, américaines et autres qui, pendant la seconde guerre mondiale, combattaient soit au front, soit à l'arrière — par leur activité — contre les armées fascistes. C'est pourquoi tous ces plans devaient être dissimulés, camouflés. C'était là leur talon d'Achille, leur faiblesse essentielle.

Or, tout le cours de la guerre, et surtout son issue, ont montré que les auteurs occidentaux de ces plans avaient énormément sur-estimé leurs forces tout en sous-estimant celles de l'Union soviétique et du mouvement antiimpérialiste dans le monde.

Non seulement l'Union soviétique n'est pas sortie de la guerre épuisée et affaiblie, mais — grâce à la base socialiste de sa vie économique et sociale, — elle a joué un rôle décisif dans la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, tout en poursuivant sa consolidation à l'intérieur et en renforçant son rôle international et son prestige dans le monde.

Dans certains pays asservis de l'Europe des insurrections et des mouvements puissants de libération nationale se sont développés, apportant une contribution très importante à la cause de la victoire contre les agresseurs fascistes. L'insurrection pour la libération des peuples yougoslaves, sous la conduite du Parti communiste, a eu à ce point de vue une portée internationale particulière, car elle a montré pratiquement à tous les peuples asservis que la lutte à main

— 7 —

armée contre l'occupant était possible. Dans cette lutte — et grâce au fait que l'Armée soviétique avait porté un coup mortel aux armées fascistes allemandes — les masses laborieuses de notre pays ont conquis non seulement leur liberté nationale, mais aussi le pouvoir démocratique véritable, le pouvoir populaire.

Le rôle décisif joué par l'Union soviétique dans la grande guerre de Libération a créé la possibilité pour de nombreux autres pays de s'arracher — sous diverses formes et par des voies différentes — de la chaîne impérialiste et de suivre une nouvelle voie de développement, celle de la démocratie populaire, du socialisme. La Yougoslavie, la Bulgarie, l'Albanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Hongrie se sont affranchies du contrôle impérialiste. Il est hors de doute que c'est là un des résultats les plus importants de la seconde guerre mondiale. Il nous prouve que les impérialistes n'ont pas pu utiliser la seconde guerre mondiale pour détruire ou tout au moins affaiblir sensiblement le système socialiste, qui est demeuré vainqueur dans le premier pays socialiste, en U.R.S.S. C'est le contraire qui s'est produit : c'est le système impérialiste qui est sorti affaibli de la seconde guerre mondiale, tandis que les forces du système socialiste ont considérablement augmenté. Ceci ne peut manquer de se refléter sur tout le développement ultérieur des rapports politiques internationaux ainsi que sur l'aggravation continue de toutes les contradictions existant dans la société capitaliste.

3. — Le système impérialiste après la seconde guerre mondiale

De grandes modifications, résultant de la seconde guerre mondiale, se sont produites dans le rapport des forces des pays impérialistes. Trois grands Etats impérialistes : l'Allemagne, le Japon et l'Italie ont été mis hors de combat en tant que concurrents des autres Etats impérialistes. La Grande-Bretagne et la France qui, avant la guerre, jouaient un rôle important dans la vie internationale, sont sorties affaiblies de la guerre. Les Etats-Unis sont l'unique grand pays impérialiste qui est sorti enrichi de la guerre, qui n'a pas subi de dévastations sur son territoire au cours de la guerre et dont le potentiel économique s'est puissamment accru avant et surtout pendant la guerre.

Au cours de la guerre, les Etats-Unis ont définitivement occupé la première place dans l'économie capitaliste; ils possèdent actuellement les deux tiers de tout l'appareil de production du monde capitaliste. De débiteurs qu'ils étaient avant la première guerre mondiale, les Etats-Unis se sont transformés en créanciers pendant cette guerre. Les profits réalisés pendant la première guerre ont permis un accrois-

— 8 —

vement rapide et vigoureux de l'industrie américaine, qui, dès 1925, produisait autant que la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne réunies.

La concentration et la centralisation des capitaux, qui, déjà entre les deux guerres, avaient atteint de vastes proportions, se poursuivirent à un rythme particulièrement rapide pendant et après la seconde guerre.

Les hauts milieux gouvernementaux eux-mêmes — reflétant les tendances des monopoles — ont poursuivi au cours de la guerre une politique de concentration croissante des capitaux. Les plus grandes entreprises se voyaient adjudger la majeure partie des fournitures de guerre et réalisaient en conséquence les plus grands profits. C'est ainsi que les cinq plus grandes compagnies des Etats-Unis ont obtenu à elles seules, en 1941-1942, des commandes de fournitures pour une somme de 20 milliards de dollars, c'est-à-dire le tiers de la totalité des fournitures commandées par le gouvernement des Etats-Unis. Les profits de ces compagnies ont dépassé en 1942 de plus de cent fois les profits moyens des années 1936-1939.

Au cours de la guerre se sont formées aux Etats-Unis, 10 compagnies employant chacune plus de 100.000 ouvriers. Au cours de la guerre la production des petites entreprises a baissé de 35 %, et celle des entreprises moyennes de 18 %. De toutes les fournitures de guerre, 13 % seulement ont été attribués aux entreprises qui employaient moins de 500 ouvriers. Tout le reste appartenait aux géants de l'industrie.

A la suite de la seconde guerre mondiale, la puissance financière des 63 plus grandes compagnies américaines est actuellement telle, qu'elles seraient à même — selon les estimations générales — d'acheter 94 % de l'ensemble des entreprises industrielles des Etats-Unis. Comme il est notoire les monopoles gigantesques poussent le pays à l'expansion économique, politique et militaire. On voit apparaître des théories sur le « siècle américain », et les incitations à une nouvelle guerre commencent à remplir les pages de la plus grande partie de la presse réactionnaire.

En ce qui concerne la concentration des capitaux et de la production, le renforcement des monopoles, etc., ces mêmes symptômes caractérisent, en général, la situation des Etats capitalistes de l'Europe, principalement la situation de la France et de l'Angleterre. Mais la guerre a appauvri la plupart des pays européens, les laissant loin derrière les Etats-Unis. Ceci s'applique en premier lieu au concurrent principal des monopolistes américains — à l'Angleterre, qui, bien avant la guerre, a commencé à perdre ses positions économiques au profit du monopole américain. Cette faiblesse du capitalisme anglais et français et la crainte qu'inspirent les masses

— 9 —

populaires aux hauts milieux européens sont mises à profit par les monopolistes américains pour affaiblir le plus possible leurs concurrents et pour les contraindre à la soumission. Dans la phase actuelle, ils y sont parvenus dans une grande mesure. Les sommets monopolistes du capitalisme européen vendent les intérêts de leurs peuples aux monopoles américains à seule fin de sauver leurs intérêts d'exploiteurs. Ils se transforment en ennemis déclarés de l'indépendance de leurs peuples. Ce n'est pas par hasard que leurs agents ont commencé, au cours des dernières années, à claironner que la souveraineté nationale est devenue un « anachronisme pernicieux », « un préjugé archaïque et dangereux ».

La situation suivante est née de la deuxième guerre mondiale : d'une part, les pays appauvris par la guerre les quels, quand ils continuent à suivre la voie capitaliste, tombent dans un chaos économique toujours plus profond, dans la misère pour les larges masses laborieuses, et d'autre part, le capitalisme américain, qui s'est énormément enrichi et est entré dans l'impasse de la surproduction. Au cours de la guerre, des capitaux immenses ont été accumulés aux Etats-Unis et les moyens de production se sont puissamment accrus. Les réserves de produits fabriqués s'entassent de plus en plus, mais elles trouvent de moins en moins de débouchés, tant auprès des acheteurs américains, dont le pouvoir d'achat baisse, qu'auprès des acheteurs étrangers dont les pays ont été dévastés et épuisés par la guerre.

Mettant à profit la situation économique des pays capitalistes européens, les monopolistes américains s'efforcent de consolider le plus possible leur position. Ils sont naturellement loin d'être disposés à aider les autres pays dans la reconstruction de leur économie. Bien au contraire, leur tendance fondamentale est d'étouffer le plus possible la vie indépendante dans les autres pays et de subordonner le plus possible leur économie à l'économie américaine. Les rois des monopoles américains veulent être les seuls exportateurs de produits fabriqués, ils veulent inonder les marchés mondiaux de leurs produits, qui s'accumulent et que le consommateur américain ne peut pas acheter, ouvrir tous les marchés mondiaux à leurs produits, placer leurs capitaux dans toutes les parties du monde où cela rapporte, et étouffer le plus possible l'industrie des autres pays. Le sénateur Kilgor a déclaré que le plein emploi de la main-d'œuvre américaine, ou tout au moins son emploi tel qu'il existait pendant la guerre, exigerait une augmentation des exportations de 25 milliards de dollars par an, alors que l'exportation moyenne annuelle des Etats-Unis entre les deux guerres s'élevait à 4,6 milliards de dollars. Pour y parvenir, il est naturel-

— 10 —

lement nécessaire d'évincer les autres concurrents des marchés mondiaux.

Par conséquent, dans leur vaine tentative d'échapper à la crise, les américains font tout pour assurer l'exportation de leurs produits et de leurs capitaux et pour rejeter les charges de la crise sur les autres, avant tout sur l'Europe. Pendant la guerre même ils ont mis à profit la situation dans laquelle se trouvaient les pays européens belligérants, en premier lieu la Grande-Bretagne et la France, et ils les ont évincés d'un grand nombre de marchés. Le capital financier américain a renforcé ses positions dans le Proche-Orient, dans l'Océan Pacifique, en Chine, en Amérique du Sud, dans les colonies et les dominions anglais et français. La Grande-Bretagne tombe dans une dépendance croissante comme débitrice des Etats-Unis. Dans son besoin de crédits, elle accepte des conditions qui détruisent le système défensif de son commerce, le système préférentiel, ce qui augmente encore le passif de son bilan commercial.

Renouvelant la tendance de l'impérialisme allemand, le capital financier américain s'efforce de réduire les autres pays au rôle de succursales et d'assujettir leur économie au diktat des monopoles américains. Cette tendance de l'impérialisme est le signe le plus évident de la décomposition du système capitaliste, c'est en réalité une tendance à étouffer les industries existantes dans les pays évolués, à saper leur économie, à les réduire à la situation de pays plus ou moins dépendants économiquement et politiquement, et d'autre part, à empêcher le développement économique des pays arriérés. Cette tendance exprime l'expansion des gros monopoles américains en lutte pour la suprématie mondiale.

De cette conception de la « coopération » internationale découle la conception originale de la « défense des intérêts des Etats-Unis » dans toutes les parties du monde : immixtion dans les affaires intérieures de tous les pays, occupation des bases stratégiques sur tous les continents et dans tous les océans, persécutions brutales et terreur contre tous les mouvements nationaux pour la liberté et l'indépendance. L'expression la plus typique de toutes ces tendances dans le domaine économique est ce qu'on appelle le « plan américain de l'aide à l'Europe », ou, comme on dit couramment, le plan Marshall.

Le plan de la prétendue aide à l'Europe signifie en réalité l'engagement direct des finances publiques américaines dans le but d'assurer les plus grands superprofits possibles aux monopoles américains et un affaiblissement maximum de leurs concurrents capitalistes. Les monopolistes américains ont obtenu que l'Etat emploie les moyens financiers qu'il a tirés des petits contribuables à préparer

— 11 —

le terrain en Europe pour l'expansion des monopoles américains et pour la subordination économique et politique de l'Europe capitaliste. Soit dit en passant, les capitalistes américains ne se sont pas par là éloignés le moins du monde de la crise qu'ils voudraient éviter : les moyens « d'aide » à l'Europe ne proviennent pas, en réalité, des profits des milliardaires, mais des poches des Américains ordinaires déjà épuisés, et dont le pouvoir d'achat continue, de ce fait, à diminuer encore.

La réalisation de ce plan « d'aide » signifie pour ses « bénéficiaires » la fermeture de nombreuses entreprises, l'augmentation du chômage et de la misère des larges masses laborieuses, la crise agraire et la ruine de la population rurale. Ce plan « d'aide » à l'Europe est également un des moyens de transformer l'Europe occidentale en une place d'armes de l'impérialisme américain contre les pays de démocratie populaire et contre l'Union soviétique. Ces plans sont des armes de guerre et non des instruments de paix.

Cependant, les socialistes de droite des pays capitalistes n'en glorifient pas moins ce plan comme un geste de bonté et d'humanité exceptionnelles.

Les monopolistes américains sont également devenus actifs dans les colonies. Ils cherchent, par des moyens détournés, par la diplomatie du dollar, par l'achat de la bourgeoisie nationale et de la réaction fédoale des colonies ainsi que par des investissements directs, à ravir leurs colonies aux Etats européens, ou à partager avec eux les profits supplémentaires. Le capital américain pénètre dans toutes ces colonies. En outre, les Etats européens se sont engagés à fournir, en compensation de « l'aide » américaine, les matières premières stratégiques en provenance de leurs colonies. Les exigences américaines vont même plus loin. Les Américains demandent que les pays européens leur cèdent le droit de prospection des gisements de matières premières dans les colonies. Ainsi, les monopoles américains accaparent non seulement les sources existantes de matières premières, mais aussi les sources potentielles. De la sorte, l'Occident européen continuera à jouer son rôle de gendarme des colonies, mais le bénéficiaire réel des matières premières coloniales et l'exploiteur des peuples coloniaux sera pour une grande part, et souvent pour la plus grande part, le monopoliste américain.

L'Allemagne occupe une place spéciale dans ce plan. Selon la conception des monopolistes américains, elle doit devenir l'atelier de l'industrie américaine pour toute l'Europe. Les financiers américains ont placé l'ancien système des cartels allemands sous leur domination. Ils ont développé en Allemagne occidentale un vaste réseau de banques qui a, en réalité, la haute main sur toute l'industrie. De toutes les usines d'industrie de guerre en Allemagne

— 12 —

occidentale qui, selon les décisions du Conseil de contrôle interallié, devaient être démontées, 10 % seulement l'ont été en réalité. Le capital américain s'est solidement installé dans la Rhur, où il s'emploie de toutes ses forces à restaurer l'industrie lourde. Dans ce cas particulier, la dépendance des hauts milieux capitalistes de Grande-Bretagne et de France des monopoles américains s'est manifestée une fois de plus. Les agents d'affaires anglais et français de l'impérialisme américain en Europe ont sacrifié la sécurité de leurs pays aux intérêts des trusts et des cartels américains.

La division de l'Allemagne est également une conséquence logique de cette politique. Une Allemagne unie et démocratique qui servirait à la consolidation de la paix en Europe et dans le monde entier n'est pas dans l'intérêt des milieux impérialistes et monopolistes. Ils ont besoin de l'Allemagne comme base industrielle et économique de l'asservissement de l'Europe, et comme place d'armes contre l'Union soviétique et les démocraties populaires. Ils s'appuient, pour régner en Allemagne occidentale, sur les mêmes couches du gros capital allemand qui servaient de point d'appui à Hitler et au nom desquelles il concevait ses projets insensés de conquête du monde et s'efforçait de les réaliser. Il est hors de doute qu'une telle politique amènera tôt ou tard un renouveau des tendances impérialistes allemandes et de l'esprit de revanche, qui furent brisés pendant la seconde guerre mondiale. Alors que l'on permet ainsi au nazisme et à l'impérialisme allemand de revivre et de reprendre des forces, on conteste aux Etats qui ont subi de graves dévastations pendant la guerre, comme par exemple la Yougoslavie, le droit aux réparations, ou on les empêche d'en bénéficier pratiquement.

Des projets impérialistes à leur réalisation, il y a naturellement un long chemin à parcourir. Ni l'énorme concentration de la production et des capitaux, ni les trusts internationaux, ni la limitation partielle et provisoire des concurrents impérialistes ne sont des faits qui pourraient éliminer n'importe laquelle des contradictions du système impérialiste actuel ; ils ne font au contraire que leur donner des formes encore plus aiguës. Sans aucun doute les auteurs du plan « d'aide » à l'Europe connaissaient bien les faiblesses du capitalisme européen lorsqu'ils posaient leurs conditions à ses représentants acculés à la faillite. Mais ils ont particulièrement sous-estimé un facteur : la résistance des masses populaires. Les impérialistes peuvent se fier à la force du dollar et à ses violences, mais à mesure que les masses populaires découvriront, par leur propre expérience, la signification des diverses « aides » américaines, leur résistance ira croissant. Les tendances à coloniser l'Europe se révéleront en fin de compte comme des « utopies sanglantes » qui

— 13 —

ébranleront encore plus les positions du capitalisme en Europe et dans le reste du monde. Cette résistance augmentera encore du fait que tous ces plans aggravent les antagonismes entre les impérialistes, entre les monopoles, entre les divers groupes de la bourgeoisie. Cela deviendra évident surtout lorsque apparaîtra la crise économique. Il serait par conséquent erroné de prévoir que tous ces plans se réaliseront comme ils ont été conçus. Au contraire, ils aggraveront les contradictions intérieures du système impérialiste et pousseront à l'action les plus larges masses du peuple dans la lutte pour les revendications économiques et pour l'indépendance nationale.

D'anciens partisans ardents de l'aide américaine à l'Europe se rendent compte à présent eux aussi de ses buts véritables. Bien des gens ont cru que l'aide américaine aurait pour conséquence une stabilisation relative du capitalisme européen. Mais c'est le contraire qui s'est produit. L'impérialisme américain n'incite ni aux investissements ni à l'extension de la reproduction capitaliste. Il maintient l'économie européenne à son niveau actuel, freine son développement et la dégrade même. Il est hors de doute que la résistance à cet état de chose ira croissant dans les pays capitalistes, et elle pourrait saper par la base les projets de l'impérialisme américain en Europe.

4. — Deux camps

Nous avons vu l'échec des manœuvres impérialistes voulant se servir de la guerre pour détruire ou tout au moins affaiblir l'U.R.S.S. et étouffer les mouvements antiimpérialistes de libération. Mais les milieux impérialistes n'en ont pas moins continué à poursuivre opiniâtrement cette politique après la guerre, s'efforçant d'empêcher l'accroissement des forces démocratiques avec l'U.R.S.S. en tête et de créer les conditions de « paix » qui leur conviennent, c'est-à-dire qui conviennent aux nouveaux prétendants à la suprématie mondiale.

Cela ne pouvait être obtenu que par la répudiation des engagements solennels consignés dans diverses chartes, notamment dans la Charte de l'Atlantique ou dans celle de l'O.N.U., ou des engagements pris aux diverses réunions et conférences internationales, comme celles de Moscou, de Téhéran, de Crimée, etc. Au lieu de lutter pour l'extirpation complète du fascisme, pour la destruction de ses appuis matériels en Allemagne, en Italie et dans d'autres pays de l'Axe fasciste, on maintient les éléments fascistes dans tous les pays situés dans le rayon d'influence de l'impérialisme, on regroupe les fascistes

— 14 —

et les collaborateurs de l'ennemi qui se sont enfuis des pays ayant pris le chemin de la démocratie populaire, on maintient au pouvoir Franco, le serviteur de Hitler, etc. Au lieu de respecter le droit des peuples libérés de disposer d'eux-mêmes, on s'immisce par la violence dans les affaires intérieures des autres pays, on attise la guerre civile, on prête ouvertement assistance aux forces réactionnaires et antipopulaires dans leur lutte contre les masses populaires démocratiques (en Grèce, par exemple), on freine la rénovation économique des pays de démocratie populaire par des intrigues incessantes et l'appui donné aux forces réactionnaires et destructives intérieures, on mobilise les criminels de guerre en fuite pour en former des groupes de guerillas qu'on envoie dans lesdits pays. Au lieu de respecter les droits des nations dont certaines parties ont été arrachées par la force dans le passé du corps national et qui ont fourni pendant la guerre la preuve la plus éloquente de leur volonté de vivre ensemble — on a tendance à maintenir des parties entières de certaines nations dans la situation inférieure de peuples opprimés. C'est dans une telle atmosphère qu'a débuté et que se poursuit la discussion sur ce que doit être la paix à laquelle aspiraient si ardemment les peuples pendant la seconde guerre mondiale.

Les nouveaux prétendants américains à la suprématie mondiale levée de boucliers contre tout ce qui est démocratique, progressiste, et leurs auxiliaires se sont maintenant déchaînés dans une furieuse éprise de liberté, contre le mouvement ouvrier, contre les peuples qui veulent vivre dans l'indépendance et dans la paix, contre l'Union Soviétique. Cette politique a été proclamée clairement et ouvertement par les impérialistes américains eux-mêmes, soutenus en cela par la bourgeoisie impérialiste des autres pays capitalistes. Cette politique s'exprime premièrement par la proclamation directe de la revendication à la suprématie mondiale par les monopoles américains ; deuxièmement, par une politique opiniâtre de chantage à la guerre, de menaces avec la bombe atomique, etc., envers tous les peuples et surtout envers l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire ; troisièmement, dans la création du bloc occidental et d'autres blocs analogues contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire ; quatrièmement, dans l'édification de l'Allemagne occidentale en une base de guerre impérialiste et un arsenal industriel militaire, et dans l'attribution d'un rôle semblable au Japon en Extrême-Orient ; cinquièmement, dans l'activité générale des monopolistes américains en vue de consolider l'hégémonie américaine dans le monde capitaliste et d'unifier ce dernier contre le monde socialiste, contre l'U.R.S.S. ; sixièmement, dans l'intensification de toutes sortes de mesures de pression et de terreur contre le mouvement ouvrier et démocratique dans les pays capitalistes, contre les partis commu-

— 15 —

nistes, et une violation constante des droits démocratiques du peuple ; septièmement, par une immixtion incessante et générale dans les affaires intérieures des autres pays afin d'étouffer les mouvements démocratiques et de soutenir les agences réactionnaires et fascistes de l'impérialisme étranger ; huitièmement, par un renforcement de la terreur et de l'oppression dans les pays coloniaux et dépendants, etc.

L'expansion des milieux impérialistes américains et leur politique agressive s'accompagnent de clameurs anticommunistes et antisoviétiques qui nous rappellent constamment l'époque du pacte contre le Komintern et la propagande anticommuniste de Goebbels, et cela non seulement par la forme, mais aussi par les buts. Derrière le barrage de ces clameurs on procède en réalité à la subordination des pays capitalistes européens et autres aux intérêts des monopoles américains tout en déclamant de l'aide à l'Europe et de sa protection contre l'avance communiste, le capital financier américain s'installe commodément dans de nombreux pays capitalistes de l'Europe et place sous son contrôle non seulement leur économie, mais aussi leur politique. Bien que ce tapage et le but véritable qu'il dissimule soient dirigés contre les peuples des pays capitalistes européens et autres, ils n'en sont pas moins soutenus par les hauts milieux capitalistes de ces pays et par leurs laquais politiques.

Les hauts milieux réactionnaires ne sont pas uniquement liés entre eux par leur attitude commune hostile envers l'Union soviétique et contre la démocratie et le socialisme. Les impérialistes anglais et français comptent par une telle politique améliorer leurs positions ébranlées en Europe, dans les colonies et dans les pays sous tutelle ainsi que sur les marchés mondiaux. De plus, la collusion du capital financier international, les monopoles américains en tête, transforme des groupes entiers de la bourgeoisie des pays européens en simples agences des monopoles américains dans ces pays. Sous la domination du capital financier américain le rôle des monopoles internationaux est devenu, d'une façon générale, beaucoup plus important. Dans les pays coloniaux et dépendants, cette politique est soutenue non seulement par la réaction féodale, mais aussi par les parties félonnes de la bourgeoisie nationale.

Ce front rallie aussi les social-démocrates de droite, divers éléments pseudo-démocrates de la « troisième force », diverses cliques réactionnaires, y compris le Vatican. Poursuivant la trahison des intérêts de la classe ouvrière les socialistes de droite se sont de nouveau trouvés dans le camp des ennemis de la classe ouvrière internationale et de la démocratie.

C'est le camp impérialiste, avec l'impérialisme américain à sa tête. Ce camp abonde en antagonismes et contradictions intérieures. Il est ébranlé et continuera à l'être par des crises économiques et

— 16 —

politiques, il ne réussit pas à se stabiliser. Il n'y a ni fermeté ni unité en son sein.

A l'encontre de cela, les forces démocratiques et les forces de la paix grandissent dans le monde. Le premier pays du socialisme, l'Union Soviétique, continue à se renforcer, tout d'abord par un développement puissant de toutes ses forces productives et par sa lutte contre l'expansion de l'impérialisme. Le socialisme n'est plus uniquement une question de développement intérieur d'un seul pays ; il a dépassé les limites d'un pays et il s'est placé à l'ordre du jour dans de nombreux autres pays. La consolidation des Etats de démocratie populaire, leurs succès dans l'édification du socialisme, ne signifient pas seulement la garantie de leur liberté et de leur indépendance contre l'expansion impérialiste, mais aussi l'affermissement et le développement des forces de tout le monde socialiste avec l'Union soviétique en tête. Ils signifient le renforcement du rôle international de l'Union soviétique pour de nouvelles victoires des forces démocratiques et du socialisme.

Les tentatives d'asservissement économique et politique complet de l'Europe par l'impérialisme américain rencontrent une résistance opiniâtre des masses laborieuses dans les pays capitalistes de l'Occident. Les partis communistes qui se trouvent à la tête de cette résistance se renforcent et se lient par des liens innombrables avec les masses laborieuses. La base sur laquelle se font les expériences impérialistes, avec toutes sortes de « plans », devient de moins en moins sûre, et la résistance des masses populaires devient un obstacle des plus sérieux à leur réalisation. Cette résistance s'allie en une force unique avec les efforts de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire contre l'expansion impérialiste.

De la « doctrine de Monroe » qui fut proclamée il y a 125 ans pour empêcher, notamment, l'immixtion de la « Sainte Alliance » européenne réactionnaire de Metternich dans les affaires américaines, les Etats-Unis sont passés actuellement à la « doctrine de Truman », qui signifie la création d'une « Sainte Alliance » américaine, avec le soutien des impérialistes européens, qui sentent le sol trembler sous leurs pieds, pour l'immixtion impérialiste dans les affaires européennes, ainsi que dans les affaires de nombreux autres pays. C'est l'évolution de la politique américaine pendant les 125 années écoulées depuis la proclamation de la doctrine de Monroe.

Il va sans dire que les démocrates américains sincères sont profondément indignés de voir ainsi fouler aux pieds les traditions démocratiques de l'Amérique. Il devient toujours plus évident à présent à de nombreux citoyens américains eux-mêmes que ceux qui piétinent « le mode de vie américain », « les quatre libertés démocratiques » et toutes les autres libertés, que ceux qui menacent la civilisation

— 17 —

de l'humanité ne se trouvent ni en Europe orientale, ni dans les partis communistes, ni dans les mouvements antiimpérialistes et démocratiques, mais à Wallstreet, dans les résidences de l'oligarchie financière américaine et de ses auxiliaires dans le monde entier.

Tandis que les partis bourgeois se révèlent toujours plus hostiles aux intérêts nationaux, la classe ouvrière, avec son avant-garde en tête, apparaît de plus en plus comme la force principale des nations dans la lutte pour leur vraie indépendance, menacée par les impérialistes. L'aggravation de la pression impérialiste sur les peuples, l'imixtion dans leurs affaires intérieures, l'expansion au détriment des autres pays et leur asservissement économique — avec toutes les conséquences économiques et autres qui en découlent — tout cela renforcera la résistance des plus larges masses populaires. L'exemple de l'héroïque peuple grec qui consent de nombreux sacrifices dans sa lutte pour l'indépendance, montre où l'expansion impérialiste conduit l'humanité.

La seconde guerre mondiale a également provoqué une crise sérieuse du système colonial capitaliste. Dans de nombreuses colonies des insurrections ont éclaté contre le joug impérialiste. Le peuple héroïque de Chine, qui a assumé les plus lourdes charges dans la lutte contre l'impérialisme japonais, s'est insurgé contre un nouvel asservissement de la Chine par les monopoles américains, et contre leurs agences dans le pays même. Les mouvements de libération et les guerres dans les colonies se propagent sur des territoires toujours plus étendus et englobent des masses toujours plus nombreuses de peuples coloniaux opprimés.

De plus, la résistance des millions de personnes de tous les pays contre la campagne d'incitation à la guerre des milieux monopolistes se renforce et s'étend de plus en plus, surtout dans les pays européens qui n'ont pas encore oublié les horreurs de la seconde guerre européenne. Cette résistance, cette lutte des masses populaires pour la paix, sapent par la base les manœuvres de fomentation de guerres de l'impérialisme.

Toutes ces forces, avec l'U.R.S.S. en tête, se renforcent de jour en jour, s'affermissent à l'intérieur et paralysent les fomentateurs de guerre et les impérialistes. Elles sont suffisamment fortes pour pouvoir briser toutes les manœuvres des impérialistes.

5. — La Yougoslavie nouvelle dans le front antiimpérialiste

La seconde guerre mondiale a également apporté d'immenses transformations dans notre propre pays. Pendant la seconde guerre et par la suite les peuples de Yougoslavie, avec la classe ouvrière

— 18 —

à sa tête, ont honorablement accompli et continuent d'accomplir leur devoir non seulement en ce qui concerne leur libre avenir, mais aussi le progrès général de l'humanité, leur devoir envers toutes les forces antiimpérialistes et progressistes et envers l'Union soviétique, force fondamentale du progrès social contemporain — comme l'a dit le camarade Staline. Par leur lutte héroïque qui a contribué puissamment à la victoire générale des alliés sur l'agression hitlérienne, nos peuples ont conquis les sympathies et le soutien de toute l'humanité progressiste éprise de liberté.

Cette époque, la plus glorieuse de l'histoire de nos peuples, est indissolublement liée à notre Parti, à ses cadres dirigeants, au nom du camarade Tito. Tenter de les séparer, ce serait contester les faits historiques, ce serait contester à nos peuples une partie de leur histoire, leur participation à la lutte générale des forces antifascistes contre l'agression fasciste et l'impérialisme, ainsi que leur évolution socialiste.

Après la guerre, la Yougoslavie est devenue un facteur puissant et actif de la démocratie, du mouvement ouvrier international et des forces antiimpérialistes en général. Les peuples de Yougoslavie sont du côté de la paix, de la coopération pacifique entre les peuples, de la démocratie, de la liberté nationale et de l'égalité en droits des peuples, du côté du progrès et du socialisme, c'est-à-dire qu'ils sont dans le camp des forces antiimpérialistes avec l'Union soviétique en tête.

Les principes sur lesquels s'est basée notre politique extérieure et sur lesquels elle doit se baser désormais aussi, sont avant tout les suivants :

1. Activité multiple dans la lutte pour la paix et pour la coopération pacifique entre les peuples sur la base de l'égalité de droits, en général, et dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, en particulier ;
2. Coopération économique avec tous les pays qui désirent coopérer avec notre pays sur une base d'égalité de droits et de respect des engagements mutuels ;
3. Soutien politique aux forces qui luttent pour la paix, pour la démocratie, pour la liberté et l'indépendance nationale, pour le socialisme ;
4. Coopération étroite et soutien en tous points de la politique pacifique, démocratique, antiimpérialiste de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire ;
5. Développement d'une coopération générale avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire dans le domaine économique et culturel en vue du renforcement et de la coordination du

développement économique commun des pays du monde socialiste et de leur rapprochement culturel.

Sous la conduite du Parti communiste, notre pays a non seulement toujours fidèlement observé ces principes, mais il a été une des forces les plus actives à les appliquer. Vous connaissez tous ces faits, et non seulement vous, mais tous les hommes progressistes du monde. Dans aucun aspect de la lutte contre les forces de la réaction où nous pouvions apporter notre contribution, nous n'avons oublié notre dette internationale envers l'U.R.S.S. et envers toutes les autres forces progressistes et démocratiques. Et même maintenant, au moment où on mène contre notre pays une campagne absurde, dépourvue de principes, échafaudée de toutes pièces, incompréhensible, personne n'a cité et ne peut citer un seul exemple véridique où notre pays n'aurait pas rempli ses engagements internationalistes.

Cependant, malgré tout, on nous dit que nous sommes passés sur des positions antisoviétiques. Sur quoi se base-t-on pour affirmer cela ? Sur de prétendues déclarations antisoviétiques de nos responsables. Mais, tout d'abord, il n'est pas exact que des déclarations semblables aient jamais été faites. Dans notre Parti il y a sans doute des camarades auxquels les succès ont tourné la tête, et qui, à cause de cela commettent des erreurs, mais même à ces camarades, on ne peut attribuer une attitude antisoviétique quelle qu'elle soit et dans quelque sens que se soit. Encore moins à nos cadres dirigeants responsables. Il n'est pas raisonnable de proclamer attitude antisoviétique ou nationaliste — comme le font certains de ceux qui nous critiquent — toute expression de fierté à l'occasion des succès de notre Parti et de nos peuples, ni même certaines exagérations naïves dans ce sens de la part de nos camarades, exagérations qu'on ne rencontre d'ailleurs pas seulement chez nous et qui sont peut-être encore plus fréquentes dans d'autres partis communistes. Certaines exagérations sont compréhensibles si l'on prend en considération les épreuves difficiles et ardues que notre Parti et notre pays ont traversées pendant et après la guerre. En ce qui concerne le vertige du succès — vous savez bien, camarades, que la direction de notre Parti a, dès le début de 1945, soumis à une critique sévère l'apparition des cas de ce qu'on appelle « solunstvo » * dans notre Parti qui étaient nombreux au début, qui ont sensiblement diminué en nombre, mais qu'on rencontre, naturellement, encore et contre lesquels on doit réagir fermement.

* « Solunstvo » — Esprit de « grandeur » et d'exclusivité que manifestaient dans l'ancienne Yougoslavie les éléments hégémonistes pan-serbes, se glorifiant à outrance de leur participation comme combattants au front de Salonique, front qui eut une importance capitale pour l'issue de la première guerre mondiale dans les Balkans.

— 20 —

Cependant, ce qui est encore plus important, c'est le fait que toute notre attitude pendant de longues années, ainsi que la lutte de notre Parti avant la guerre, et surtout depuis le 22 juin 1941 jusqu'à ce jour, montrent de la façon la plus claire que notre Parti, sous la conduite du camarade Tito, n'a jamais poursuivi une politique qui eût eu un rapport quelconque avec le contenu des prétendues déclarations antisoviétiques qu'on nous impute. Peut-on s'imaginer que dans notre situation la direction du Parti fasse en secret des déclarations non seulement antisoviétiques, mais aussi contre-révolutionnaires, et qu'en même temps elle poursuive pratiquement et même fixe une politique de coopération active et de soutien de la politique et de la lutte de l'Union soviétique, force dirigeante du front de la démocratie et du socialisme ? Ou bien que, derrière le dos des masses, elle pactise en secret avec l'impérialisme et la réaction, et que, en même temps, elle invite publiquement à une lutte sans compromis contre les forces réactionnaires du capitalisme défait, à la lutte pour l'édification du socialisme dans notre pays ? Non, camarades, cela est impossible et chacun de vous sait que cela est impossible. Chacun de vous sait que jamais notre Parti et nos responsables avec le camarade Tito en tête ne pourraient suivre ce chemin, car ils ont, dans les conditions difficiles de l'ancienne Yougoslavie, préparé ce Parti à jouer le rôle dirigeant dans l'insurrection de libération nationale et dans la révolution populaire, en l'épurant du fractionnisme et en affermissant son unité intérieure et sa pureté idéologique, car ils ont, à la tête du Parti, conduit la classe ouvrière et le peuple travailleur à la victoire au cours de cette révolution, au renversement du pouvoir capitaliste et à l'instauration du pouvoir du peuple travailleur avec la classe ouvrière en tête, car ils ont mené également à la tête du Parti, et ils mènent encore la lutte pour briser la résistance des exploités et édifier le socialisme. Est-il possible d'imaginer qu'un tel parti et une telle direction de ce parti puissent se transformer en quelque chose de tout à fait opposé, c'est-à-dire en un Parti de koulaks, de capitalistes, en une agence de l'impérialisme, en restaurateurs du capitalisme dans notre pays, en ennemis de l'Union soviétique, du mouvement ouvrier international et de toutes les forces antiimpérialistes ?

Notre Parti a commis des fautes, il en commet, et, selon toute probabilité nous ne les éviterons pas à l'avenir non plus. Cependant, celui qui parle de fautes doit se demander ce qu'elles représentent en comparaison avec les résultats obtenus, et ce que ces résultats représentent dans la voie de l'édification du socialisme. Celui qui se poserait ainsi la question se rendrait compte qu'il s'agit de fautes dans l'application de la ligne fondamentalement juste du Parti. Nous sommes toujours prêts à discuter sur une base de principe ce ces

fautes et d'autres questions de notre reconstruction et de notre politique. Mais, après tous les résultats que notre Parti a obtenus et dont témoigne l'immense confiance de nos masses populaires dans ce Parti, nous ne pouvons pas admettre qu'on nous accuse tout simplement, non pas en basant cette accusation sur nos actes, mais sur de prétendues déclarations ou sur des citations isolées, de poursuivre une politique antisoviétique, une politique extérieure de trahison du front antiimpérialiste et une sorte de politique intérieure de restauration du capitalisme, et qu'on nous demande ensuite de reconnaître tout simplement tout cela comme notre « faute ». Comme notre Parti et sa direction n'ont jamais poursuivi une telle politique et ne pouvaient la poursuivre, et comme la direction du Parti n'aurait pas considéré une telle faute — si elle existait en effet — comme une faute, mais comme une contre-révolution, il s'en suit que ni notre Parti, ni son Comité Central n'ont pu reconnaître que les accusations formulées sont justes.

Il y a dans notre Parti des camarades honorables qui ont été ébranlés par la résolution du Bureau d'Information. Or, je ne connais pas un seul de ces camarades qui affirmeraient que les assertions de la résolution soient justes. Bien au contraire, ils disent qu'en effet ces assertions ne sont pas justes, mais qu'il aurait peut-être mieux valu que le Comité Central acceptât et reconnût toutes ces accusations, sauvegardant ainsi la paix à la maison. La direction de notre Parti n'a pas pu s'engager dans cette voie. Notre Parti s'est formé pendant de longues années à la dure école de l'activité révolutionnaire et de l'insurrection de libération, il s'est instruit sur l'expérience des bolchéviks, il a appris du camarade Staline à prendre toujours une position de principe, et c'est pourquoi notre direction n'a pu reconnaître des « fautes » qui, comme telles, n'existent pas dans la ligne politique de notre Parti.

Or, lorsque nous avons loyalement défini notre attitude et proposé la manière de régler les divergences et lorsque nous nous sommes déclaré prêts à les liquider, nous n'en avons pas moins été traités de nationalistes. Il y a encore, sans doute, des vestiges du nationalisme dans notre Parti et quiconque a lu la documentation du Parti sait qu'il a combattu de telles manifestations, avant, pendant et depuis la guerre. Quant à dire que la politique de notre Parti lui-même est nationaliste, voilà ce que personne encore ne nous avait reproché, ni ne peut nous reprocher s'il veut tenir compte de la réalité des faits. Par contre, il faut remarquer qu'il y a de nombreux vestiges du nationalisme chez d'autres partis communistes, ainsi qu'en témoigne le nationalisme qui s'est précipité comme une avalanche chez plusieurs partis communistes, justement à l'occasion de la levée de boucliers ces dernières semaines contre notre Parti. Je vais

— 22 —

maintenant risquer d'être cité comme une preuve de l'ambition exagérée et de l'orgueil de notre direction, mais j'affirmerai cependant que, depuis la libération, notre Parti a beaucoup contribué, — par une politique nationale juste et par une résistance de principe à toutes les manifestations de caractère nationaliste — à la lutte contre les tendances nationalistes dans certains partis communistes d'autres pays et précisément de ceux dont la presse nous accuse aujourd'hui le plus bruyamment d'être nationalistes. Il est évident que cette presse agit ainsi pour justifier le nationalisme chez elle.

Il en est donc ainsi de la question de savoir si nous avons poursuivi une politique antisoviétique et si nous sommes des nationalistes.

Cependant, l'action engagée par le Bureau d'Information ne peut en aucun cas modifier notre politique et ne peut nous séparer du front antiimpérialiste. Le marxisme-léninisme nous apprend que les gens agissent non pas en vertu d'une philosophie abstraite, mais conformément aux intérêts des classes déterminées. Or, vous savez tous, et tout notre peuple sait que notre Parti n'est ni un parti de koulaks, ni un parti de la petite bourgeoisie, et seul un tel parti pourrait faire dévier l'évolution de la Yougoslavie nouvelle, dans les conditions actuelles, vers la restauration du capitalisme et la dégénérescence de notre République populaire. Notre Parti est l'avant-garde de la classe ouvrière et tous ses cadres dirigeants sont sortis de la longue lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Ce sont précisément ces cadres qui, avec le camarade Tito en tête, ont réussi à épurer notre Parti de l'opportunisme petit bourgeois, du sectarisme et des éléments parasites par lesquels des influences extérieures s'infiltraient autrefois dans le Parti. Un tel Parti ne peut être que le Parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire un Parti qui reflète le rôle social révolutionnaire de la classe ouvrière. Un tel Parti peut commettre des erreurs, mais il ne peut pas dévier de la voie du socialisme, de la voie de l'unité du mouvement ouvrier international. Il ne peut pas se séparer du camp du socialisme, du camp des forces antiimpérialistes.

Les résultats concrets de notre édification socialiste ne sont pas des citations isolées qu'on peut interpréter comme on veut, mais une réalité vivante qu'on peut calomnier mais qu'on ne peut pas modifier de ce fait, ni l'éliminer par la négation.

Il est vrai que l'action entreprise par le Bureau d'Information nous créera de nombreuses difficultés auxquelles aucun de nous n'aurait jamais pu s'attendre, mais cette action ne peut changer le fait fondamental que notre pays socialiste appartient au camp socialiste avec l'Union soviétique à sa tête.

D'autre part, nous sommes profondément convaincus qu'aussi bien l'U.R.S.S. — comme force principale du socialisme — que les

— 23 —

pays de démocratie populaire et tout le mouvement ouvrier international et antiimpérialiste ne peuvent pas manquer d'accorder leur soutien à un pays qui édifie le socialisme et qui est exposé aux attaques des ennemis du socialisme. Agir autrement signifierait abandonner ce pays à la pression de l'impérialisme. En tout cas, une telle attitude n'aurait certainement rien de commun avec l'internationalisme. C'est pour toutes ces raisons que notre Parti et sa direction feront sans aucun doute tout ce qu'ils pourront pour liquider les divergences entre nous et le Comité Central du Parti communiste bolchévik de l'U.R.S.S. Notre Parti et tout notre pays doivent donc en premier lieu s'employer avec encore plus de persévérance et avec un élan accru à l'édification du socialisme chez nous et développer jusqu'aux limites des possibilités leurs forces productrices, dans leur propre intérêt et dans l'intérêt de tout le monde socialiste, tout en devenant encore plus actifs dans la lutte contre les forces de la réaction et de l'impérialisme, aussi bien dans notre pays que dans l'arène internationale.

Je m'expose par là de nouveau à être accusé de « pharisaïsme » et d'hypocrisie. Or, si notre attitude est pharisaïque et hypocrite, alors toute la lutte, menée avant la seconde guerre par notre Parti avec sa direction actuelle en tête, pour établir des liens entre nos peuples et l'Union soviétique était également du pharisaïsme et de l'hypocrisie ; l'appel du Comité Central de notre Parti du 22 Juin 1941, lancé à la classe ouvrière et à tous nos peuples pour qu'ils se soulèvent contre l'occupant fasciste non seulement pour la cause de leur propre liberté, mais aussi pour pouvoir, dans la mesure de leurs forces, venir en aide aux peuples de l'U.R.S.S. qui devaient supporter le fardeau principal de la guerre, était aussi du pharisaïsme et de l'hypocrisie. Il en est de même de toute la lutte passée de notre pays sous la conduite de Parti communiste et côte à côte avec l'Union soviétique et les autres pays de démocratie populaire. Et vous savez bien, camarades, que ce n'était ni du pharisaïsme ni de l'hypocrisie, vous savez tous ce que notre parti et notre peuple ont sacrifié en luttant côte à côte avec l'Armée rouge contre l'ennemi commun. Les manifestates, les tracts, et les autres déclarations peuvent être considérés comme de l'hypocrisie, mais la pure réalité, les faits, les résultats pratiques, ne le peuvent pas.

A ce propos, je voudrais aborder encore une question, c'est-à-dire le reproche qu'on nous fait de nous imaginer que la Yougoslavie peut se développer comme pays socialiste sans le soutien de l'Union Soviétique et des autres pays de démocratie populaire. Je ne m'engagerai pas ici dans une polémique avec tous ce qui a été écrit de désolant, d'insensé et de stupide sur la mégalomanie de nos plans, sur l'autarcie nationaliste, sur les concessions à l'impérialisme, sur ce

— 24 —

qu'on appelle la « troisième voie », sur la « troisième force », sur la dégérescence de notre économie et son retour au capitalisme, etc. Tout cela sont des inepties et des calomnies, dont les auteurs auront honte, un jour, de les avoir écrits. Il est important en cela de souligner une seule chose, c'est que nous n'avons **jamais affirmé ne pas avoir besoin du soutien de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire, et que au contraire, nous considérons un tel soutien mutuel et la coopération la plus étroite comme une condition essentielle du développement et du renforcement du front socialiste.**

Ne trouvant pas d'arguments politiques pour prouver notre prétendu nationalisme, quelques-uns parmi ceux qui nous critiquent tentent d'en tirer la preuve avant tout de notre politique économique. Il est même caractéristique que la plupart des accusations contre notre parti se réduisent précisément à ces questions, bien qu'elles ne soient mentionnées ni dans les lettres du Comité Central du Parti communiste bolchevik, ni dans la résolution du Bureau d'Information.

Dans les conditions de l'édification du socialisme, le nationalisme dans l'économie pourrait, dans notre Parti ou dans n'importe quel autre Parti communiste au pouvoir, se manifester principalement sous deux formes.

La première forme se manifesterait si la politique économique d'un parti communiste au pouvoir tendait à freiner la création d'une économie socialiste mondiale unifiée. Le parti qui tenterait de mener une telle politique, non seulement ne contribuerait pas au relèvement économique de son pays, mais il entrerait inévitablement dans une impasse. Le développement économique de l'humanité conduit inévitablement à une cohésion économique toujours plus étroite entre les peuples, ce qui est surtout exact pour l'économie socialiste. Le camarade Staline a dit à ce sujet :

« Le développement du capitalisme a montré dès le siècle dernier une tendance à l'internationalisation du système de production et d'échanges, à l'abolition de l'isolement national, à un rapprochement économique des peuples et à une unification progressive d'énormes territoires en un ensemble cohérent. Le développement ultérieur du capitalisme, le développement des marchés mondiaux, l'organisation des grandes voies de communication maritimes et ferroviaires, l'exportation des capitaux, etc., ont encore renforcé cette tendance, liant les peuples les plus divers par les liens de la division internationale du travail et d'une dépendance mutuelle multiple. Dans la mesure où ce processus reflétait l'énorme développement des forces productives et facilitait l'abolition de l'isolement national et de l'opposition des intérêts de peuples différents, il a été et il reste un processus de progrès, car il prépare les conditions préliminaires

— 25 —

matérielles de la future économie socialiste mondiale. » (J. Staline : « Le marxisme et la question nationale et coloniale ».)

Notre Parti a toujours tenu compte de ces faits, il ne pouvait pas y manquer et c'est pourquoi il n'a jamais mené une politique économique qui eût freiné la liaison du développement économique de notre pays avec le développement général de l'économie du monde socialiste. Au contraire, c'est précisément nous qui avons toujours proposé des accords économiques à long terme avec l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire, accords qui auraient pu tout au moins favoriser à son départ, dans une certaine mesure, la coordination du développement économique de ces pays.

Naturellement, c'est sur cette base que notre Parti a posé sa politique de développement général des forces productives de notre pays.

La seconde forme de nationalisme dans l'économie apparaîtrait si un parti communiste au pouvoir menait à l'égard des autres pays socialistes, ou des pays qui s'acheminent vers le socialisme, une politique économique qui freinerait les forces productives d'un de ces pays, ou qui leur porterait préjudice, ou les exploiterait d'une manière quelconque.

Notre Parti n'a jamais mené une telle politique. Il n'a pu ni voulu le faire. On ne comprend donc pas en quoi consiste notre nationalisme économique.

Dans la façon dont a été résolue la question des nationalités dans notre pays, notre Parti a observé les paroles suivantes du camarade Staline :

« La guerre impérialiste et le puissant mouvement révolutionnaire colonial n'ont été qu'une nouvelle confirmation des décisions du Parti dans la question nationale. Le sens de ces décisions réside : a) dans l'abandon de toute forme de contrainte à l'égard des nationalités ; b) dans la reconnaissance de l'égalité et de la souveraineté des peuples lorsqu'ils décident de leur sort ; c) dans la reconnaissance de l'axiome selon lequel une union ferme des peuples ne peut être obtenue que sur les principes de coopération et de libre consentement ; d) dans la proclamation de la vérité que la réalisation de cette unité n'est possible qu'après le renversement du pouvoir du capital. » (Le Marxisme et la question nationale et coloniale).

En réglant selon ces principes les rapports entre les peuples à l'intérieur de la Yougoslavie, notre Parti a toujours considéré que c'est sur ces principes que se développera une coopération toujours plus étroite, et qu'aura lieu le processus d'unification économique des pays socialistes. En même temps, on devrait développer des formes de coopération multiples qui tiendraient

— 26 —

compte, d'une part, des perspectives générales du développement de l'économie socialiste et des intérêts communs à tout le monde socialiste, et, d'autre part, des aspects spécifiques du développement dans chaque pays en particulier. De plus, il est indispensable, à notre avis, dans l'intérêt du développement du socialisme lui-même, que tous les pays développent leurs forces productives autant que possible par leurs propres moyens, tout en comptant naturellement sur le soutien, la coopération et l'aide directe des autres pays socialistes, surtout de ceux déjà évolués.

Telle a été notre politique économique. C'est pourquoi les accusations qui nous imputent le « nationalisme » économique, ou prétendent que nous voulons édifier le socialisme sans l'U.R.S.S. et les autres pays de démocratie populaire, sont dépourvues de sens commun. Ce ne sont pas des campagnes de calomnie dénuées de principes comme celles qui ont suivi la résolution du Bureau d'Information contre notre Parti et notre pays, mais uniquement la discussion fraternelle et de bonne foi, accompagnée d'une pleine confiance mutuelle, qui peuvent être utiles au raffermissement des relations de coopération fraternelle entre les pays socialistes. Les résultats de sa lutte et de sa politique dans le passé, et, avant tout, les résultats de notre guerre de libération, prouvent eux au moins que notre Parti mérite cette confiance. C'est pourquoi nous pourrions poser à ce sujet, à ceux qui nous critiquent, la question que le camarade Staline a posé jadis à Sloutski :

« Pourquoi Sloutski a-t-il dédaigné ces faits (souligné par E.K.) qui ont une importance décisive pour la caractéristique des bolcheviks ? Pourquoi n'a-t-il pas utilisé la méthode la plus sûre de vérification de Lénine et des bolcheviks, d'après leurs actes, d'après leur activité ? Pourquoi a-t-il préféré la méthode moins sûre qui est de fouiller des papiers choisis au hasard ? » (Souligné par E.K.) (J. Staline : « Questions du léninisme »).

Naturellement, tous les ennemis de la démocratie, du progrès et du socialisme se sont bien réjouis de nos divergences avec le C.C. du Parti communiste bolchevik et les autres partis du Bureau d'Information. Or, ce n'est pas nous qui en portons la responsabilité. On nous reproche que la réaction mondiale a chanté nos louanges. A ceux qui nous font ce reproche, nous pouvons dire, à titre d'information, que dans notre pays, au contraire, toute la réaction, de concert avec les vieux liquidateurs, fractionnistes, opportunistes et ennemis avérés de l'U.R.S.S., a accueilli avec enthousiasme la résolution du Bureau d'Information. Avec cette résolution en main les éléments capitalistes et les vestiges de la réaction tentent de mener la guerre contre nos pouvoirs populaires, et cela, bien entendu, non pas parce qu'ils sont de meilleurs édificateurs du socialisme que

— 27 —

nous, mais parce qu'ils espèrent ainsi briser l'unité de notre Parti et de notre pays dans la lutte pour l'édification du socialisme, de la même façon que la réaction internationale espère « verser de l'huile sur le feu » par les diverses formes de sa campagne et briser l'unité des forces antiimpérialistes. Mais cette joie de notre réaction à l'occasion de la résolution du Bureau d'Information a été un avertissement puissant pour nos masses laborieuses, leur rappelant qu'il ne fallait pas se laisser désorienter, et qu'il s'agissait de garder avec encore plus de vigilance les acquisitions nationales, de serrer encore plus étroitement les rangs autour du Parti. Les espoirs réactionnaires des cliques impérialistes étrangères sont naturellement aussi vains que ceux de notre réaction intérieure qui s'attend à ce que l'unité de notre classe ouvrière et de nos masses laborieuses dans la lutte pour le socialisme soit brisée, et à ce que reparaisse l'ordre capitaliste révolu.

II. — LA LUTTE DU P.C.Y. POUR LA YUGOSLAVIE NOUVELLE

L'ancienne Yougoslavie — un des chaînons les plus faibles de la chaîne impérialiste

La tendance des peuples yougoslaves à l'unification sur la base de l'égalité des droits remonte à un passé lointain, presque à la même époque où commencèrent à se former les nations yougoslaves, dans l'acceptation moderne de ce terme. Elle hanta les esprits progressistes épris de liberté de tous nos peuples.

Cependant, l'ancienne Yougoslavie, celle de Versailles, ne fut pas la Yougoslavie qu'avaient désirée les hommes épris de liberté dans le passé, et les masses de nos peuples à l'époque de sa création. L'ancienne Yougoslavie, créée par les impérialistes et les capitalistes du pays correspondait à leurs besoins. Elle fut dès le premier jour la proie des monopoles capitalistes étrangers. Elle naquit dans la lutte de la bourgeoisie réactionnaire de tous les peuples de Yougoslavie contre les masses laborieuses portées par la vague révolutionnaire. Elle reçut dès le premier jour l'empreinte des cliques grand-serbes, qui détenaient l'hégémonie et jouissaient toujours du soutien de l'une ou l'autre clique de la bourgeoisie croate et slovène. L'ancienne Yougoslavie devint dès le premier jour de son existence un pays de nationalités opprimées.

L'ancienne Yougoslavie fut d'abord une base de l'impérialisme français et anglais, conçue d'une part, pour être une position contre l'impérialisme allemand et partie intégrante du « cordon sanitaire » contre l'Union Soviétique, et, d'autre part, un domaine d'expansion économique des monopoles français et anglais. Cependant, après la prise du pouvoir par Hitler, l'impérialisme allemand commença à se rendre rapidement maître des positions économiques et politiques en Yougoslavie.

Au début, le capital français était prépondérant dans l'ancienne Yougoslavie. La crise économique de 1929-1933 modifia les rapports existants et la France fut reléguée au second plan. Elle commença

— 30 —

à céder ses positions au capital anglais. L'expansion économique allemande commença peu de temps après. Dans les années 1935-1940 les placements anglais et allemands augmentèrent parallèlement. Cependant, le capital allemand fut triplé, tandis que le capital anglais n'était que doublé. A mesure que Hitler devenait plus fort en Europe, les cliques dirigeantes de Yougoslavie s'orientèrent de plus en plus vers l'Allemagne. Pendant la période de 1933 à 1938 la participation de l'Allemagne dans nos importations augmenta de 361 % et engloba 32 % de nos importations, tandis que nos exportations en Allemagne augmentaient, dans la même période, de 230 %, englobant 42 % de nos exportations. Cependant, les positions du capital anglais s'amélioraient également, tandis que le capital français n'occupait plus que la cinquième place. Juste avant la guerre, le capital allemand dominait puissamment chez nous.

Il est clair que de telles transformations économiques étaient accompagnées de changements politiques, et réciproquement.

C'est pourquoi la Yougoslavie, qui est par ses ressources naturelles un pays riche, se trouvait toute entière aux mains des capitalistes étrangers qui réalisaient des profits énormes. Des richesses immenses passaient les frontières de notre pays, tandis que nos masses laborieuses — et particulièrement les ouvriers et les paysans travailleurs — étaient soumis à une exploitation impitoyable dont on trouverait difficilement un autre exemple en Europe.

La bourgeoisie du pays était étroitement liée au capital financier étranger. Avec l'aide des capitalistes étrangers, et partageant avec eux les profits, elle exploitait les masses des villes et des campagnes. La structure de nos importations et exportations était identique à celle des importations et exportations de l'Égypte ou des Philippines, par exemple. Des groupes de la bourgeoisie capitaliste de l'ancienne Yougoslavie se liaient à divers impérialistes étrangers, mais au moment où l'impérialisme allemand eut conquis la position dominante dans cette partie de l'Europe, ils se trouvèrent presque tous sur les positions de l'impérialisme allemand.

Le capital financier yougoslave — dans lequel le mot décisif appartenait aux actionnaires étrangers, — se servait de l'appareil d'État de l'ancienne Yougoslavie comme d'un instrument lui appartenant en propre. Le pillage des larges masses du peuple rattachait les intérêts de la monarchie à ceux du capital financier. La dynastie yougoslave se lia aux gros monopoles internationaux et eut une part importante dans divers cartels étrangers. Les magnats de la finance, les gros capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les cliques monarchistes et militaires, l'Église, etc., tout cela était étroitement lié et constituait le sommet dirigeant qui représentait un appareil docile des monopoles internationaux.

— 31 —

L'ancienne Yougoslavie était donc agitée par de nombreux antagonismes — antagonismes entre le travail et le capital, entre les divers impérialistes. Il y avait aussi des antagonismes dus à l'oppression nationale, aux vestiges du féodalisme, à l'exploitation capitaliste à la campagne ; ensuite, les antagonismes dans les sommets ecclésiastiques, les cliques dynastiques et militaires, etc. La question nationale, restée non-résolue, les rendait encore plus aigus. La Yougoslavie était — comme l'a dit le camarade Tito — « le pays d'oppression nationale le plus typique en Europe » (« La lutte pour la libération de la Yougoslavie »).

L'impérialisme international avait intérêt à soutenir un tel système d'oppression nationale en Yougoslavie, à inciter les peuples yougoslaves à la haine réciproque, pour affermir ainsi ses positions. Ce système d'oppression nationale fut surtout possible parce qu'il s'appuyait sur la bourgeoisie réactionnaire des peuples opprimés.

Par conséquent, tant en ce qui concerne le système d'oppression nationale que la trahison des intérêts de notre pays au profit de l'impérialisme étranger ainsi que la préparation et la consommation de la trahison nationale définitive, la responsabilité incombe évidemment en premier lieu à la bourgeoisie grand-serbe, mais aussi à la bourgeoisie croate, slovène et autre de l'ancienne Yougoslavie.

Ces nombreux antagonismes s'enchevêtraient et devenaient plus aigus dans tout le cours de l'existence de l'ancienne Yougoslavie, jetant les milieux dirigeants d'une crise politique dans une autre. Pour sauver le règne du capital, les régimes hostiles au peuple ont complètement privé les masses populaires de droits politiques.

Le Parti communiste yougoslave, par contre, grandissait, se renforçait, resserrait autour de lui les rangs de la classe ouvrière, consolidait l'union de cette dernière avec les masses laborieuses exploitées des nations opprimées. Il devenait ainsi un puissant facteur politique dans le pays.

Tout cela faisait de la Yougoslavie un des chaînons les plus faibles de la chaîne impérialiste en Europe.

La trahison nationale de la bourgeoisie et des milieux dirigeants en général avant la guerre et aux premiers jours de la ruée fasciste sur notre pays, fut l'aboutissement logique du rôle de traître qu'avaient joué la bourgeoisie yougoslave et sa clique dirigeante pendant toute l'existence de l'ancienne Yougoslavie, en vendant les intérêts de nos peuples aux impérialistes étrangers. Néanmoins, cette trahison fut en même temps le facteur le plus important de l'isolement politique de la bourgeoisie vis-à-vis de la majorité des masses populaires. Dans de telles conditions, la lutte de libération nationale, avec la classe ouvrière en tête, sous la direction du Parti communiste — et dans les conditions d'une juste politique du P.C.Y. —

— 32 —

devait inévitablement se terminer non seulement par la libération du pays, mais aussi par le renversement de la bourgeoisie traître et la libération de la Yougoslavie des chaînes de l'impérialisme en général.

2. La lutte du Parti communiste de Yougoslavie contre la trahison et la collaboration de la bourgeoisie et pour son isolement des masses

Après la débâcle de l'ancienne Yougoslavie, en avril 1941, le Parti communiste mobilisa et organisa les masses du peuple pour la lutte contre les occupants fascistes et les traîtres de toute sorte. La lutte contre l'occupant signifiait la lutte contre le danger principal qui menaçait les bases de tout le développement ultérieur de nos peuples. Elle signifiait, en même temps, l'aide de nos peuples — dans la mesure de leurs possibilités — à l'Union Soviétique et à toutes les forces démocratiques antiimpérialistes.

Mais le problème de la lutte contre l'occupant pour la libération du pays posa immédiatement un autre problème : que sera la nouvelle Yougoslavie issue de cette lutte. C'est pourquoi notre mouvement lutta dès le premier jour sous le mot d'ordre de libération nationale et d'instauration d'un régime véritablement démocratique en Yougoslavie nouvelle. Chez les masses, la grande force motrice de la lutte pour la libération du pays, fut la conscience que la Yougoslavie libérée ne serait plus jamais un pays où une poignée de gros capitalistes et de banquiers réalise sa dictature politique et économique sur le peuple travailleur, un pays dans lequel règnent l'inégalité et l'oppression des peuples, un pays dont les intérêts vitaux se vendent en gros et au détail aux impérialistes étrangers. Ce sentiment donnait son sens le plus profond à la lutte des peuples contre les conquérants fascistes. Il permit de réaliser un mouvement sans précédent des larges masses populaires, et donna inévitablement à cette lutte un caractère révolutionnaire.

La classe dirigeante de l'ancienne Yougoslavie, la bourgeoisie avec tous ses alliés et valets réactionnaires, s'opposa dès le début à la lutte générale contre l'occupant.

La politique de la bourgeoisie réactionnaire yougoslave, après la débâcle d'avril était, en fait, la continuation de sa politique antérieure. Comme auparavant, elle était guidée par une seule aspiration : assurer ses positions d'exploiteur et d'opresseur, empêcher tout mouvement démocratique des masses populaires, l'étouffer par tous les moyens disponibles, désarmer les masses populaires en s'appuyant pour cela sur l'aide de l'occupant sous diverses formes.

La bourgeoisie yougoslave qui, pendant la guerre et l'occupation,

— 33 —

s'était assignée comme tâche primordiale la sauvegarde de ses positions de classe exploitante, et qui voyait dans l'insurrection nationale armée le danger principal pour ses desseins, devait inévitablement s'engager dans la voie de la trahison à la patrie et de la collaboration ouverte avec l'occupant.

Poursuivant un but unique, les gouvernants se sont divisés, au moment de la chute de l'ancienne Yougoslavie, en plusieurs groupes. Le groupe de l'émigration, avec le roi en tête, s'est enfui du pays pour se réfugier à Londres. Dans le pays sont restés les collaborationnistes notoires : Neditch, Liotitch, Pavelitch, Natlacen et autres, parmi lesquels l'inspirateur du collaborationisme en Croatie, Matchek. Un « troisième groupe » resta aussi dans le pays. Il fut, en fait, une agence des gouvernements d'émigration, en paroles pour les « alliés occidentaux », mais, en action, servant l'occupant. Ce groupe comprenait Draja Mihaïlovitch, le « centre » slovène et matchekiste, etc. Cette division était, en partie, sciemment préparée d'avance. En tout cas, le fait a été confirmé que la liaison entre certains de ces groupes, entre l'émigration à Londres et Neditch, Matchek, Natlacen, entre Neditch, Mihaïlovitch et Matchek, etc., n'a cessé d'exister durant toute la guerre, par l'intermédiaire de toutes sortes de canaux.

Se partageant ainsi les rôles, les groupes politiques bourgeois se servirent de différentes tactiques. Les cliques les plus influentes de l'émigration développèrent leur tactique avec la perspective — conforme aux désirs et projets des milieux impérialistes les plus réactionnaires de l'Occident — d'une guerre traînant en longueur, qui devait, il est vrai, aboutir à la défaite de l'Allemagne et à son élimination en tant que rivale et concurrente, mais aussi, en même temps, à l'épuisement de l'Union Soviétique, permettant ainsi l'établissement de la domination incontestable de l'impérialisme. Dans la ligne de cette perspective entraient aussi le freinage et la paralysie des larges mouvements démocratiques et libérateurs des masses dans l'Europe asservie. Selon les conceptions et les plans de cette réaction, les peuples asservis d'Europe devaient se trouver, au moment de la victoire sur Hitler, épuisés, effrayés et démoralisés, prêts à se soumettre sans condition à la volonté des prétendants impérialistes à la domination mondiale.

Entraver et briser le mouvement de libération nationale en Yougoslavie par tous les moyens et avec l'aide de n'importe qui, — tel était le but précis des représentants de la bourgeoisie émigrée. En Yougoslavie les protagonistes de la politique des émigrants étaient Draja Mihaïlovitch et d'autres traites semblables, dissimulée sous diverses étiquettes. Ces traites camouflés, les gouvernements émigrés à Londres en tête, lançaient dans le mouvement de libération natio-

nale des mots d'ordres tels que : « Attendre, l'heure n'est pas encore venue » ; « Ne pas se lancer dans des aventures », « Pas de vains sacrifices », etc., prétendant que le sort des peuples yougoslaves serait décidé dans l'arène internationale et que, ne pouvant influencer eux-mêmes cette décision, il était préférable de se taire et d'attendre la suite des événements dans le monde.

Telle fut, au début, la tactique de Draja Mihaïlovitch. Son entrée en scène représente une tentative de la réaction bourgeoise yougoslave, — celle du pays comme celle de l'émigration —, de morceler, de désorienter et de saper intérieurement le mouvement de libération nationale, de le présenter comme un instrument de guerre civile, de le décapiter en l'isolant des masses et en exterminant sa force dirigeante, le Parti communiste de Yougoslavie, pour l'anéantir ainsi.

Cependant, la tentative de miner intérieurement le mouvement de libération nationale échoua rapidement et misérablement. En même temps elle arrachait le masque à Draja Mihaïlovitch et l'obligeait à montrer son vrai visage, c'est-à-dire à dévoiler ouvertement sa collaboration effective avec l'occupant. Avec lui, les gouvernements émigrés à Londres se démasquaient aussi de plus en plus.

Sur le sol yougoslave deux fronts se dessinèrent clairement : pour et contre l'insurrection armée contre l'occupant. Lorsque les masses répondirent à l'appel à l'insurrection, lancé par le Parti communiste, et que celle-ci fut devenue une réalité, il ne fut plus possible à personne de dissimuler, de ne pas montrer son vrai visage. La question pour ou contre l'insurrection s'est posée pratiquement comme la question pour ou contre l'occupant. Il se fit sur cette base, en 1941 et 1942, en Yougoslavie, un regroupement des forces politiques qui marqua tout le développement ultérieur dans notre pays. La lutte active contre l'occupant fut le principal critérium de la sincérité des mots d'ordres de libération nationale, du dévouement à la cause populaire, à la cause de la victoire, de la démocratie sur le fascisme. C'est sur cette base que s'opéra l'isolement des dirigeants réactionnaires bourgeois des anciens partis, et que les masses populaires se rassemblèrent dans le Front de libération nationale, dont l'inspirateur, l'organisateur et le dirigeant était le Parti communiste de Yougoslavie. S'unissant sur le territoire de toute la Yougoslavie pour lutter contre le mouvement de libération nationale, la bourgeoisie réactionnaire serbe, croate et autre, ne perdait pas de vue une seconde la réalisation de ses exigences chauvines et hégémonistes. Dans cette ligne politique elle est devenue l'instrument de la politique de l'occupant, politique qui consistait à provoquer l'extermination réciproque des peuples yougoslaves. Tandis que, pour l'amour de ses maîtres allemands, Pavelitch massacrait sauvagement les Ser-

bés en Bosnie, Lika, Kordun, etc... surpassant même en cruauté ses maîtres hitlériens, les égorgeurs tchetniks se livraient à des tueries sanglantes de musulmans et de Croates en Bosnie, Hertzegovine, Dalmatie, etc. Or, ce sont précisément ces atrocités qui, aux yeux des masses aussi bien serbes que croates, discréditèrent complètement les mots d'ordre nationalistes pancroates et panserbes des oustachis, des matchekistes, des tchetniks, des hommes de Liotitch, des émigrés de Londres, etc. Il en fut de même en Sloveenie, où l'on joua le dernier atout de la réaction — l'Eglise catholique. La hiérarchie cléricale, l'évêque de Ljubljana en tête, en servant l'occupant, s'est enfoncée jusqu'aux genoux dans le sang de son propre peuple. Elle fut ainsi obligée de lever avec impudence le masque de « sainteté » religieuse, dont elle s'était affublée jusque-là, et qui faisait son autorité parmi les masses. Il en fut de même en Macédoine, où les occupants panbulgares, dans leur hâte de donner à la Macédoine un visage bulgare, surpassèrent rapidement toutes les méthodes d'oppression des anciens maîtres panserbes.

En d'autres termes : **la logique de fer de la Guerre de libération nationale, à la tête de laquelle se trouvait le prolétariat avec son avant-garde, et la position précise de la question : pour ou contre la lutte armée contre l'occupant, renversèrent en Yougoslavie, rapidement et complètement l'une après l'autre, les bases et les plateformes des forces réactionnaires félonnes du capitalisme, ouvertes ou camouflées.**

La destruction des positions des forces intérieures de la réaction signifiait en même temps la destruction des positions de l'impérialisme étranger dans notre pays. Il ne faut pas oublier que presque tous les groupes réactionnaires traîtres à notre pays, jouirent d'une manière ou d'une autre et jusqu'à la fin de la guerre, de l'appui et de l'aide directe des milieux occidentaux les plus influents dans la deuxième guerre mondiale. Certains changements dans la tactique de ces milieux occidentaux à l'égard du mouvement de Libération nationale de Yougoslavie ne survinrent qu'après les défaites militaires, morales et politiques décisives que subirent les tchetniks de Draja Mihailovitch dans la première moitié de l'année 1943, et particulièrement dans la IV^e offensive ennemie contre l'Armée de Libération nationale, et après la capitulation italienne. L'Armée de Libération nationale obtenait de plus en plus la réputation d'un facteur militaire sérieux avec lequel il fallait compter. A l'occasion de la capitulation italienne se manifestèrent, d'une part, la cohésion des masses populaires yougoslaves dans le Front de libération nationale, et d'autre part, l'isolement des émigrés de Londres par rapport au peuple ainsi que l'insignifiance politique et militaire de Draja Mihailovitch. **Presque tout l'équipement de l'armée italienne d'oc-**

cupation sur le territoire yougoslave passa aux mains de l'Armée de libération nationale de Yougoslavie, ce qui fut la meilleure preuve de la force de l'A.L.N.Y., et de l'échec militaire et politique de la manœuvre de Draža Mihailovitch. Les milieux gouvernementaux d'Occident furent obligés à en tenir compte.

Tandis que les traîtres manifestes ou camouflés perdaient leurs positions, le Front de libération nationale se consolidait de plus en plus au cours de la guerre. Les anciens partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie n'y entrèrent pas dans leur ensemble, mais de nombreux groupes démocratiques et patriotiques de ces partis, ainsi que leurs masses, y adhérèrent. Le P.C.Y. ne repoussait personne qui désirait combattre l'occupant — quel que fut son passé. Le mouvement de Libération nationale se renforça et gagna en ampleur, et dans son sein, le rôle dirigeant du Parti communiste se consolida de plus en plus. Parallèlement au développement et au renforcement de l'insurrection libératrice, les comités de libération populaire se renforcèrent ainsi que les organes du nouveau pouvoir démocratique populaire.

L'expression la plus importante de cette victoire du mouvement de Libération nationale en Yougoslavie fut la Seconde session de l'A.V.N.O.J. (Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie) à Jaytse, le 29-11-43. Les décisions de cette session constituent en réalité la proclamation formelle et la sanction légale du fait que la bourgeoisie avec ses alliés et ses valets réactionnaires, que les gouvernants de l'ancienne Yougoslavie commençaient à perdre leur pouvoir sur les peuples de Yougoslavie et que ce pouvoir passait aux mains du peuple, c'est-à-dire aux mains du peuple laborieux, avec la classe ouvrière à sa tête. Les décisions historiques de la session de Jaytse furent possibles :

1. parce que, dans leur immense majorité, les masses populaires de Yougoslavie étaient groupées dans le mouvement de Libération nationale, conduit par le P.C., et parce que ce mouvement lui-même s'appuyait sur la puissante armée révolutionnaire de Libération nationale ;

2. parce que le mouvement de Libération nationale, menant une lutte opiniâtre contre l'occupant fasciste et ses laquais, et remportant des succès qui signifiaient une importante contribution à la victoire des peuples épris de liberté, avait été reconnu par tout le monde démocratique, ce qui mit les forces impérialistes dans l'impossibilité de lutter ouvertement contre lui ;

3. parce que, la trahison de la réaction yougoslave à l'intérieur comme à l'extérieur du pays était devenue si évidente qu'elle était complètement déconsidérée aux yeux de la majorité du peuple et que, de ce fait, l'éviction des émigrés de leur position de gouverne-

ment légal de Yougoslavie devint non seulement pratiquement possible, mais historiquement inéluctable ;

4. parce que la direction du P.C.Y. et du mouvement de libération nationale sut choisir judicieusement le moment où l'ennemi était le plus désorienté et affaibli dans le pays, et les positions internationales telles qu'elles mettaient les forces de l'impérialisme dans l'impossibilité de se retourner ouvertement contre la situation créée en Yougoslavie ;

5. parce que le rôle international toujours plus puissant de l'U.R.S.S. ouvrait aux petits peuples la perspective non seulement de pouvoir se libérer des chaînes impérialistes, mais encore de sauvegarder et de développer leurs conquêtes révolutionnaires de la guerre de libération nationale.

Les décisions de la seconde Session de l'A.V.N.O.J. sont l'expression de la force du mouvement de Libération nationale, de la force du nouveau pouvoir populaire, de la force de l'Armée de Libération nationale qui, à ce moment-là, était une armée bien équipée, composée de quelques centaines de milliers de combattants. C'est pourquoi la seconde Session a joué un rôle décisif dans le développement de l'insurrection nationale libératrice. Elle a renforcé la foi des combattants dans la victoire finale, et en même temps, elle a entraîné une grande partie des éléments hésitants dans la lutte active aux côtés du mouvement de Libération nationale. En outre, elle a porté un coup décisif aux manœuvres du gouvernement d'émigration qui se servait de Draja Mihaïlovitch, et a rendu difficile une aide ouverte des milieux dirigeants occidentaux à cette clique discréditée de traîtres.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que les milieux impérialistes occidentaux avaient renoncé à la tentative de changer de force le cours des événements en Yougoslavie, mais ils ne pouvaient plus employer les anciennes méthodes.

Après Jaytsé, lorsqu'il fut bien clair à tout le monde qu'il fallait compter avec le fait que le Mouvement et l'Armée de Libération nationale étaient devenus un puissant facteur, appuyé par l'immense majorité du peuple, et compte tenu, d'autre part, des circonstances internationales spécifiques, surtout de la progression des forces de l'U.R.S.S., la tactique des milieux dirigeants occidentaux et d'une partie de la bourgeoisie yougoslave s'amenda quelque peu. On s'orienta vers le « compromis », en comptant infiltrer dans les postes dirigeants de la Yougoslavie le plus possible de membres appartenant à l'ordre ancien, une agence bourgeoise aussi forte que possible, pour paralyser le développement ultérieur des acquisitions révolutionnaires de l'insurrection nationale libératrice et préparer la suppression de ces acquisitions. C'est ainsi

— 38 —

qu'à commencé la politique, dite « d'accord », dont le représentant formel était Choubachitch. Cette « nouvelle » orientation était, bien entendu, accompagnée de provocations continuelles de la réaction en Yougoslavie, d'incitations des collaborationnistes à porter, au dernier moment, les coups les plus durs au Mouvement de Libération nationale et de se travestir habilement en « démocrates », tout en usant sans cesse de chantages, de menaces, de manœuvres économiques, de tergiversations quant à la reconnaissance de la nouvelle Yougoslavie, etc...

Mais les auteurs de ces plans ont évidemment sous-estimé la force du Mouvement de Libération nationale et surestimé celle de la réaction. Leur manœuvre n'a fait que révéler davantage aux yeux des masses la faiblesse de la réaction. Elle a encore plus fermement resserré celles-ci autour du Parti communiste dans le Mouvement de Libération nationale. Plus tard, la conclusion de l'accord Tito-Choubachith, que nous avons admis en premier lieu pour des raisons de politique extérieure, ne pouvait, à aucun point de vue, influencer le développement des conquêtes révolutionnaires de la guerre de Libération nationale. Tout d'abord, l'accord n'a pas affaibli le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du Parti communiste, ce qui était essentiel dans cette phase de notre lutte. D'autre part, il a consolidé la position internationale de la nouvelle Yougoslavie, et, en fin de compte, le pouvoir populaire lui-même.

C'est ainsi que la tactique dite « du compromis », c'est-à-dire la tactique du « cheval de Troie » a échoué. Notre Parti a su forcer ce « cheval de Troie » à montrer ce qu'il était réellement.

3. La lutte pour la liquidation des exploitateurs et de la réaction après la Libération

Après la libération totale du pays, l'arme de base de notre Parti pour étouffer la résistance des exploitateurs et de la réaction, fut la lutte active pour la sauvegarde et l'extension des acquisitions révolutionnaires de la guerre de Libération nationale, lutte qui comportait en premier lieu le renforcement du pouvoir populaire en vue de son développement ultérieur en tant que pouvoir du peuple travailleur, la consolidation et la définition sous une forme juridique définitive de l'égalité des droits, acquise par les peuples yougoslaves dans leur lutte, ainsi qu'un châtement équitable et sévère de tous les collaborateurs politiques et économiques de l'occupant. Le Parti communiste de Yougoslavie a lutté avec persévérance pour que la partie déterminante de la bourgeoisie soit châtiée en tant qu'élément inspirateur, organisateur et dirigeant de la trahison nationale pendant

les années de guerre, pour que, sur l'expropriation de la bourgeoisie félonne, soient créés les fondements matériels de l'évolution socialiste, un puissant secteur socialiste de l'économie nationale. Sur cette base le P.C.Y. montrait aux masses laborieuses les perspectives et les possibilités d'un développement socialiste de notre pays.

« L'Opposition démocratique » en dehors du Front populaire, est contre le Front populaire. La cooption de certains représentants des partis bourgeois à l'A.V.N.O.J. et la formation d'un gouvernement unique de la Yougoslavie démocratique et fédérative, dans lequel entrèrent certains des représentants les plus marquants de l'ancien régime en Yougoslavie tels que Choubachitch, Grol, Choutey, furent suivies — tout d'abord en dehors des rangs du Front populaire — d'une plus forte mobilisation et activité politique des éléments réactionnaires capitalistes de la ville et de la campagne, sur la plate-forme contre-révolutionnaire de la liquidation des conquêtes de la lutte de Libération nationale. Cette action se dissimulait sous le nom d' « opposition démocratique » en dehors du Front populaire.

Bien que Choubachith, Grol et Choutey fissent partie du gouvernement, on essaya, en fait, de créer en dehors du Front populaire, et sous leur direction, un bloc d'opposition. Ces tentatives devinrent le point de ralliement de toutes les forces contre-révolutionnaires du pays, des collaborationnistes, des hommes du 6 janvier et des autres adeptes de l'ancien régime en Yougoslavie. Ces tentatives étaient l'expression de la résistance des classes exploitantes contre le pouvoir populaire et de leurs efforts pour restaurer avec l'aide des impérialistes étrangers l'ancien pouvoir illimité des capitalistes.

Choubachith et les autres représentants politiques de la bourgeoisie auraient voulu biffer les conquêtes de la Guerre de libération, ils les traitaient comme des produits d'une « époque anormale », qu'il fallait éliminer le plus rapidement possible pour revenir à l'état « normal », c'est-à-dire à l'ancien état de choses, avec quelques modifications éventuelles. Le chauvinisme bourgeois et les aspirations à l'hégémonie de la réaction, se manifestaient en Serbie, par une lutte parfois ouverte, parfois dissimulée de Grol et des autres adeptes de l' « opposition » contre l'organisation fédérative de l'Etat. Ils défendaient la « théorie » du peuple aux trois noms et déniaient tous droits nationaux aux Macédoniens et aux Monténégrins, tandis que la réaction en Croatie, en Slovénie et en Macédoine tentait de saper les fondements du pouvoir populaire par un séparatisme chauvin.

Il est donc évident qu'il ne s'agissait pas là d'une « opposition

démocratique » mais bien de tentatives contre-révolutionnaires de la réaction.

Ces tentatives étaient puissamment soutenues par l'Eglise, le haut clergé, surtout par l'Eglise catholique et la majorité de son clergé, qui ne faisait ainsi que continuer à jouer son rôle de traître du temps de guerre. Après la guerre, l'Eglise assumait, en particulier, le rôle de principal opposant à la réforme agraire et aux autres transformations démocratiques à la campagne.

Parallèlement à l'entrée en action de cette prétendue « opposition légale », une action ouverte était menée par les forces contre-révolutionnaires et félonnes qui étaient entrées dans l'illégalité après la chute de l'Allemagne hitlérienne. Toute l'année 1945 est marquée par les tentatives de regroupement des forces dispersées des tchetniks de Draja Mihailovitch, de réorganisation des oustachis transformés en « croisés » sous la protection et la direction du clergé catholique réactionnaire, et d'essais en vue de reformer les bandes slovènes de gardes-blancs. Toutes ces tentatives ont été faites sur l'initiative et avec la collaboration permanente des divers services de renseignements impérialistes.

En agissant ouvertement en faveur de la restauration de l'ordre ancien en Yougoslavie, en dévoilant leur rôle d'instruments de l'intervention impérialiste étrangère, tous ces groupes contre-révolutionnaires, camouflés ou non, s'isolaient de plus en plus des masses.

Par contre, le caractère du pouvoir en Yougoslavie nouvelle déterminait tout le cours du développement ultérieur des conquêtes révolutionnaires de la guerre de Libération nationale. La question nationale était résolue, en Yougoslavie, sur la base de l'internationalisme socialiste, et non sur celle du nationalisme bourgeois ; elle était résolue dans l'esprit de la science de Lénine-Staline. La suppression des restes du féodalisme dans l'agriculture yougoslave, la réforme agraire, le partage des terres des gros propriétaires entre les paysans, s'accomplissaient dans l'esprit de la consolidation, de l'union entre la classe ouvrière et les les paysans travailleurs. Toute une série de mesures restrictives étaient prises en vue de limiter, de liquider les éléments capitalistes dans les campagnes.

Tout le processus du relèvement de l'économie yougoslave, ruinée par la guerre, s'est fait sous le signe de la lutte pour la consolidation des positions du secteur socialiste dans l'économie nationale, sous le signe du règlement de comptes impitoyable aux saboteurs de la reconstruction, aux spéculateurs, aux profiteurs de guerre et à tous ceux qui étaient avides de s'enrichir aux dépens de la misère du peuple. Ces éléments hostiles au peuple ont été expropriés, emprisonnés et jugés. Les lois promulguées à la troisième Session de l'A.V. N.O.J. ont porté un coup terrible au principal pilier de la réaction en

Yougoslavie, au grand capital. D'autre part, elles ont complètement liquidé la propriété foncière. Aux élections à l'Assemblée constituante, le 11 novembre 1945, le peuple a exprimé sa pleine confiance dans la ligne politique dont l'inspirateur était le Parti communiste de Yougoslavie. La réaction capitaliste et ses représentants politiques, Choubachith, Grol et autres étaient battus, tandis que le Front populaire renforçait puissamment ses positions au sein des masses.

« L'opposition démocratique » au sein du Front populaire contre le rôle dirigeant du Parti communiste. — Après leur défaite dans la lutte ouverte contre le Front populaire et les conquêtes de la guerre de Libération nationale, les cliques réactionnaires intérieures et la réaction interventionniste extérieure transférèrent leur centre d'action dans le Front populaire lui-même. Il est clair que le développement de notre pays dans le sens du renforcement des mesures socialistes du pouvoir populaire devait entraîner une certaine fermentation dans le Front populaire, l'entrée en action des éléments liés au système capitaliste et des politiciens au service de l'étranger. Les protagonistes de la résistance à la ligne du Parti et du gouvernement dans le Front populaire étaient des idéologues koulaks du type Dragoljub Yovanovitch, des hommes qui s'étaient tenus coi au cours de la guerre, pour s'insinuer ensuite dans les rangs du Front populaire.

S'appuyant sur l'aide de l'étranger, Dragoljub Yovanovitch s'efforça de former, dans le cadre du Front populaire, mais en liaison avec la réaction en dehors du Front, un « bloc d'opposition », dit le « bloc paysan ». Guidé par la théorie koulak sur les contradictions de principe entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la paysannerie dans son ensemble, il tenta de briser le Front populaire et de diviser la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse.

Par ses tentatives de provoquer une scission au sein du Front populaire, Dragoljub Yovanovitch devint l'objet de l'attention particulière de la réaction intérieure et de la réaction internationale. D'autres porte-parole de la réaction dans le Front populaire (Snoj) et en dehors (Yantchikovitch, Nagoda) s'associèrent à son activité.

La base de l'action de Dragoljub Yovanovitch et de son « opposition » semblait différente de celle de l'« opposition » en dehors du Front. En paroles, il était pour les conquêtes de la guerre de Libération nationale, mais contre les « méthodes communistes » de leur application, contre la prétendue dictature du Parti communiste et contre les prétendus ordres de Moscou Dragoljub Yovanovitch n'osait pas agir ouvertement contre la réalisation des mesures démocratiques et socialistes du gouvernement. Il s'efforçait de présenter les divergences de vues sur des questions essentielles de la

— 42 —

politique d'Etat comme des malentendus sur des questions formelles de procédure.

Mais Dragojub Yovanovitch ne put longtemps cacher son vrai visage aux yeux des masses avec ses histoires de « méthodes » et de étranger

« procédure ». Les mesures effectives prises par le pouvoir populaire pour briser les positions du capital dans notre économie et refouler les éléments capitalistes ne tardèrent pas à le démasquer. C'est à l'occasion des débats du projet de loi sur la nationalisation des entreprises économiques, en décembre 1946, que Dragojub Yovanovitch acheva de se démasquer entièrement, non seulement comme idéologue des paysans riches mais aussi comme porte-parole de toute la réaction intérieure et comme agent de l'impérialisme

Ainsi les plans de la réaction subissaient échec sur échec, ce qui se manifesta surtout dans l'évolution des soi-disant partis paysans dans le F.P., du Parti agraire serbe, du Parti populaire paysan et dans le Parti paysan croate. L'aile gauche gagnait partout du terrain, jusqu'à prendre le parti complètement en mains, ce qui signifie que les larges masses de la paysannerie laborieuse optaient pour la politique d'alliance la plus étroite avec la classe ouvrière, pour le Front populaire ayant à sa tête le Parti communiste. Les artisans de la politique réactionnaire de sape et de scission dans le Front populaire et dans les partis paysans sus-mentionnés sont isolés et chassés.

A la même époque notre pouvoir populaire remportait des succès décisifs dans la liquidation des bandes de tchetniks, d'oustachis et autres. Il ne resta pratiquement de tout cela que les résidus criminels. Naturellement, tous ces faits consolidaient puissamment le pouvoir populaire et lui valurent l'appui encore plus fort des masses laborieuses. Ils montraient, en même temps, combien étaient stérils les espoirs des impérialistes étrangers et de leurs agents à l'intérieur de provoquer la guerre civile dans le pays, guerre qui aurait permis l'intervention étrangère et le changement par la force du cours des événements en Yougoslavie.

4. L'aggravation de la lutte de classes

L'année 1947 marque un tournant important du développement de la Yougoslavie dans la voie du socialisme. En avril 1947, l'Assemblée populaire vote le premier Plan quinquennal du développement de l'économie de la R.F.P.Y., plan que les masses populaires adoptent comme leur programme d'action directe, et dont elles

— 43 —

entreprennent la réalisation avec le même enthousiasme que celui qui les guidait dans la lutte pour la libération du pays.

Les grands succès du pouvoir populaire dans le relèvement du pays, la défaite politique complète des groupes réactionnaires à l'intérieur, la liquidation des bandes et des autres bases d'une intervention impérialiste étrangère en Yougoslavie, obligèrent la réaction intérieure et extérieure à recourir à de nouvelles formes de lutte contre la jeune Yougoslavie.

Empêcher la réalisation du Plan quinquennal et l'édification du socialisme dans notre pays par le sabotage, les actions de diversion, l'espionnage et par d'autres formes de la lutte clandestine contre le peuple, telle fut la nouvelle tactique élaborée dans les bureaux des services de renseignements étrangers.

Toute une série de gens qui avaient été introduits en Yougoslavie en 1944-1945 comme « amis du mouvement de libération nationale » jettent le masque et se révèlent les espions les plus ordinaires de l'impérialisme étranger. Ils entrent en rapports avec les vestiges des groupes réactionnaires défaits et créent avec eux des centres d'espionnage pour fournir à l'ennemi étranger des « informations » sur la Yougoslavie. Ils inventent des calomnies, tentent d'organiser, sous la direction immédiate et avec l'aide des centres de renseignements impérialistes étrangers, des actions de diversion et de sabotage. Ils recrutent des terroristes et tentent d'organiser des groupes illégaux. La tâche fondamentale des agences impérialistes étrangères dans notre pays après la guerre avait été, et l'est encore : fournir une aide morale, matérielle et d'organisation aux vestiges des anciennes classes dirigeantes de Yougoslavie, recueillir toutes les informations possibles pour leurs maîtres.

C'est dans un ramassis de criminels de guerre, de traîtres professionnels, d'espions et, aussi, parmi les individus subornés des rangs des personnes dites déplacées, — qui représentent aujourd'hui l'émigration yougoslave en Occident, — que se recrutent les courriers clandestins pour les liaisons d'espionnage avec la réaction en Yougoslavie, les petits groupes de diversion qui sont chargés d'entraver l'activité des travailleurs yougoslaves dans l'édification pacifique de leur patrie libérée.

Mais ces plans des ennemis intérieurs et extérieurs de la nouvelle Yougoslavie réussirent aussi mal que les précédents à leurs organisateurs et exécuteurs. Privés d'appui dans le peuple, les criminels ont tôt fait de se découvrir, et le plus souvent, ils ne réussissent pas une seule des missions dont ils sont chargés. Ils sont démasqués par la vigilance de nos masses laborieuses, par nos organes de la Sûreté de l'Etat, justement parce que ces derniers s'appuient sur les masses et sont devenus les sûrs gardiens de notre pouvoir populaire, ins-

— 44 —

truits par leur expérience de l'action révolutionnaire illégale dans l'ancienne Yougoslavie, par les riches expériences de la lutte du pouvoir soviétique contre la contre-révolution.

Comme autrefois, on retrouve dans cette compagnie la partie plus réactionnaire du clergé, surtout du clergé catholique. Les nombreuses défaites qu'il a déjà subies ont conditionné tous ses changements de tactique. Son activité principale est reportée sur diverses actions religieuses dont le but est de détourner l'attention des masses populaires des questions actuelles concernant notre édification socialiste et à les démobiliser. Il se sert de tous les moyens possibles, empruntés à l'arsenal du sombre moyen-âge : des « miracles » apparaissent, des pèlerinages sont organisés, ainsi que des services commémoratifs en l'honneur des traites et des ennemis tombés, on exploite les sentiments religieux pour exciter la haine nationale et le chauvinisme, on incite à la résistance contre diverses mesures du gouvernement, etc... Les représentants de l'Eglise et du clergé prennent également une part active dans l'organisation d'actions de diversion et d'espionnage au profit des puissances impérialistes étrangères

Aujourd'hui, l'atout principal de la réaction en Yougoslavie, son grand espoir, c'est la guerre entre le camp impérialiste et l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. C'est par l'idée d'une guerre qu'elle tente d'effrayer les masses et qu'elle reconforte ses propres adeptes hésitants. C'est pourquoi elle soutient et propage partout la propagande de provocation à la guerre des impérialistes occidentaux contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire.

Mais il est bien évident aujourd'hui pour la grande majorité des masses laborieuses que l'action des conspirateurs antiyougoslaves de l'intérieur comme de l'extérieur vise leurs intérêts vitaux les plus directs, leur bien-être qui est édifié sur la base du succès de la réalisation du premier Plan quinquennal. Les masses laborieuses sont de plus en plus convaincues par leur propre expérience que le Parti communiste yougoslave ne les a pas trompées, qu'il ne leur a pas fait des promesses irréalisables, qu'il ne leur a jamais proposé que des buts réels et accessibles. Les travailleurs conscients de notre pays savent que la politique du Parti communiste yougoslave est guidée par la théorie scientifique marxiste-léniniste, qui, dans le processus de la gigantesque édification socialiste en U.R.S.S., a prouvé de toute évidence sa supériorité sur la science sociale en faillite du monde capitaliste. Par leur expérience personnelle, surtout par l'expérience de la guerre de libération et de la période de relèvement d'après-guerre, les masses populaires se sont convaincues que la voie de l'édification économique où les conduit le P.C.Y. est juste, qu'elle représente le salut, tant pour la classe ouvrière et les couches labo-

— 45 —

rieuses des villes que pour les travailleurs des campagnes. Toute la Yougoslavie s'est transformée en un immense chantier où s'élèvent de nouvelles usines, de nouvelles voies ferrées, de nouvelles centrales électriques, de nouveaux blocs de maisons d'habitation pour le peuple travailleur. Une vie nouvelle s'édifie où il n'y aura plus de chômage et de crises, d'exploités et d'exploiteurs, d'oppression et d'opresseurs, une vie dans le socialisme. Les sceptiques, les hésitants et les ennemis peuvent répéter chaque jour leur prophétie sur l'échec de tous ces efforts, la réalité réduit chaque jour à néant leurs doutes, leurs tromperies et leurs plans pernicieux.

Malgré les grandes victoires que nous avons gagnées, nous ne devons jamais oublier que l'ennemi est encore loin d'être liquidé. Les éléments capitalistes sont encore forts chez nous. Ils s'appuient sur l'aide matérielle et morale de l'impérialisme étranger et de la réaction. C'est pourquoi il ne faut jamais perdre de vue que, même si nos succès dans la réalisation du Plan quinquennal sapent les fondations de la croissance et du renouvellement des éléments capitalistes, le processus de la lutte pour le système socialiste du développement est inéluctablement accompagné d'une aggravation de la résistance des classes qui sont en train de disparaître de la scène de l'histoire. Cette résistance se reflète, également, sous diverses formes et chez divers éléments, à l'intérieur du Front populaire et même du Parti. Ce sont en général des hommes qui, soit par la force de l'habitude et des traditions de leur ancienne position sociale, soit d'une manière quelconque, sont liés aux couches exploitantes (par exemple, certaines couches intellectuelles), ou que les difficultés à surmonter effraie. Chez de tels éléments, l'aggravation de la lutte de classes sur la base de l'édification socialiste engendre l'hésitation, le double-jeu, la tendance à désertir et à passer au camp ennemi.

Cela signifie que dans la période de lutte pour l'édification du socialisme, il est nécessaire de développer surtout, non seulement chez les communistes mais aussi parmi les masses laborieuses en général, la vigilance et la volonté opiniâtre de surmonter toutes les difficultés.

III. — LUTTE DU P.C.Y. POUR LE POUVOIR POPULAIRE ET SA CONSOLIDATION ET POUR L'EDIFICATION ULTERIEURE

1. Caractère et développement de notre révolution nationale

Il ressort clairement de tout ce qui a été exposé que la guerre de Libération nationale a eu pour corollaire dans notre pays un processus de révolution nationale qui prenait de plus en plus un caractère socialiste. Ce processus révolutionnaire ininterrompu a traversé, depuis les premiers jours de la guerre jusqu'à présent, plusieurs phases, déterminées en premier lieu par le développement même de la guerre de Libération nationale contre l'agresseur fasciste et ses laquais dans le pays. Mais ce qui du début de l'insurrection nationale jusqu'à maintenant a donné à ce processus son caractère essentiel, c'est le rôle dirigeant de la classe ouvrière, avec à sa tête le Parti communiste, ainsi que le ralliement toujours plus ferme des masses laborieuses.

Dès le début, notre Parti avait conscience du caractère inévitable de ce processus, et c'est avec la vue d'une telle perspective qu'il édifiait sa politique pendant la guerre. La question de la préparation et du développement de la révolution socialiste était, pour le Parti, inséparable de la question du développement de l'insurrection nationale libératrice. Notre parti ne serait pas l'avant-garde marxiste-léniniste de la classe ouvrière si, dans les conditions données, il n'avait pas posé le problème de cette manière. Le Parti communiste de Yougoslavie a basé sa politique sur la prévision que la classe capitaliste félonne se dévoilerait complètement devant les masses comme étant l'alliée de l'occupant. Dans de telles conditions, l'insurrection nationale devait inévitablement se tourner non seulement contre l'occupant mais aussi contre la bourgeoisie félonne. Cela signifie qu'en l'occurrence les masses populaires devaient nécessairement se grouper autour de la classe ouvrière, autour du P.C., et que la bourgeoisie, se liant de plus en plus avec l'occupant, devait inévitablement s'isoler de plus en plus des masses populaires.

— 48 —

C'est justement pourquoi il était si important que, durant toute la guerre, notre Parti posât opiniâtement et avec persévérance comme tâche essentielle et comme base de coopération avec toutes les forces patriotiques, la lutte armée contre l'occupant pour la libération nationale, mais aussi, en même temps, la lutte pour la réalisation d'un pouvoir vraiment démocratique qui permettrait réellement aux masses populaires d'exprimer leur volonté. C'est pour cela qu'une caractéristique particulièrement importante de notre insurrection nationale consiste justement en ceci qu'elle a donné naissance, d'une part, à l'armée de libération nationale en tant que force révolutionnaire armée du peuple, et, d'autre part, aux comités populaires de libération en tant qu'organes d'un pouvoir populaire nouveau, vraiment démocratique. Durant toute la guerre notre parti a considéré, avec raison, l'Armée de libération nationale et les comités populaires de libération comme les deux plus grandes conquêtes de l'insurrection nationale. Elles sont en fin de compte, une seule et même chose : le pouvoir populaire et sa force armée, la force armée du peuple, sans laquelle le peuple ne peut être au pouvoir. Notre Parti a défendu énergiquement ces conquêtes durant toute l'insurrection nationale de libération et après, repoussant toutes les attaques des forces réactionnaires dirigées principalement contre ces conquêtes. La déclaration-programme de l'Etat-major suprême et du Présidium de l'A.V.N.O.J., de février 1943, nous le dit clairement. Cette déclaration, signée du camarade Tito et du camarade Ribar, précise que le peuple lui-même décidera définitivement des formes à donner à l'édification de l'Etat après la libération, que la garantie en est l'Armée de libération nationale, force principale de l'insurrection nationale, et les comités populaires de libération, forme du pouvoir qui exprime démocratiquement la volonté des masses populaires.

Démasquant devant le peuple la clique bourgeoise de traîtres et ses alliés, notre Parti a en même temps continuellement lutté pour consolider le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son avant-garde dans l'insurrection de libération nationale, dans l'Armée de libération nationale et dans les comités populaires de libération.

Pour assurer son rôle dirigeant et le ralliement des masses populaires autour de la classe ouvrière, sans lequel la victoire de l'insurrection nationale était pratiquement impossible, le Parti communiste de Yougoslavie n'a pas craint de voir se détacher du front unique l'un ou l'autre des éléments bourgeois qui, en paroles, étaient pour la lutte de libération nationale et, en pratique, la freinaient. Notre Parti n'a jamais posé la question de l'unité pour elle-même, mais a toujours considéré que la lutte pour l'unité signifiait tout d'abord lutte pour le ralliement des masses laborieuses autour de la classe

ouvrière, avec le Parti communiste à sa tête. Seule une telle unité pouvait mener à la victoire de l'insurrection armée. Toute autre chose n'aurait été que déclarations vides, que morceau de papier, qui ne mènent pas loin pendant la guerre.

Il est parfaitement naturel, que dans de telles circonstances, il était tout à fait impossible d'échelonner par étapes l'insurrection nationale de libération et la révolution nationale. Au contraire, il s'est avéré très vite que l'insurrection populaire elle-même, dépendait, dans certaines phases, du développement de la révolution nationale.

« ...Si l'on n'avait fait appel au peuple que pour la lutte contre l'occupant, sans lui faire comprendre, en même temps que par cette lutte il acquerrait quelque chose de nouveau, de bien meilleur, et que jamais plus l'ancien temps, que par cette lutte il acquerrait quelque chose tous les peuples dans cette lutte, d'y intéresser de si larges masses populaires et de tenir jusqu'au bout, c'est-à-dire de vaincre ». (Joseph Broz Tito, II. Edification de la nouvelle Yougoslavie, tome deux, p. 175).

Les masses populaires elles-mêmes, et cela sur chaque parcelle de territoire libéré, exigeant du nouveau pouvoir démocratique qu'il se montre en pratique vraiment populaire et que la libération de l'occupant ne signifie pas le retour au passé, mais l'avènement de la nouvelle Yougoslavie populaire. Les masses populaires ne voulaient plus, dans la nouvelle Yougoslavie libre, supporter le joug de l'exploitation, et les peuples opprimés ne voulaient plus retourner à l'ancien système d'oppression nationale. Il est évident que dans de telles conditions, la lutte de libération nationale devait avoir une portée correspondant aux aspirations essentielles de ces masses populaires, qui portaient sur leurs épaules la charge principale de la guerre, aux aspirations des masses laborieuses, la classe ouvrière en tête.

Notre Parti a-t-il bien agi lorsque, au cours de la guerre, il s'est laissé guider, dans sa politique, par de telles aspirations et revendications des larges masses populaires ? Il ne fait aucun doute que cette politique du Parti était juste, car c'est précisément cette politique qui représentait l'unique voie vers la mobilisation des masses laborieuses dans la lutte pour la libération du pays, elle était l'unique voie vers le rassemblement des masses populaires autour de la classe ouvrière, l'unique voie vers la création d'une puissante armée populaire de libération et vers la victoire de l'insurrection nationale libératrice. Enfin, notre Parti n'aurait pas été l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, s'il n'avait pas ainsi compris ses tâches.

— 50 —

Nous n'affirmons pas que les mêmes conditions existaient dans les autres pays occupés. Mais en Yougoslavie, qui portait déjà la révolution dans son sein quand elle est entrée en guerre, le processus devait inévitablement prendre cette voie et notre Parti suivre justement cette ligne de conduite.

Cependant, tout en suivant rigoureusement cette ligne, le Parti a lutté résolument contre tout sectarisme, n'oubliant jamais que les chaînons essentiels de ce processus étaient, d'une part, le développement toujours plus grand de l'insurrection nationale de libération et le renforcement de l'Armée de libération nationale et, d'autre part, la garantie à la classe ouvrière et au Parti communiste de jouer le rôle dirigeant.

Le Parti a lutté en même temps pour un élargissement du front de libération nationale, combinant les formes d'unité des masses, à la base, avec les formes de coalition, au sommet. Il est vrai que ces formes de coalition n'ont jamais joué un rôle important, mais elles ont aidé à la création d'une large base de masses du Front de libération nationale. Posant toujours la lutte contre l'occupant comme la tâche centrale de la politique du Parti, luttant contre toutes les déviations sectaires, ainsi que contre toutes les tendances opportunistes, le Parti a réussi à étendre de plus en plus la base de masses de l'insurrection nationale de libération.

Grâce à cette politique, notre Parti a réussi :

1. A assurer, à travers tout le développement de l'insurrection une large base de masses, renforçant continuellement l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie laborieuse, les intellectuels du peuple et autres travailleurs, ainsi qu'avec toutes les forces patriotiques dans le pays, — union qui a trouvé sa forme d'organisation dans le Front populaire ;

2. A isoler la bourgeoisie des masses populaires, à tel point que, dans sa résistance aux mesures démocratiques et socialistes du pouvoir populaire, elle n'a pas réussi à trouver un appui sérieux dans les masses pendant, ni après la guerre.

Il est facile de voir aujourd'hui à quel point la politique de la direction du Parti était juste et quelles victoires cette politique a assurées à la classe ouvrière et aux masses laborieuses de notre pays.

Le rôle dirigeant incontestable de la classe ouvrière et du Parti communiste donne au pouvoir populaire dans notre pays, comme le dit bien le projet du programme de notre Parti, les caractéristiques fondamentales de la dictature du prolétariat, qui garantissent le progrès du socialisme dans notre pays. Selon Lénine et Staline, ces caractéristiques sont les suivantes :

1. La capacité de briser la résistance des exploiters ;

— 51 —

2. La capacité d'organiser l'édification du socialisme ;
3. Le fait que c'est dans son sein que s'exprime et se renforce l'union de la classe ouvrière et des autres travailleurs, sous la conduite du Parti communiste.

Le pouvoir populaire dans notre pays possède ces caractéristiques essentielles. Notre démocratie populaire, telle qu'elle a été édifée dans nos conditions particulières, est en réalité une forme de la démocratie prolétarienne, c'est-à-dire, socialiste. Les lois de la révolution socialiste se sont exprimées dans notre pays dans des formes répondant aux conditions spéciales dans lesquelles s'est développée et se développe cette révolution chez nous. En déterminant la tactique de notre Parti dans les circonstances particulières de notre révolution, le camarade Tito et notre Comité central se sont référés aux paroles de Lénine adressées, en 1921, aux communistes des Républiques soviétiques caucasiennes :

« **Ne pas copier notre tactique mais étudier par vous même indépendamment ce qu'elle a de particulier et à quoi cette particularité est due, ses conditions et ses résultats, appliquer chez vous non la lettre, mais l'esprit, le sens, les enseignements de l'expérience de 1917-1921** ».

Autre part, Lénine dit :

« La transition du capitalisme au communisme doit évidemment produire une énorme **abondance et diversité de formes politiques** (souligné par E.K.) mais l'essence en sera inévitablement une : **dictature du prolétariat** » (Lénine, Œuvres XXI).

Caractérisant la dictature du prolétariat, Lénine dit :

« La dictature du prolétariat est la forme particulière de l'alliance de classes du prolétariat, avant-garde des travailleurs, avec les nombreuses couches non-prolétariennes de travailleurs (la petite bourgeoisie, les petits propriétaires, la paysannerie, les intellectuels, etc.) ou avec leur majorité, alliance contre le capital, dans le but de renverser complètement le capital, d'étouffer complètement la résistance de la bourgeoisie et ses tentatives de restauration, alliance faite dans le but de l'édification et de la consolidation définitive du socialisme ». (Œuvres, XIX).

Cependant, les formes sous lesquelles s'exprime la dictature du prolétariat, son essence de classe, ou cette « forme spéciale de l'alliance des classes » dont parle Lénine dans le passage cité ne peuvent être et ne sont pas les mêmes dans tous les pays et dans toutes les conditions. Citant d'abord l'exemple de la diversité dans le développement du capitalisme, Lénine dit dans l'article « Sur la caricature du marxisme » :

« Cette même diversité se manifeste aussi dans la voie que l'humanité parcourt, de l'impérialisme actuel vers la révolution socialiste de demain. Toutes les nations parviendront au socialisme, cela est inévitable, mais elles n'y parviendront pas toutes de la même manière ; chacune d'elle mettra quelque chose de spécial dans une forme ou une autre de la démocratie, dans une variante ou une autre de la dictature du prolétariat, aura un rythme ou un autre dans les transformations socialistes des diverses branches de la vie sociale. Théoriquement rien n'est plus misérable et pratiquement plus ridicule que de se faire, « au nom du matérialisme historique », une image de l'avenir d'une couleur uniformément grise : Ce serait du barbouillage à la Suzdal et rien d'autre... ». Ainsi parle Lénine. (Œuvres XIX.)

Les circonstances spécifiques dans lesquelles s'est développée et se développe notre révolution socialiste — la lutte contre l'occupant pour la libération nationale — ont donné à l'union de classes du prolétariat avec les autres travailleurs une largeur de base et une solidité de structure particulière, qui s'expriment dans le Front populaire. Ce fait facilite l'édification du socialisme dans notre pays, accélère son rythme, isole davantage les éléments capitalistes des masses populaires et les prive de l'appui constant et effectif d'une couche quelconque du peuple laborieux. Les hésitations de certaines couches laborieuses concernant diverses questions concrètes de la lutte contre les éléments capitalistes sont, bien entendu, inévitables de temps à autre, en particulier à la campagne, et surtout chez les paysans moyens, mais ces hésitations ne changent pas la ligne générale ni les formes essentielles de l'union du peuple travailleur.

J'ai rappelé, tout à l'heure, le rôle dirigeant incontestable dans le pouvoir populaire de la classe ouvrière et du P.C., en tant que facteur essentiel garantissant le développement socialiste dans notre pays. Je souligne ce mot **incontestable**, car notre Parti, comprenant que c'est là justement le principal chaînon du développement socialiste dans notre pays, a toujours lutté pour que ce rôle dirigeant ne soit pas seulement assuré politiquement par l'activité de la classe ouvrière, par ses liens avec les autres travailleurs, par la confiance des travailleurs dans le Parti communiste, mais aussi matériellement, c'est-à-dire de façon à ce qu'aucune résistance des éléments exploités ne puisse le saper, le renverser. Ce n'est pas par hasard que les éléments réactionnaires ont tout d'abord braqué leur arme justement dans cette direction. Nous sommes pour le Front populaire, nous sommes pour le pouvoir populaire, disaient-ils après la libération, mais sans le Parti communiste, ou tout au moins sans qu'il ait le rôle dirigeant. Notre Parti a repoussé toutes ces attaques

— 53 —

de l'ennemi, grâce, tout d'abord, à ses liens avec les masses laborieuses, et grâce au fait que la classe ouvrière, de concert avec les autres travailleurs détenait fortement en mains les positions-clefs du pouvoir d'Etat. L'essence de la démocratie bourgeoise, — même sous sa forme la plus progressiste, même au moment où la bourgeoisie soutenait provisoirement l'alliance avec les autres classes ou groupes de classes, — consistait dans son hégémonie complète incontestable dans le gouvernement, c'est-à-dire que cette démocratie était une forme de dictature de classe de la bourgeoisie. Notre démocratie populaire est également un gouvernement de classe, mais qui exprime les intérêts de l'immense majorité de notre peuple, c'est-à-dire des masses laborieuses des villes et des campagnes. Le rôle dirigeant incontestable de la classe ouvrière et du P.C. dans ce gouvernement fait du pouvoir populaire l'instrument du développement socialiste dans notre pays. Dans ce sens, nous avons donc raison en disant que notre démocratie populaire est une forme de la démocratie socialiste et qu'elle deviendra toujours plus profonde et plus large, parallèlement avec les victoires du socialisme dans notre pays.

Je voudrais souligner quelques facteurs qui ont, en premier lieu, influencé le développement spécifique de notre révolution, de notre pouvoir populaire et de notre édification socialiste, et qui ont permis la création d'une large et solide base de masses sur laquelle s'appuie le pouvoir populaire dans notre pays.

Il ne fait aucun doute qu'à ce point de vue le facteur principal est l'existence même de l'Union soviétique et sa victorieuse édification du socialisme pendant trois décades et malgré toutes les attaques de la réaction impérialiste. L'U.R.S.S. n'est pas seulement un facteur objectif, c'est-à-dire le plus puissant appui du progrès socialiste, mais aussi un facteur subjectif, c'est-à-dire que, par son développement même et ses victoires dans l'édification du socialisme, elle instruit pratiquement des millions et des millions d'hommes dans le monde entier, elle réfute par les faits toutes les calomnies contre le communisme, elle dissipe la peur du communisme, elle montre la supériorité de la société socialiste sur la société capitaliste. Il serait, par conséquent, erroné de penser que, aujourd'hui, dans sa lutte pour le renversement du capitalisme, la classe ouvrière trouve devant elle toutes les difficultés qu'avait rencontrées la classe ouvrière révolutionnaire de la Russie tsariste dans sa lutte pour la Révolution d'octobre et, par la suite, pour l'édification socialiste. Trente ans d'existence de l'Union soviétique et ses succès ont été chez nous un facteur extrêmement puissant dans la lutte du Parti pour attirer sur les positions de la classe ouvrière d'im-

— 54 —

portantes couches des masses laborieuse surtout de la paysannerie et des intellectuels.

Ce rôle a trouvé sa pleine expression pendant la guerre, dans la lutte contre la ruée fasciste sur notre pays. La force invincible de l'Armée soviétique, les terribles charges de la guerre dont a triomphé le peuple soviétique groupé autour de son parti et du camarade Staline, la conscience qu'avait chacun de nos travailleurs et patriotes que la lutte et la victoire de l'Union soviétique et de son Armée était le facteur principal et décisif de la victoire des peuples de Yougoslavie dans leur lutte pour l'indépendance nationale, tout cela a aidé dans une très grande mesure notre Parti à dissiper chez les masses populaires les craintes provoquées par les calomnies que les forces réactionnaires avaient répandues pendant de longues années contre la classe ouvrière et le Parti communiste. L'épouvantail du socialisme-communisme, tel que le présentait aux masses la propagande réactionnaire avait cessé d'être un épouvantail pour la grande majorité de nos masses laborieuses.

D'autre part, le développement de la crise générale, le procès de putréfaction du système capitaliste devenait de plus en plus évident aux larges masses populaires. Le pseudo-démocratisme du gouvernement capitaliste était gravement compromis.

Tout cela se reflétait plus clairement encore dans le développement de l'ancienne Yougoslavie même. Nous avons déjà dû que la Yougoslavie d'autrefois était un nœud de contradictions intérieures et que ce fait jetait les milieux gouvernants d'une crise politique dans l'autre. Toutes les formes possibles du gouvernement de classe de la bourgeoisie, depuis la démocratie bourgeoise jusqu'à la dictature monarcho-fasciste, se sont compromises aux yeux des masses populaires. Au début et au cours de la guerre, le rôle de traître des cliques dirigeantes de l'ancienne Yougoslavie capitaliste devint particulièrement clair aux masses populaires.

N'est-il pas évident que, dans de telles circonstances, et avec une politique juste du P.C., une large et solide alliance de la classe ouvrière et des autres travailleurs devait se développer sous la direction du Parti communiste, et que c'est justement grâce à cela que ce dernier a pu obtenir de si grandes victoires ? N'est-il pas évident que c'est justement grâce à ce fait et grâce à l'organisation créée par la direction du Parti que notre pays a pu, après la Libération, s'engager, à un rythme si accéléré, dans la voie de l'édification socialiste ?

On reproche à notre Parti d'avoir sous-estimé le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du Parti communiste dans la lutte pour le socialisme. Cette conclusion est basée en premier lieu, sur certaines formes spécifiques à la formation de notre Parti et à son activité

— 55 —

dans le pays, et ensuite, sur une citation extraite d'un discours électoral du camarade Tito.

En ce qui concerne la première de ces raisons, il en a déjà été question dans les rapports précédents et je ne veux pas les répéter. Ces formes résultent de nos conditions concrètes, et qui plus est, c'est **sous ces formes d'organisation et de travail que notre parti a vaincu.** Elles ont contribué à la consolidation du rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son avant-garde dans la lutte pour le socialisme. En outre, il ne s'agit pas ici des principes bolchéviks d'organisation, principes sur lesquels notre parti a été édifié avant, pendant et après la guerre, et qui ont permis à notre Parti de devenir la force monolithique qu'il est. Il ne s'agit que de quelques formes spécifiques dans l'application de ces principes.

En ce qui concerne la seconde raison, je voudrais attirer votre attention sur le passage de Lénine que je vous ai cité précédemment. Dans cette citation, Lénine compte, lui aussi, la paysannerie parmi les alliés du prolétariat dans la **révolution socialiste, sans déterminer davantage de quelle paysannerie il s'agit.** Si quelqu'un disait, se basant sur cette citation, que Lénine a pensé là à la bourgeoisie des villages, aux paysans riches, il calomnierait Lénine, car chacun sait à quelle paysannerie Lénine pensait à ce propos. Le cas est à peu près le même en ce qui concerne la citation du camarade Tito. Toute l'activité du camarade Tito, ainsi que ses nombreux discours et articles et même le discours en question, — dans lequel il place en premier lieu la classe ouvrière, puis l'alliance des ouvriers et des paysans et, enfin, la paysannerie, — tout montre clairement que le camarade Tito et le C.C. de notre Parti non seulement n'ont jamais sous-estimé le rôle dirigeant de la classe ouvrière ou du P.C., mais qu'ils l'ont au contraire, toujours considéré comme primordial, comme la condition première et la plus importante de la victoire, non seulement dans la révolution sociale, mais aussi dans l'insurrection nationale. Il est vraiment incompréhensible que l'on puisse reprocher une pareille faute justement à la direction du seul Parti de tous les P.C. de l'Europe asservie, qui a réussi, au cours de la seconde guerre mondiale, à réaliser et à assurer complètement un tel rôle dirigeant de la classe ouvrière avec le Parti communiste à sa tête. Je pense que pour juger si oui ou non, un Parti sous-estime le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du P.C. et se dilue, il faudrait le juger d'après toute sa politique et ses résultats concrets, et non pas d'après certaines citations extraites des discours. Notre Parti et sa direction ont toujours lutté contre toutes les tentatives des opportunistes d'affaiblir le rôle dirigeant du Parti tant au cours de l'insurrection qu'après la guerre. En outre, notre Parti s'est non seulement aguerri intérieurement

— 56 —

dans les dures conditions de l'illégalité dans l'ancienne Yougoslavie ainsi que pendant la guerre sanglante contre l'agression fasciste et les traîtres, mais il s'est aussi élevé idéologiquement, et aucune déviation particulière ou faiblesse, ou faute, inévitables partout où l'on travaille, n'a pu le détourner de la voie du socialisme. C'est pourquoi, il ne peut être question du danger de « dégénérescence » de notre Parti ou de notre République populaire qui devient de plus en plus une République socialiste.

2. — La lutte du P.C.Y. pour le pouvoir populaire, son édification et son renforcement

Dès les premiers jours de l'insurrection de libération nationale, en 1941, les comités populaires de libération sont apparus dans nos villes et nos villages libérés, non plus seulement comme organes de lutte du peuple contre l'occupant, mais aussi comme organes du pouvoir sur le territoire libéré. Ils se sont développés sur la base de comités du mouvement de libération nationale, en tant qu'organes de combat de ce mouvement, mais les masses populaires sur le territoire libéré ont donné à cette vieille forme d'organisation un nouveau contenu, — celui d'un nouveau pouvoir populaire démocratique. Comprenant toute l'importance des comités populaires de libération, comme facteurs du développement de l'insurrection armée contre l'occupant, ainsi que comme moyen d'isoler les réactionnaires, le Parti a posé comme une de ses tâches de première importance, leur consolidation et leur développement. Dès septembre 1941, ils furent formés sur tous les territoires libérés de Yougoslavie, sur les ruines du vieil appareil d'Etat

Il est clair que les comités populaires de libération ont toujours été, à côté de l'armée de libération nationale, le but principal des attaques ennemies. Il est caractéristique qu'une des plus principales exigences de Draja Mihailovitch, dès octobre 1941, était la liquidation des comités populaires et la restauration des anciennes administrations municipales et départementales. Néanmoins, toutes les attaques ennemies ont échoué et les comités populaires sont restés. Bien plus, la lutte pour ces comités, pour la protection de ces premiers germes du pouvoir populaire démocratique, a donné une force immense au Parti et attiré les masses vers lui.

Au cours des années 1942-1943 les comités populaires de libération ont prouvé leur fermeté et leur liaison avec les masses populaires par le fait que, malgré les nombreuses offensives terroristes de l'ennemi, malgré toutes les campagnes de calomnies et de menaces, ils se sont non seulement maintenus, mais ils se sont encore déve-

loppés quant à l'organisation, renforcés et reliés verticalement. La seconde session de l'AVNOJ en novembre 1943, achève, au point de vue des principes d'organisation, le processus de l'intégration des comités populaires en un système unique du pouvoir populaire et pose les fondations de l'organisation de son appareil exécutif directeur.

Ces faits ont beaucoup aidé à surmonter les difficultés après la libération de tout le pays. A ce moment, le nouveau pouvoir avait déjà la solide charpente d'un nouvel appareil d'Etat, grandi et éprouvé dans le feu violent de la guerre, muni de nouveaux cadres qui, déjà au cours de la guerre, avaient fait leurs preuves et acquis une assez riche expérience dans l'activité du pouvoir populaire sur le territoire libéré. Cela nous a permis d'accomplir en un temps très court l'épuration des restes du vieil appareil et de traverser avec une rapidité particulière la crise d'organisation. Nous pouvons dire sans exagération que l'édification de ce nouvel appareil du pouvoir populaire sur de nouveaux principes et avec de nouveaux cadres est une de nos plus grandes victoires, qui a beaucoup contribué à la rapidité de la reconstruction, au passage rapide à l'économie planifiée, au renforcement intensif du secteur socialiste et au rythme accéléré de l'édification socialiste.

A la tête des masses populaires dans l'œuvre de renversement du vieil appareil d'Etat et dans l'édification du nouveau pouvoir populaire, notre Parti s'est inspiré des principes fondamentaux marxistes-léninistes concernant l'Etat et la révolution, ainsi que des expériences fécondes du développement et de l'activité du pouvoir soviétique en U.R.S.S. Les principes de base de l'édification de notre pouvoir populaire, ce sont les principes d'édification de la démocratie soviétique sans considérer, bien entendu à ce propos les différences relatives à la structure des classes. Donc, il ne s'agit pas ici non plus, de différences de principes mais de différences dans la forme de l'application de ces principes. Dès la première heure, nos comités populaires, comme les Soviets, ont été instaurés en tant qu'organes directs, éligibles et révocables du pouvoir populaire, en tant que base « **unique et permanente** de tout le pouvoir d'Etat, de tout l'appareil d'Etat ». (Lénine : Œuvres XXIV, p. 13) Notre pouvoir populaire aussi, comme celui des Soviets, est « l'unification, la constitution des soviets locaux en une organisation générale d'Etat » (Staline : Questions du léninisme). Le système de notre pouvoir populaire (les comités populaires et les Assemblées populaires nationales et fédérales avec leurs organes exécutifs) est établi sur le principe de l'unité du pouvoir, tant sur le plan local que national ou fédéral. Dans les comités, en même temps, se manifeste l'autonomie administrative du peuple lui-même, nos masses

— 58 —

populaires participent directement par leurs représentants à l'activité de toutes les branches de l'administration de l'Etat et la contrôlent. D'autre part, notre pouvoir populaire est solidement lié de haut en bas en un système unique, basé sur la liaison verticale de chacune des branches du pouvoir d'Etat et de sa direction, et les organes inférieurs sont, dans le cadre de la compétence des organes supérieurs, tenus d'exécuter toutes les tâches que ceux-ci leur posent. Le système fédéral garantit, en même temps, dans une pleine mesure l'égalité nationale, le libre développement de tous nos peuples dans tous les domaines, le libre développement de leur culture dans l'esprit du socialisme, c'est-à-dire, d'une culture nationale par la forme et socialiste par le fond. De tels principes d'édification de notre pouvoir populaire permettent, d'une part, d'opérer une liaison de plus en plus étroite entre ce pouvoir et les masses et d'amener de plus en plus celles-ci à collaborer dans toutes les branches de l'administration de l'Etat, et, d'autre part, de garantir le perfectionnement systématique de la qualité de l'appareil d'Etat, l'amélioration constante des méthodes de travail, et une lutte permanente contre le bureaucratisme.

Il ressort clairement de tout cela que le système de démocratie populaire, tel qu'il a été édifié et développé chez nous pendant et après la guerre, est fondamentalement opposé au système de démocratie bourgeoise. Le pouvoir de la bourgeoisie est aussi, bien entendu, un pouvoir unique, en ce sens que la bourgeoisie est seule maître de l'Etat. Cela est évident surtout aujourd'hui, lorsque les monopoles capitalistes font du pouvoir d'Etat leur instrument direct. Néanmoins, ils dissimulent cela par leur système de la division dite « tripartite » du pouvoir, par les institutions de la démocratie bourgeoise, le parlement, les « autonomies locales », l'« indépendance » de la magistrature, etc. Mais un tel parlement n'a pas de véritable influence sur la direction de l'Etat, et la bourgeoisie dévient tout le pouvoir par l'intermédiaire de l'appareil bureaucratique d'Etat, qui est complètement indépendant aussi bien du peuple que du parlement. Notre principe d'unité du pouvoir, par contre, assure le contrôle du peuple sur tous les organes du pouvoir d'Etat et de la direction d'Etat.

Notre pouvoir populaire accuse, certes, beaucoup de faiblesses, tant dans le contenu que dans les formes et les méthodes de son activité. Il ne faut pas oublier que tant que durera chez nous la lutte de classes, les ennemis du pouvoir populaire trouveront des voies pour exercer leur influence dans certains organes du pouvoir populaire. Lorsque nous disons que notre pouvoir populaire est unitaire, qu'il est le pouvoir du peuple travailleur, avec la classe ouvrière en tête, qu'il reflète les intérêts et les buts de la classe sociale

la plus progressiste, de la classe ouvrière, soutenue par les autres travailleurs, nous n'affirmons pas de ce fait que notre pouvoir populaire est déjà devenu tel dans chacun de ses organes. Le fait est que tous les postes dirigeants du pouvoir d'Etat et de la plus grande partie des organes inférieurs du pouvoir populaire sont aux mains de la classe ouvrière et du peuple travailleur. Cependant nous aurons encore beaucoup à faire pour qu'il en soit de même dans tous ses organes. Il est hors de doute que l'intensification de la lutte de classes s'accompagnera d'une intensification de la bataille engagée pour transformer tous les comités populaires locaux en véritables organes du pouvoir du peuple travailleur, comme le sont déjà les organes supérieurs de notre pouvoir populaire.

Certains de nos camarades nourrissent des illusions qu'il suffit qu'un comité populaire soit un comité populaire, c'est-à-dire qu'il présente toutes les formes extérieures d'un comité populaire, pour que tout soit pour le mieux. C'est naturellement une erreur. Surtout à l'étape actuelle, pendant la vaste offensive pour l'édification du socialisme, il est indispensable d'assurer que soient élus dans les comités populaires les meilleurs représentants du peuple laborieux, les hommes les plus conscients des véritables intérêts des ouvriers, des paysans pauvres, des paysans laborieux en général, et des autres travailleurs.

Des tâches immenses nous sont également assignées au point de vue de l'organisation de l'appareil du pouvoir populaire et de la mise au point de ses méthodes de travail. Il est insuffisant d'avoir seulement des principes et des formes d'organisations justes, il faut élever la qualité de l'appareil jusque dans ses unités inférieures les plus infimes, son côté technique, la qualification technique de ses cadres. Cette année toutes les faiblesses de l'organisation de notre appareil d'Etat se sont particulièrement manifestées, parce qu'il avait à venir à bout de tâches exceptionnellement difficiles. Il s'est avéré que notre appareil, dans ses unités inférieures, est encore insuffisamment développé et préparé au point de vue de son organisation, tant sur la ligne des comités que sur la ligne de certaines administrations. Nous avons fortement ressenti les conséquences de cet état de choses, surtout dans certaines branches de l'économie.

Dans l'édification ultérieure de notre pouvoir populaire, nous devons avoir continuellement en vue qu'il faut faire en sorte que les comités populaires soient, d'une part, vraiment populaires, c'est-à-dire qu'ils permettent dans une pleine mesure le contrôle et la participation des masses laborieuses, de leurs représentants, dans l'activité de l'administration d'Etat, et que d'autre part, ils soient

techniquement aptes à remplir au mieux leurs tâches. A ce propos, je voudrais souligner particulièrement quelques tâches concrètes urgentes :

1. Il est nécessaire de développer et de renforcer la liaison tant horizontale de certaines branches de l'administration d'Etat sur le plan local avec le comité populaire exécutif — que verticale avec les dirigeants supérieurs de l'Etat, selon la ligne de l'instance en question. On commet chez nous l'erreur de tomber d'une extrême dans l'autre. Quelques camarades se sont laissé aller à un démocratisme formel petit-bourgeois qui consiste à s'orienter unilatéralement, uniquement vers la liaison horizontale la plus étroite de certaines administrations locales d'Etat avec les comités populaires exécutifs. Si nous suivons cette voie, nous détruirons l'unité du pouvoir d'Etat, le principe de la centralisation démocratique, nous briserons le pouvoir d'Etat en un réseau multiple de comités populaires sans cohésion, ce qui non seulement gênerait leur propre développement et leur perfectionnement qualitatif, mais affaiblirait l'Etat en général.

Il existe, d'autre part, chez certains de nos camarades, une tendance à sous-estimer, à négliger la liaison horizontale des branches de l'administration d'Etat avec les comités populaires exécutifs, une tendance à séparer le plus possible les comités populaires de l'activité de l'administration, celle-ci devant se développer uniquement en ligne verticale. Pratiquement de telles tendances conduisent à l'affaiblissement des comités populaires en général, et des comités exécutifs en particulier. Ce sont des tendances de centralisation bureaucratique, qui n'ont rien de commun avec la centralisation démocratique créatrice, base indispensable de l'édification de l'appareil d'Etat et de la direction d'Etat. De telles tendances conduisent vers le retour aux formes bourgeoises du pouvoir, à la liquidation du contrôle du peuple sur l'administration d'Etat, à la transformation des comités populaires en simples organes représentatifs, sans rôle effectif dans l'exercice du pouvoir. Cela signifie que de telles tendances attaquent les bases des principes sur lesquels est édifié notre pouvoir populaire.

Il est clair que l'on doit s'opposer énergiquement à l'une et l'autre déviation. Le principe de la double responsabilité de certains organes administratifs dans les comités populaires, c'est-à-dire la responsabilité devant le comité populaire exécutif et devant les organes supérieurs de l'instance correspondante de l'administration d'Etat, par exemple devant le ministère, doit être appliqué inconditionnellement, de façon à garantir aussi bien la direction immédiate et rapide des organes supérieurs de l'administration d'Etat que la direction immédiate et le contrôle du comité populaire.

2. Il faut porter une attention particulière à l'organisation de l'appareil des comités populaires. Des formes d'organisation étroites actuelles, c'est-à-dire des secteurs et des rapporteurs, il faut passer à des formes plus développées telles que les commissariats, administrations, directions, départements, etc., qui permettront aux comités populaires de devenir réellement les dirigeants sur leur territoire.

3. Il est nécessaire d'écarter et de combattre sans cesse toute survivance des anciennes formes d'administration bureaucratiques dans certains secteurs de nos ministères, aussi bien nationaux que fédéraux. Les méthodes de direction de nos organes supérieurs de l'administration d'Etat doivent être propres à assurer une bonne direction partant du centre en vue de l'exécution la plus rapide et la plus juste de toutes les tâches qui incombent aux organes inférieurs, mais il faut qu'en même temps, elles n'étouffent ni ne gênent l'initiative venant de la base, ni la participation des masses à l'activité de l'administration. Il ne faut pas oublier — l'expérience du travail nous l'a maintes fois montré — que les conséquences d'une direction bureaucratique rigide, qui ne permet aucune initiative de la base, sont beaucoup plus graves que les conséquences de certaines erreurs qui se produisent nécessairement partout où l'initiative de base est largement développée.

En même temps, il ne faut pas moins souligner que la lutte doit être aussi énergique contre toutes les manifestations de particularisme local, d'incompréhension et d'infraction aux principes d'unité de notre pouvoir populaire, contre tout préjudice causé aux intérêts généraux de l'Etat au soi-disant « profit » de certains « intérêts locaux » etc. — phénomènes assez fréquents dans nos comités populaires.

4. Une attention particulière doit être consacrée à l'organisation intérieure et aux méthodes de direction de certaines branches économiques. Le principe fondamental de leur édification doit être le suivant : 1. indépendance d'action maxima et renforcement de la responsabilité personnelle ; 2. possibilité maxima de statistique, de contrôle et d'intervention opérative rapide de la part des organes supérieurs. Toute violation du premier principe conduit à entraver l'initiative, à réduire les résultats et à augmenter les frais de notre administration. C'est un frein au développement de notre économie en général. D'autres part, violer le second principe signifie laisser les organes inférieurs livrés à eux-mêmes, libres de dépenser, sans aucun plan, le bien public, cela signifie, en un mot, introduire des éléments d'anarchie dans notre économie et notre administration.

5. Il faut liquider la tendance à décourager l'initiative locale dans le domaine des finances, il faut développer un réseau d'insti-

tutions locales pour recueillir l'épargne du peuple et relier judicieusement ce réseau à un système d'organisation unique des finances de l'Etat, il faut développer l'initiative générale pour le progrès de l'édification économique locale.

6. Il faut, dans le plus bref délai, liquider le retard dans l'organisation et l'insuffisance des organes de planification dans les comités populaires, permettre une formation plus détaillée des plans locaux en collaboration étroite avec les organisations de masses, plans qui deviendront le moyen de mobiliser l'initiative locale et qui augmenteront la participation du peuple à l'édification.

7. Une attention bien plus grande devra désormais être consacrée à la réduction des dépenses de l'administration d'Etat et à une économie générale dans l'appareil de l'Etat. Nous y parviendrons en surveillant chaque lieu de travail et le perfectionnement continu des méthodes de notre administration, que nous débarrasserons le plus possible de toutes charges bureaucratiques.

8. Une attention spéciale devra être consacrée à la formation des cadres, à leur rétribution, ainsi qu'aux soins à porter aux cadres en général. Cela se rapporte surtout aux cadres de l'appareil des comités populaires, où le niveau est encore très bas et le contrôle insuffisant. Il faut développer encore davantage notre système administratif de façon à faire disparaître toute trace d'uniformité et à créer des possibilités plus grandes encore pour rétribuer équitablement les bons cadres ainsi que tous ceux qui se distinguent par leur activité.

Je n'ai cité ici que quelques-uns de nos devoirs et quelques-unes des lacunes à combler au cours de la lutte pour l'édification ultérieure de notre pouvoir d'Etat. Si nous ne combattons pas sans arrêt pour un meilleur fonctionnement de notre appareil d'Etat, nous ne saurons pas le rendre apte à exécuter pleinement les tâches de notre Plan quinquennal et de l'édification socialiste en général. Par conséquent, une des tâches essentielles de cette édification, consiste à poursuivre la construction et la consolidation de notre pouvoir populaire.

IV. LA LUTTE DU PCY POUR L'EDIFICATION SOCIALISTE.

J'ai déjà rappelé que notre révolution populaire devait nécessairement revêtir un caractère socialiste. Une telle évolution découlait du caractère de la direction et des forces fondamentales de la révolution. Il est bien entendu qu'au cours de la guerre il était impossible de parvenir à d'importants changements concernant la résolution des tâches de la révolution socialiste dans le domaine de l'économie. A ce point de vue notre Parti a toujours énergiquement lutté contre toute précipitation qui aurait pu réduire la base de masse de l'insurrection nationale. Mais, le fait primordial en ce sens, c'est que le problème fondamental de la révolution socialiste, le problème du renversement du pouvoir de la bourgeoisie capitaliste, et de l'établissement d'un pouvoir populaire dont la classe ouvrière détiendrait la direction incontestable, a été résolu au cours de la guerre. C'est pourquoi, immédiatement après la libération, la période de la consolidation des conquêtes de la guerre de libération nationale et du nouveau pouvoir populaire, ainsi que des préparatifs à l'édification socialiste, a pu être aussi courte qu'elle l'a été.

1. — La lutte du PCY pour l'expropriation des gros capitalistes, pour la conquête des positions-clefs dans l'économie.

Par conséquent, les conditions qui caractérisaient notre situation intérieure immédiatement après la guerre sont les suivantes :

1. Le pouvoir populaire était consolidé dans tout le pays, sous la direction incontestable de la classe ouvrière avec le Parti communiste à sa tête ;
2. Au sein du Front populaire s'est formée l'alliance solide de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse, des intellectuels dévoués au peuple et des autres travailleurs, alliance qui déterminait à tous les points de vue le développement politique du Front populaire ;
3. Le Parti communiste et le camarade Tito jouissent de la pleine confiance de l'immense majorité des masses laborieuses ;

— 64 —

4. Le pouvoir populaire s'appuie sur un puissant secteur d'Etat dans l'économie, formé au cours de la guerre et immédiatement après par la confiscation et la mise sous séquestre d'une grande partie des biens des capitalistes traîtres ;

5. Dans la majorité des masses laborieuses se manifeste une volonté révolutionnaire consciente en faveur du développement de la révolution socialiste.

Cependant, le secteur capitaliste était fort et gênait les efforts du pouvoir populaire dans le relèvement du pays. Dans de telles circonstances, le pouvoir populaire a dû prendre toute une série de mesures qui devaient lui donner la possibilité de prendre solidement en mains les positions-clefs de l'économie.

En déterminant sa tactique dans ce sens, notre Parti a dû en outre tenir compte des faits suivants :

1. Au cours de la guerre notre pays a été extrêmement dévasté et pillé, ce qui s'est fait sentir dans la terrible pénurie dont notre peuple a souffert dans tout le pays. C'est pourquoi la première tâche était de reconstruire le pays au plus tôt, de mettre en œuvre toutes les sources de production afin de créer tout d'abord une base plus large à la reconstruction socialiste de notre économie ;

2. La bourgeoisie réactionnaire, bien que démasquée dans le pays, a trouvé appui dans la réaction internationale. Il ne faut pas oublier que quelque temps encore après la libération, nous avions au gouvernement Choubachitch et Grol et qu'une lutte était menée pour la reconnaissance internationale de la Yougoslavie nouvelle, pour la consolidation de ses positions internationales.

A ce moment-là, se précipiter par des mesures prématurées aurait pratiquement rendu plus difficile la reconstruction économique intérieure et aurait aggravé la position internationale de la Yougoslavie nouvelle. **C'est pourquoi les deux premières années qui suivirent la guerre représentent la période de relèvement et de préparation à une vaste transformation socialiste de notre pays.** Dans cette période, le Parti détermine les tâches principales suivantes :

1. Réover le pays au rythme le plus accéléré possible à l'aide d'une large mobilisation des masses populaires ;

2. Exproprier les collaborateurs de l'occupant, et consolider ainsi le secteur économique de l'Etat en tant que secteur socialiste de notre économie ;

3. Réaliser la réforme agraire en vue de la liquidation des restes du féodalisme, de l'affaiblissement et de la limitation des éléments capitalistes à la campagne et de la consolidation de l'alliance entre ouvriers et paysans ;

4. Par toute une série de mesures des pouvoirs populaires, limiter et refouler les éléments capitalistes.

— 65 —

Il était nécessaire de lier toutes ces tâches à la dénonciation simultanée des officines réactionnaires étrangères dans notre pays, et à l'action visant à briser politiquement la réaction en général et ses agents dans le Front en particulier. Il était nécessaire de relier toutes ces tâches aux mesures contre les valets de l'occupant, contre les spéculateurs et les profiteurs de guerre, contre les gros exploités qui par toutes sortes de machinations aggravaient la situation déjà difficile des masses laborieuses. Mais, en même temps, il fallait consolider la légalité dans le pays, la légalité révolutionnaire de la démocratie populaire.

En déterminant une telle politique, notre Parti s'est inspiré des enseignements de Marx-Engels-Lénine-Staline et des expériences de l'édification socialiste dans l'Union Soviétique, Parlant de la transition au socialisme, le camarade Lénine a écrit :

« Les conditions et les formes concrètes de cette transition sont inévitablement et nécessairement diverses, dépendant des conditions dans lesquelles débute le mouvement orienté vers la réalisation du socialisme. Les différences locales, les particularités de formation économique, les formes de la vie sociale, le niveau de préparation de la population et les essais de réalisation de tel ou tel plan, tout cela doit se refléter dans la spécificité de la voie vers le socialisme suivie par telle ou telle communauté de travail de l'Etat ». (Lénine : Œuvres XXI). Lénine écrit ailleurs :

« Nous ne prétendons pas que Marx ou les marxistes connaissent la voie du socialisme dans tous ses détails concrets. C'est absurde. Nous connaissons la direction de cette voie, nous savons quelles sont les forces de classe qui y conduisent, mais concrètement, pratiquement, seule l'expérience des millions d'hommes le montrera, lorsqu'ils se mettront à l'œuvre ». (Lénine : Œuvres XXI).

Les mesures essentielles qui ont caractérisé notre développement durant cette première période d'après-guerre ont été par conséquent les suivantes :

1. Les collaborateurs de l'occupant ont été expropriés, ainsi que les traîtres et les collaborateurs économiques. Cela a été effectué en partie au cours de la guerre, et en partie après ;

2. Les biens des capitalistes étrangers qui avaient servi l'occupant ont été séquestrés ;

3. Les profits de guerre réalisés pendant l'occupation ont été confisqués tous sans exception ;

4. Tout un ensemble de mesures ont été appliquées au cours de l'année 1945, qui ont pratiquement liquidé le système bancaire privé, et permis à l'Etat de prendre en mains presque tout le système de crédit ;

5. Certaines mesures de contrôle d'Etat sur le commerce exté-

— 66 —

rieur ont été établies, signifiant pratiquement le monopole d'Etat sur le commerce extérieur ;

6. La réforme agraire a été réalisée et a permis la liquidation des grandes propriétés foncières et des vestiges du féodalisme dans les rapports agraires, et en même temps elle a frappé les éléments capitalistes des campagnes, limitant la propriété terrienne à 30-35 ha au maximum et interdisant par la loi tout accroissement de la propriété terrienne privée au-dessus de ce maximum ;

7. Une série d'autres mesures ont été appliquées, qui toutes visaient à la limitation effective des éléments capitalistes, la réforme monétaire par exemple, qui a porté un coup violent aux possesseurs de grosses réserves d'argent, aux profiteurs de guerre et aux éléments capitalistes en général ; la limitation de la propriété immobilière privée (terre) par des mesures diverses, allant jusqu'à l'interdiction de vente et d'achat sans l'autorisation préalable des organismes d'Etat ; le système d'impôts sur la base de l'imposition progressive, etc...

Le résultat de toutes ces mesures et d'autres semblables tendant à l'expropriation et à la limitation des éléments capitalistes — vers la fin de la guerre et immédiatement après — a été que le pouvoir populaire a obtenu les positions-clefs de l'économie et une base solide pour poursuivre la lutte contre le secteur capitaliste. De cette façon, dès 1945, le secteur d'Etat englobait déjà presque toute la grosse industrie, presque tout le système bancaire sous diverses formes, tout le commerce extérieur, tout le transport ferroviaire et presque tout le transport maritime, le réseau des domaines agricoles d'Etat, une importante partie du commerce de gros, etc... En se renforçant sur ces positions et en posant les bases de l'organisation pour le développement ultérieur du secteur socialiste, le pouvoir populaire a pu prendre les mesures nécessaires pour une large offensive socialiste fondée sur l'industrialisation et l'électrification, fondée sur le Plan Quinquennal.

Pour la réalisation d'un plan si vaste, il était indispensable d'effectuer au préalable la nationalisation de la majeure partie de l'industrie, du commerce de gros, de tout le système de crédit, etc... La loi sur les nationalisations, en décembre 1946, a résolu cette question. Les nationalisations ont été très bien organisées et de façon à prévenir tout sabotage et tout dégât. Toutes les entreprises, dans le pays entier, sont passées à l'Etat le même jour et presque à la même heure, sans que leur production ait été arrêtée. Nos masses laborieuses ont salué les nationalisations comme un immense pas en avant dans la lutte pour le socialisme, pour la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour un meilleur avenir de nos travailleurs. Cette nationalisation a liquidé cent pour cent le secteur

— 67 —

privé dans l'industrie fédérale et républicaine, dans les banques, les communications et le gros commerce, tandis que 70 % des industries de caractère local passait aux mains de l'Etat.

Par la nationalisation de décembre, le secteur socialiste de notre économie est devenu le secteur dirigeant du développement économique de notre pays. Cela nous a permis de développer beaucoup plus sérieusement et profondément la planification dans notre économie et d'organiser plus solidement la direction opérative de l'économie.

C'était la condition primordiale qui devait nous permettre d'aborder l'exécution du Plan quinquennal. Il était impossible de tirer notre pays de la misère et de son état arriéré sans faire le maximum d'efforts pour son industrialisation et son électrification, de même que pour le relèvement de son agriculture, ce qui signifiait en même temps, l'accélération de l'édification socialiste dans notre pays. C'est dans ce but que fut créé le Plan quinquennal, élaboré sous la direction du camarade Tito au cours de l'année 1946, et qui est entré en vigueur en 1947.

2. — Le Plan quinquennal et les voies de notre édification socialiste

La science marxiste-léniniste nous a dit que le sort du socialisme ne se résout pas seulement par le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, par l'expropriation des expropriateurs, mais en premier lieu par l'organisation de l'édification socialiste, par un large développement socialiste des forces de production et par l'éducation des masses laborieuses dans l'esprit du socialisme.

Presque toutes les mesures dont je viens de parler sont dans la ligne de la lutte pour le refoulement des éléments capitalistes, leur expropriation, pour la prise des positions-clefs de l'économie par le pouvoir populaire, pour la consolidation du jeune secteur socialiste et la mobilisation politique des masses contre la résistance des exploiters. Par contre, le Plan quinquennal démontre que notre pays est entré hardiment dans la voie de l'édification socialiste, dans la voie d'un puissant développement général des forces de production et de la transformation de notre pays en un pays industriel et agricole prospère. La réalisation de notre Plan quinquennal sera inévitablement accompagnée d'une aggravation de la lutte de classes, mais cette réalisation signifie en même temps la victoire décisive du socialisme sur les restes du capitalisme. Les résultats sociaux-économiques de la réalisation du Plan quinquennal consisteront en ceci : les bases économiques et sociales de la société socialiste seront posées dans notre pays ; le secteur socialiste, sous forme de propriétés

— 68 —

d'Etat et de coopératives, deviendra à tous les points de vue le secteur dominant de notre économie ; la puissante ascension des forces de production permettra le relèvement du standard de vie des masses laborieuses et un immense progrès culturel de tous nos peuples. La réalisation du Plan quinquennal et les résultats de cette victoire démontreront à cette partie des masses laborieuses qui hésite de temps à autre, que la voie du socialisme est la seule qui conduit les masses travailleuses à une vie plus heureuse et plus cultivée. C'est sur cette base que se renforcera l'union du peuple travailleur, représentée par le Front populaire.

Il est évident, par conséquent, que notre Parti a agi avec discernement lorsqu'il s'est donné comme tâche fondamentale l'exécution du Plan quinquennal.

Bien entendu, dès que le plan a été publié, non seulement des ennemis et des calomniateurs sont apparus dans le pays et à l'étranger, mais aussi des hésitants et des sceptiques, qui prétendaient que le plan était utopique et que nous ne l'accomplirions pas. Naturellement, ceux qui hésitent sont ceux qui ont peur des difficultés, qui ne croient pas en la force et en la conscience de notre classe ouvrière et des autres masses laborieuses. Mais les résultats d'un an et demi du Plan quinquennal sont déjà là pour prouver que non seulement nous l'exécutons mais que nous le dépassons.

Au cours de la première année du Quinquennat, notre appareil économique d'Etat s'est sensiblement renforcé : les ministères fédéraux et républicains, aussi bien que les comités populaires qui se sont rendus aptes, dans une large mesure, à diriger l'économie. Enfin, le réseau commercial des secteurs d'Etat et coopératif s'est fortement étendu. Cependant, ce travail d'organisation est encore loin d'être achevé. Ce n'est que maintenant qu'il entre réellement dans la phase de l'élaboration détaillée des principes fondamentaux d'organisation. Dans certains domaines nous sommes même sérieusement en retard, particulièrement dans le domaine des finances, du commerce, de l'économie locale, etc... Notre tâche est de liquider au plus tôt ces retards et ces lacunes d'organisation.

Au cours de la première année du Quinquennat deux problèmes ont mûri :

- a) l'achèvement de la nationalisation de l'industrie,
- b) l'urgence de liquider la spéculation capitaliste dans le commerce par la restriction effective du commerce de détail privé.

Il était absolument indispensable d'achever la nationalisation de l'industrie privée pour pouvoir assurer l'entière utilisation de toutes les capacités de production du pays, pour empêcher les éléments capitalistes de freiner le développement des forces productives dans le pays et de porter le désordre dans l'économie planifiée. On nous

reproche maintenant d'avoir pris cette mesure à la hâte et sous l'influence de la critique qui prétend que chez nous les éléments capitalistes se renforcent. Ce reproche est naturellement sans fondement, de nombreux dirigeants dans nos arrondissements qui, dès la fin de l'année dernière, ont reçu pour tâche de procéder à la préparation de cette nationalisation peuvent en témoigner. Cette loi avait été préparée pour être soumise à la session de l'Assemblée nationale en janvier, mais cela n'a pas eu lieu, la session de l'Assemblée ayant été ajournée au mois d'avril.

La seconde loi sur la nationalisation a achevé le processus de la nationalisation de notre industrie. Son importance économique consiste en premier lieu en ce que l'économie locale en sera renforcée. Cette seconde nationalisation a été effectuée, elle aussi, de telle sorte que la production n'en a pas souffert un seul instant. Ces faits sont la preuve que notre secteur socialiste a déjà fait de grands progrès au point de vue de l'organisation.

Le second problème à l'ordre du jour était celui du commerce de détail privé. Dès le début, le pouvoir populaire a dû mener une lutte opiniâtre contre la spéculation capitaliste dans le commerce qui exploitait la situation économique difficile du pays et tentait de piller les masses populaires et de désorganiser les mesures prises par l'Etat en vue de garantir le ravitaillement.

Considérant le fait que notre commerce privé était inévitablement lié à la spéculation et aux tendances de désorganisation de notre système d'approvisionnement de la population, notre Parti avait déjà, depuis longtemps, pris l'initiative d'étendre le réseau d'Etat et coopératif du commerce de détail. Ce réseau a déjà cette année assumé presque toutes les opérations commerciales en vue de ravitailler la population. A mesure que s'étendait le réseau commercial d'Etat et coopératif, le commerce privé devenait de plus en plus un canal de spéculation illégale. Voilà pourquoi le pouvoir populaire a retiré les concessions à la majorité des commerçants privés.

Il est indubitable que cette mesure a porté un coup sérieux à la spéculation ce qui permettra, justement, un meilleur ravitaillement de la population et facilitera la lutte contre la hausse des prix des denrées alimentaires. En cela notre Parti a tenu compte des conditions concrètes de notre pays et de la conscience des masses populaires. C'est pourquoi cette mesure aussi a eu des résultats politiques et économiques positifs.

Quels sont donc les résultats obtenus jusqu'à présent par la politique de notre Parti dans l'édification du socialisme ? Ces résultats sont les suivants :

1. Le secteur socialiste englobe toute l'industrie, tout le système

— 70 —

de crédit, les transports, le commerce de gros et presque tout le petit commerce ;

2. Le secteur capitaliste à la ville est réduit à des vestiges qui ne peuvent plus sérieusement influencer le progrès de notre économie, tandis qu'il est encore un facteur puissant dans l'agriculture. Le pouvoir populaire mène une politique de limitation continue des éléments capitalistes dans les campagnes ;

3. La petite production marchande dans les campagnes et dans les villes est reliée au secteur socialiste par l'intermédiaire des coopératives et sous diverses autres formes ; le secteur coopératif des campagnes est sensiblement renforcé ;

4. Les forces productives du pays ont remarquablement progressé : le Plan quinquennal s'accomplit avec succès et les conditions de relèvement du standard de vie des masses populaires s'améliorent.

5. Malgré certaines hésitations périodiques de quelques couches du peuple travailleur, l'unité de ce dernier se consolide, de même que l'unité de la classe ouvrière, l'unité du Front populaire et le rôle dirigeant du Parti communiste ;

6. Parallèlement à l'intensification de la lutte de classe contre les restes du capitalisme, la base de masse de la réaction capitaliste dans le pays est encore réduite.

Ce sont là de grandes victoires remportées par notre Parti, par la classe ouvrière et par tout notre peuple travailleur. Ces victoires nous disent que la politique de notre Parti dans la lutte pour l'édification socialiste dans les conditions spécifiques de notre pays a été juste, et qu'en définitive, elle mène inconstablement à la liquidation complète du capitalisme dans notre pays.

3. — Nouvelles tâches de notre édification socialiste

Les succès obtenus ne doivent ni nous griser, ni nous endormir. Nous avons encore de lourdes tâches devant nous ; et, à un certain point de vue, des tâches plus compliquées même et plus lourdes que celles que nous avons déjà accomplies.

La tâche la plus importante et la plus compliquée qui se pose à nous est indiscutablement la question de la transformation socialiste de notre agriculture.

Dans ce sens, l'essentiel est qu'il s'agit là, dans l'immense majorité, de paysans travailleurs, alliés du prolétariat, qui, de concert avec lui, ont lutté pour la libération du pays et pour le pouvoir populaire, et qui constituent un des piliers de ce pouvoir. Cela signifie que la transformation socialiste de l'agriculture ne peut s'accomplir que sur la base d'une activité volontaire et consciente des

— 71 —

paysans travailleurs eux-mêmes, avec l'aide matérielle et organisatrice du pouvoir populaire, sous la direction vigilante et souple du Parti, en tenant compte du fait que les paysans travailleurs doivent se convaincre par leur propre expérience des avantages de telle ou telle forme du progrès. Dans ce domaine, nous devons, plus que partout ailleurs, nous en tenir au principe exposé par Lénine :

« Nous nous sommes limités à ce qui était absolument nécessaire dans l'intérêt du développement de la révolution : à ne devancer en aucun cas le développement des masses, mais attendre jusqu'à ce que, de l'expérience personnelle de ces masses, de leur propre lutte, naisse le mouvement en avant ». (Lénine : Œuvres, XXIII.)

La coopérative agricole est la forme fondamentale de l'organisation de notre paysannerie laborieuse dans la voie de la transformation socialiste de l'agriculture. Elle peut être cette forme fondamentale avant tout pour les raisons suivantes :

1. Parce que, pour notre pays, la coopération est une organisation connue, qui possède (malgré tous les côtés négatifs qui caractérisaient l'ancienne coopération en Yougoslavie capitaliste) sa tradition d'organisation, et elle englobe déjà actuellement sous une forme ou une autre presque toute la paysannerie laborieuse ;

2. Les coopératives sont une forme souple d'organisation, qui peut embrasser toutes les activités dans l'agriculture ; par son intermédiaire, les moyens financiers de l'Etat pour le progrès de l'agriculture peuvent être utilisés le plus judicieusement, de telle sorte qu'ils consolident le secteur socialiste dans l'agriculture ; elles sont en mesure d'élever toujours plus la conscience de la paysannerie laborieuse, en la guidant à travers la riche expérience acquise dans le développement de l'agriculture, en partant des formes les plus inférieures de la coopération — par exemple les coopératives d'approvisionnement et de vente, — jusqu'aux plus élevées, les coopératives de production ;

3. Les coopératives sont constituées d'après les principes de la démocratie intérieure, c'est la paysannerie laborieuse organisée qui y tient le rôle décisif ; c'est pourquoi elles sont pour le paysan la garantie que le progrès de l'agriculture ne prendra pas des voies qu'il ne pourrait concevoir et adopter.

Voilà les raisons pour lesquelles notre Parti a adopté la ligne d'un large développement des coopératives, de leur forme primitive à leur forme supérieure, comme ligne fondamentale de notre lutte pour la transformation socialiste de notre agriculture à l'étape actuelle. Bien entendu, ce processus est lent et il le restera jusqu'au moment où notre économie, notre industrie, pourront fournir en masse à l'agriculture les machines et l'outillage nécessaire. Ce n'est qu'ainsi que seront créées les conditions nécessaires à des change-

— 72 —

ments qualitatifs essentiels en vue d'élever notre coopération à des formes supérieures sur la base de la production. Tout ce qui tendrait à forcer les choses dans cette voie, à ne pas tenir compte de l'existence ou de la non-existence de conditions objectives et subjectives, ne peut être que nuisible. C'est pourquoi notre tâche fondamentale actuelle dans ce domaine est de développer en masse les formes fondamentales de la coopération, qui répondent aux conditions et au niveau actuels de la conscience de nos paysans, formes qui sont, en même temps, propres à éduquer notre paysannerie laborieuse dans l'esprit des tâches de la transformation socialiste des campagnes.

Les coopératives de travail jouent déjà un rôle important chez nous ; elles sont, par leur contenu et par leur forme, très près du type des kolhozes soviétiques. Certes, les coopératives de travail chez nous représentent les formes les plus hautes des coopératives agricoles, leur nombre grandit constamment et au point de vue économique elles se consolident de plus en plus. De ce fait certains camarades tendent à conclure que nous n'avons besoin d'aucune coopérative de type inférieur, mais qu'il est tout simplement nécessaire de forcer la formation des coopératives de travail. Cette opinion est complètement erronée. Il ne faut point oublier que les coopératives de travail sont créées aujourd'hui par les éléments les plus progressistes et les plus conscients dans les campagnes et qu'elles sont loin de représenter un mouvement général des paysans. Les choses en resteront là longtemps encore jusqu'au jour où notre paysan prendra lui-même en mains le volant du tracteur. Par conséquent, quelle que soit l'importance des coopératives de travail, et quelle que soit l'aide qui doit leur être fournie en premier lieu et dans tous les domaines, ce sont cependant les formes inférieures des coopératives agricoles qui sont aujourd'hui les plus importantes et que les plus larges masses de notre paysannerie laborieuse sont prêtes à adopter **aujourd'hui**. Les enseignements de Lénine et de Staline, les leçons de l'expérience de l'Union Soviétique nous apprennent que cela est juste.

En liaison avec ces tâches de nos coopératives agricoles, la question urgente de la réorganisation fondamentale des anciennes coopératives a été déjà portée à l'ordre du jour l'année dernière. Il s'agissait de savoir s'il fallait créer dans les campagnes plusieurs coopératives de type inférieur non reliées entre elles, ou bien une seule coopérative à divers secteurs. Notre Parti a considéré qu'il était plus juste — bien qu'il ne faille pas s'en tenir ici strictement à une seule forme — d'avoir au village une coopérative agricole qui, selon les conditions locales, développera divers secteurs indépendants de son activité. Cette coopérative unique permettra une meilleure utilisation des moyens financiers et le transfert de ces

moyens d'une branche à l'autre, une meilleure utilisation de l'aide fournie par l'Etat et des cadres spécialisés ; elle facilitera la gestion et la planification. Et, qui plus est, de telles coopératives attirent toute la paysannerie laborieuse du village, l'éduquent et élèvent ses capacités techniques. Il est probable que, plus tard, lorsque seront créées au sein de ces coopératives les conditions pour le passage à des formes supérieures, lorsque la majorité des paysans demandera ces formes, il est probable qu'à ce moment-là il s'avérera nécessaire de les séparer. Mais, dans nos conditions actuelles, la coopérative agricole est indubitablement le moyen le plus pratique pour accomplir un pas de plus en avant sur la voie du relèvement de l'agriculture et de la création des conditions pour sa transformation socialiste. Le développement de la coopération, bien entendu, ne se fera pas et ne se fait déjà pas, sans une violente résistance des éléments capitalistes. Nous le sentons aujourd'hui à chaque pas.

La lutte pour le développement socialiste des coopératives est, et le sera aussi dans l'avenir, accompagné de l'aggravation de la lutte de classes dans les campagnes. Mais nous n'avons jamais pensé que le développement de la coopération socialiste signifiait « une paisible intégration des éléments capitalistes dans le socialisme », ainsi que nous le reprochent ceux qui nous critiquent, mais, bien au contraire, la création des conditions pour leur liquidation.

Certains communistes des autres pays nous reprochent que notre politique est de nature à permettre l'accroissement des éléments capitalistes dans les campagnes, et qu'elle favorise, pour ainsi dire, leur développement. Je n'entrerai pas dans la question de savoir si les éléments capitalistes s'accroissent ou non dans nos campagnes et dans quelles conditions ils peuvent accroître. Un autre rapporteur en parlera. Chaque marxiste sait que les petites propriétés paysannes, chez nous, et partout dans le monde, engendrent des éléments capitalistes. Cependant cette seule constatation n'est nullement un argument contre notre politique à la campagne. Nous ne pouvons pas supprimer tout simplement cette production des paysans petits propriétaires, et naturellement, personne ne nous le conseille. Donc le reproche se réduit pratiquement à deux questions :

1. Notre pouvoir populaire a-t-il mené et mène-t-il toujours une politique de refoulement des éléments capitalistes de la campagne, ou non ?

2. Notre Parti devait-il mener une politique de liquidation des koulaks en tant que classe, ou non ?

En ce qui concerne la première question, je n'entrerai pas dans les détails, car le camarade Kidritch en parlera. Il est hors de doute que cette politique a été menée de façon conséquente et s'est mani-

— 74 —

festée plus clairement que dans n'importe quel autre pays de démocratie populaire.

Quant à la seconde question, notre Parti n'a pas mené cette politique et ne la mène pas maintenant non plus, car il considère que les conditions nécessaires n'existent pas encore chez nous. Et ces faits ne peuvent être changés ni par la citation, dans la résolution du Bureau d'Information, extraite de mon exposé à l'Assemblée, et dans laquelle il n'est dit rien d'autre que le capitalisme en Yougoslavie est condamné à la ruine, mais sans déterminer le moment de son trépas.

Cependant, en ce qui concerne notre politique à la campagne, et tout spécialement la lutte contre les éléments capitalistes, je voudrais vous rappeler l'expérience soviétique dont nous avons, en premier lieu, tiré des enseignements. Voici l'appréciation portée par le camarade Staline sur les conditions de lutte contre les éléments capitalistes à la campagne en Union Soviétique :

« En 1926-1927, dit le camarade Staline, l'opposition zinovieviste-trotskyste s'efforçait d'imposer au Parti une politique d'offensive immédiate contre les koulaks. Le Parti ne s'est pas laissé entraîner dans cette aventure dangereuse, sachant que les gens sérieux ne peuvent se permettre de jouer à l'offensive. L'offensive contre le koulak est chose sérieuse. Il ne faudrait pas la confondre avec les déclamations contre le koulak. Il ne faudrait pas non plus la confondre avec la politique de coups d'ongle contre le koulak, que l'opposition zinovieviste-trotskyste s'efforçait d'imposer au Parti. Mener une offensive contre les koulaks, c'est le briser et le liquider comme classe. En dehors de ces buts, l'offensive n'est que déclamation, coups d'ongle, vain bavardage, tout ce qu'on voudra, sauf une véritable offensive bolchévik. Mener l'offensive contre le koulak, c'est se préparer à l'action et frapper le koulak, mais frapper de façon qu'il ne puisse plus se remettre sur ses pieds. C'est ce que nous appelons, nous bolchéviks, une véritable offensive. Pouvions-nous, il y a cinq ou six ans, entreprendre une telle offensive et escompter le succès ? Non, nous ne le pouvions pas. (J. Staline, Questions du léninisme.)

C'est ainsi que parle le camarade Staline sur la question de la liquidation des éléments capitalistes dans les campagnes en URSS, et, selon son enseignement, nous avons appliqué la politique de refoulement de ces éléments, sans déclamer sur la liquidation des

— 75 —

koulaks, tant que les conditions nécessaires n'existent pas. Nous considérons que cette politique a été juste.

Bien entendu, nous sommes d'accord avec l'argumentation par laquelle on réfute, dans la résolution du Bureau d'Information, notre prétendue ligne de liquidation immédiate des éléments capitalistes à la campagne. Il s'agit tout simplement d'une argumentation qui enfonce une porte ouverte. Toute notre politique et ses résultats démontrent, en fait, que notre Parti en développant la coopération veut créer tout d'abord les conditions qui permettront le développement du secteur socialiste dans l'agriculture. Autrement les histoires de liquidation des éléments capitalistes à la campagne ne feraient que mettre le désordre dans nos mesures agricoles en cours, sans rien changer à la structure des campagnes.

Nos coopératives agricoles ont déjà sérieusement progressé, mais leur développement est entravé par de sérieuses lacunes dans notre travail en ce domaine. Je voudrais souligner ici seulement deux lacunes, les plus marquantes.

Chez certains de nos cadres, il existe encore des restes des anciennes conceptions sur les coopératives. Ils ne conçoivent pas que la transformation socialiste de l'agriculture ne peut s'accomplir sans l'aide de l'Etat socialiste. Notre pouvoir populaire doit largement participer au financement des mesures qui servent ce but et, en premier lieu, aux investissements dans les coopératives de travail et les simples coopératives agricoles qui se développent de façon satisfaisante. En outre, il est indispensable que le pouvoir populaire, par des cadres spécialisés nécessaires, aide journalièrement nos coopératives sur le plan de l'organisation.

Les faiblesses de nos coopératives proviennent en grande partie de l'insuffisance du travail politique intérieur et du développement de la démocratie dans leur sein. Dans beaucoup d'entre elles le bureaucratisme règne, remplaçant l'initiative créatrice des masses par une façon bureaucratique de résoudre les problèmes. Nous devons opiniâtement lutter afin que les coopérateurs dans leur ensemble participent le plus activement possible à la vie des coopératives, qu'ils posent et résolvent collectivement les tâches, qu'ils gèrent et planifient consciemment, que chacun d'eux travaille le plus activement au développement des coopératives et à la solution des problèmes posés par l'ensemble des coopérateurs. Par ailleurs, le sens des responsabilités n'est pas suffisamment développé parmi le personnel et les organes des coopératives et ils ne doivent pas oublier qu'ils ont des comptes à rendre aux réunions des membres. Les réunions de coopérative sont la meilleure voie à suivre pour

— 76 —

faire l'éducation économique du paysan, pour renforcer l'esprit de communauté, pour comprendre les intérêts communs. Ce n'est que sur la base d'un tel travail des coopérateurs que les nouveaux cadres dirigeants de nos coopératives agricoles surgiront des rangs des paysans travailleurs eux-mêmes.

A propos des coopératives agricoles, il faut particulièrement signaler le secteur d'Etat dans l'agriculture lequel, aux côtés des coopératives, constitue le facteur le plus important dans le relèvement et la transformation socialiste de notre agriculture. Les domaines agricoles d'Etat sont le type d'un secteur socialiste conséquent dans l'agriculture. Tandis que l'importance des coopératives paysannes, à l'étape actuelle, consiste en premier lieu en ce qu'elles organisent un nombre énorme de petites exploitations paysannes dans le travail commun pour le progrès de l'agriculture, et qu'elles accomplissent un immense travail éducatif parmi les masses paysannes, la tâche du secteur d'Etat consiste aujourd'hui en premier lieu à montrer par la pratique à nos paysans travailleurs tous les avantages de la grosse agriculture socialiste, à aider à leur éducation technique et, pratiquement, par des services quotidiens, à aider aussi bien les coopératives agricoles que les paysans, petits et moyens, à faire valoir leurs exploitations ; en outre, les domaines d'Etat doivent orienter leur production particulièrement vers le ravitaillement à bon marché, des grandes villes et des centres industriels.

Cependant, pour que nos exploitations agricoles puissent remplir ce rôle, elles doivent devenir réellement des exploitations modèles. Aujourd'hui, la plupart d'entre elles ne le sont pas encore.

De nombreuses négligences et des dégâts ont été commis dans le secteur de nos stations de machines et tracteurs, qui sont également une cellule socialiste dans l'agriculture. Par un système de direction bureaucratique, nos stations de machines et tracteurs ont été trop peu utilisées dans le passé, de gros dégâts ont été causés au parc des tracteurs et les frais de travail étaient trop élevés. Nous devons faire en sorte que notre parc de machines et tracteurs soit mieux utilisé, que le service soit mieux organisé et qu'il serve le plus possible au développement rapide de nos coopératives agricoles.

Le progrès de nos coopératives agricoles n'implique donc pas la négligence du développement des domaines agricoles de l'Etat, mais, au contraire, contribue à son renforcement. Justement, le développement parallèle des coopératives agricoles en général, des coopératives de travail, des domaines agricoles d'Etat et des stations de machines et tracteurs sous diverses formes, voilà la voie de la transformation socialiste de notre agriculture.

— 77 —

Le même problème se pose au sujet de la petite production privée dans les villes, c'est-à-dire, en premier lieu, de l'artisanat, bien que ce problème soit beaucoup moins important que celui de la petite propriété paysanne.

Il est clair que l'artisanat, comme toute petite production, est également une source de tendances capitalistes. Mais, d'autre part, nous ne devons pas oublier que l'artisan n'est pas seulement un vendeur de marchandise, mais aussi un travailleur qui était jadis également soumis à l'exploitation capitaliste et qui ne peut être indifférent à ce que le pouvoir populaire soit le plus solide possible. L'Etat du peuple travailleur aidera l'artisan à vivre dans les nouvelles conditions. Il l'approvisionnera surtout en matières premières et en outils.

L'Etat lui montre la voie vers son intégration à l'édification socialiste par l'intermédiaire des coopératives ou, sur la base de son atelier individuel, sous diverses autres formes. A ce point de vue, le principe valable pour l'artisan est que seule la forme qu'il comprend et qu'il adopte de sa propre volonté est la bonne. Par conséquent, seuls les calomnieurs réactionnaires peuvent diffuser des mensonges parmi les petits producteurs des villes, prétendant que le pouvoir populaire va nationaliser et exproprier leurs ateliers, ou bien les obliger à s'affilier aux coopératives. Au contraire, le pouvoir populaire doit aider en tous points au développement de l'artisanat, afin que celui-ci conserve et développe sa tradition et sa qualité de travail. Bien entendu, nous devons énergiquement lutter contre la spéculation, la hausse des prix et les autres tendances capitalistes dans le domaine de l'artisanat.

Certes, je n'ai pas parlé de tous les problèmes que notre Parti et notre pays auront à résoudre dans la période ultérieure de l'édification du socialisme. La question des autres restes du capitalisme, qui sont beaucoup moins importants, sera résolue lorsque les conditions en seront mûres. Dans ce compte-rendu, j'ai souligné en particulier le problème de la production des petits propriétaires des campagnes et des villes, parce que c'est justement sur ce plan que la réaction calomnie le plus notre Parti auprès des masses laborieuses des villes et des campagnes. Notre Congrès et le programme qu'il adoptera seront la meilleure réponse aux calomnieurs et la preuve évidente pour nos paysans travailleurs et les autres petits producteurs que toutes les histoires d'une collectivisation forcée ou d'une pression pour qu'ils renoncent à leur exploitation individuelle ou à leur atelier, sont de purs mensonges, dont le but est de briser l'alliance des ouvriers, des paysans laborieux et des autres travailleurs de notre pays. Le PCY ne pense pas et n'a jamais pensé imposer de force les nouvelles formes socialistes aux paysans travailleurs et autres

— 78 —

petits producteurs. **Le pouvoir populaire les aidera dans leurs exploitations individuelles et dans leurs ateliers individuels, mais nous sommes convaincus que leur propre expérience les conduira fermement sur la voie du socialisme.** C'est en vain que les forces de la réaction espèrent pouvoir briser par des calomnies l'alliance des ouvriers, des paysans laborieux et des autres travailleurs des villes et des campagnes. Au contraire, chaque pas en avant dans l'édification socialiste signifiera le renforcement de cette alliance.

V. — LA LUTTE DU PCY POUR LA MOBILISATION DES MASSES DANS L'EDIFICATION DU SOCIALISME ET POUR LA CONSOLIDATION DES ORGANISATIONS DES MASSES.

Nous rencontrerons encore de nombreuses difficultés au cours de notre édification socialiste. Elles proviennent de la pression impérialiste extérieure, de l'acuité de la lutte de classes dans le pays, du fait que la Yougoslavie est un pays relativement arriéré, du fait qu'en Yougoslavie, le socialisme est édifié par des hommes qui viennent d'être libérés du joug capitaliste et portent encore en eux les stigmates de cette ancienne société. Enfin, ces difficultés proviennent des nombreuses erreurs et omissions que nous commettons dans la mise en œuvre de la ligne du Parti et de la direction de l'Etat.

Ce n'est qu'à une seule condition que ces difficultés pourront être surmontées à l'avenir comme elles le furent dans le passé : à condition de continuer à savoir mobiliser les larges masses populaires dans la lutte pour le socialisme ; à condition que les masses comprennent la justesse de cette politique ; à condition que cette politique ne soit ni en avance ni en retard sur la conscience des masses ; à condition de leur expliquer patiemment chaque mesure que prend le pouvoir populaire dans la voie du socialisme et qu'à chaque pas, les masses se convainquent par leur propre expérience que chez nous les actes sont conformes aux paroles. C'est à ces seules conditions que les masses laborieuses continueront à participer activement à la lutte pour le socialisme et contre les restes du système capitaliste en faillite, surmontant toutes les difficultés qui se dressent sur la voie du socialisme.

Nous avons, par conséquent, devant nous les deux tâches suivantes :

1. Lutte implacable partout et dans tous les domaines contre toutes les méthodes bureaucratiques ou autres qui ne tiennent pas compte de la nécessité d'attirer les masses ou qui, dans un sens ou un autre, freinent la mobilisation des masses pour la construction du socialisme ;

2. Développement et renforcement général du travail politique

— 80 —

chez les masses, explications des mesures, lois et textes, afin d'élever sans cesse et de développer la conscience des masses laborieuses.

Dans la réalisation de ces tâches le rôle principal incombe aux organisations de masse du peuple travailleur. C'est pourquoi je parlerai un peu plus longuement des tâches et des lacunes dans notre travail concernant ces organisations.

1. — Le Front populaire

Notre Front populaire a une histoire glorieuse. Au cours de la guerre de libération nationale, et sur l'initiative et sous la direction du Parti communiste, il s'est développé en une large organisation du peuple et il est devenu l'organisation de base de la mobilisation des masses pour la lutte contre l'occupant. Sous des noms et formes diverses, mais avec le même contenu, le Front populaire a unifié dans la lutte contre les asservisseurs fascistes et les traités les masses de notre pays, sur les territoires occupés aussi bien que sur les territoires libérés. Dans la lutte sanglante contre l'ennemi, les différenciations politiques et idéologiques devenaient de moins en moins importantes pour la plupart des membres du Front populaire. Autour du Parti communiste un noyau du Front populaire se forma se renforçant de plus en plus, qui signifiait l'alliance de la classe ouvrière et des autres masses laborieuses, en premier lieu la paysannerie laborieuse.

Trois principes fondamentaux ont joué un rôle de premier plan dans le développement du Front populaire (je ne me servirai que de ce nom, afin d'éviter la répétition de toutes les appellations sous lesquelles notre Front populaire actuel s'est développé dans nos diverses régions) :

1. Les membres et les organisations du Front populaire étaient tenus de participer activement à l'insurrection nationale de libération, ainsi que de travailler de toutes leurs forces à la consolidation de l'armée de libération nationale de la Yougoslavie. Sur ce principe, nous avons dénoncé les phraseurs, les capitulards et les traîtres camouflés qui parlaient d'une manière et agissaient d'une autre, ceux qui, en paroles étaient contre l'occupant et, en réalité, l'aidaient. L'application de ce principe a démasqué la réaction qui a trahi et qui avait peur du peuple en armes, plus que de tout autre chose.

2. Notre Parti a toujours lutté afin que le Front populaire ne soit pas une simple coalition de partis et groupes politiques pouvant se désagréger à chaque instant. Dans la guerre il était nécessaire que les masses s'unifient solidement dans les organisations uniques du Front populaire sans être tiraillées par les antagonismes de partis.

Cette politique de notre Parti fut victorieuse à travers toute la guerre. Cela ne veut pas dire que notre Parti écartait l'alliance sous forme de coalition. Au contraire, notre Parti est entré dans des coalitions, pendant la guerre et même après. Mais, dans aucune phase de la guerre de libération ni du développement d'après guerre, ces formes de coalition n'ont joué un rôle primordial, pas plus qu'elles n'impliquaient l'abandon du principe de l'unité des masses dans les organisations du Front. Les formes de coalition facilitaient l'unification des masses populaires à la base, elles élargissaient la base de masse du Front populaire. Dans ces conditions, les éléments antipopulaires ont été promptement démasqués et, quand ils ont été écartés du Front, les masses populaires ne les ont pas suivis.

3. Le Parti a toujours lutté, et cela ouvertement et publiquement, pour que la classe ouvrière et le Parti communiste tiennent le rôle dirigeant dans l'insurrection nationale de libération. Jamais notre Parti n'a dissimulé cette politique. Au contraire, il disait aux masses laborieuses que le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du Parti communiste était la condition première de la victoire de l'insurrection nationale, car, hors le PCY, il n'existait aucune autre force qui aurait pu dans cette lutte unir les peuples de Yougoslavie, les masses laborieuses. D'innombrables documents, du premier au dernier jour de la guerre de libération le disent : les Résolutions des premières et seconde Sessions de l'AVNOJ, ainsi que les résolutions des Assemblées nationales de libération, sans compter les documents du Parti et les articles des cadres dirigeants du PC.

Ce sont là les trois principes fondamentaux pour lesquels notre Parti a lutté pendant la formation et le développement du Front populaire. Grâce à cela, nous sommes sortis de la guerre avec un Front populaire puissant qui rassemblait et reliait l'immense majorité des masses laborieuses, fortement unies autour de la classe ouvrière et de notre Parti.

Le développement intérieur du Front populaire reflète en réalité le développement de notre révolution nationale. Plus la trahison de la bourgeoisie devenait évidente, plus notre révolution nationale passait des formes démocratiques générales aux formes socialistes, et plus les éléments antipopulaires, les spéculateurs politiques et tous ceux qui étaient liés au système capitaliste quittaient le Front populaire. Le départ de ces éléments ne faisait que renforcer le Front populaire.

C'est justement ce que les critiques de notre Parti n'ont pas vu. Ne tenant pas compte du caractère et du développement de notre révolution, ils n'ont pas pu voir le véritable caractère de notre Front populaire. Ils ne voient pas de différence entre notre Front populaire — qui est l'alliance du peuple travailleur — et les Fronts populaires

dans certains autres pays, formés sur la base d'une coalition des partis politiques. Ils voient le même nom et ne voient pas la différence de fond, la différence d'essence. Ils voient qu'il y a dans notre Front populaire quelques partis politiques mais ils ne se demandent pas ce qu'ils représentent ni combien ils ont changé de caractère et de rôle. Ils ne distinguent pas l'essentiel du secondaire. Certes, dans notre Front populaire il y a encore des individus issus de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie rurale, etc., mais cela est sans importance. Ils sont là individuellement, s'étant déclarés pour la politique du Front populaire. S'ils ne sont pas sincères et s'ils agissent autrement qu'ils ne parlent, ils y sont démasqués, et nous les démasquerons encore dans l'avenir. Il est parfaitement évident que des ennemis s'infiltrèrent dans le Front populaire. La lutte conséquente de notre Parti pour les découvrir se renforcera toujours plus à l'avenir. Par conséquent, l'essentiel dans le Front populaire est qu'il constitue une large organisation politique de l'union du peuple travailleur, avec la classe ouvrière à sa tête, et sous la direction du Parti communiste.

Il faut souligner ici que le Front populaire n'a pas toujours été tel qu'il est actuellement. Il l'est devenu grâce à la politique juste du Parti communiste, grâce au fait qu'il a toujours eu pour but d'amener le développement du Front populaire au rassemblement compact de tous les travailleurs autour de la classe ouvrière, à l'alliance du peuple travailleur, qui sera — avec la classe ouvrière à sa tête — la force motrice de l'édification du socialisme. Cette politique du Parti a obtenu une victoire complète. Aujourd'hui, notre Front populaire mobilise réellement les plus larges masses populaires pour la lutte pour l'édification socialiste.

Dans cette lutte s'accomplit journallement le rapprochement entre les membres du Parti communiste et ceux du Front populaire. Mais ce rapprochement ne se fait pas sur la base de la « dilution » du Parti communiste, mais sur la base d'un relèvement politique et idéologique progressif des masses du Front populaire, que le Parti éduque pour en faire des constructeurs conscients du socialisme. C'est pourquoi une telle organisation, en liant étroitement et quotidiennement les masses des paysans laborieux et autres travailleurs avec la classe ouvrière, facilite au Parti la réalisation de son rôle dirigeant. Une telle organisation permet au Parti d'élever la conscience des masses laborieuses, alliées de la classe ouvrière. Enfin, dans le développement ultérieur de notre édification socialiste et du Front populaire lui-même, cette organisation facilitera le processus du refoulement des restes idéologiques qui sont le reflet du vieux système capitaliste dans l'esprit des masses. Pour toutes ces raisons, nous considérons le Front populaire, tel qu'il s'est développé dans notre pays, comme une énorme conquête de la guerre de libération natio-

rale et de notre révolution, comme un instrument extrêmement puissant et efficace dans l'organisation de la lutte pour le socialisme.

Dans l'édification du socialisme en Yougoslavie, le Parti communiste est resté fidèle à ceux de ses alliés de la grande guerre de libération nationale qui eux-mêmes lui sont restés fidèles, qui, instruits par les dures expériences du passé, désiraient sincèrement la création d'une Yougoslavie nouvelle, démocratique et populaire, et qui, à toutes les phases du développement de la Yougoslavie nouvelle, depuis la libération jusqu'à présent, ont toujours et constamment défendu les conquêtes de la guerre de libération contre toutes les attaques de la réaction intérieure et extérieure. Cette alliance se consolide dans le processus de l'élimination des éléments spéculateurs fortuits qui, au jours de la victoire, se sont accrochés au char du Front populaire, espérant le retenir et le tirer en arrière.

A ce propos, je voudrais souligner encore un côté de cette question. Le Parti communiste détient le rôle dirigeant dans le Front populaire parce qu'il incarne les aspirations de la classe sociale la plus avancée, la classe ouvrière, parce qu'il s'inspire de l'idéologie et de la science de cette classe, la science du marxisme-léninisme. Cependant, ces faits historiques et sociaux ne suffisent pas par eux-mêmes à ce que le Parti soit vraiment la force dirigeante dans le Front populaire. Ce rôle dans le Front, le Parti doit le développer non pas en commandant, mais en gagnant la confiance des masses par son activité. Dans toutes les organisations de masses, et d'autant plus dans le Front populaire, la politique du Parti communiste de Yougoslavie est placée sous le contrôle et la critique directs des masses laborieuses.

Notre Parti s'est acquis la confiance des masses, surtout parce que celles-ci se sont rendu compte par leur propre expérience que le Parti, sinon toujours, du moins dans l'essentiel et dans la majorité des cas, a prévu et déterminé avec justesse les tâches et les mesures correspondantes. C'est ainsi que se réalise le rôle dirigeant de notre Parti dans le Front populaire.

Enfin, je voudrais souligner le fait que le Front populaire, justement en raison de ses liens d'organisation, surmonte plus facilement les hésitations périodiques de certaines couches du peuple travailleur. Ceci concerne surtout les campagnes. Il ne fait également aucun doute que la forme d'une organisation politique telle que le Front populaire facilite beaucoup chez nos masses, habituées aux organisations politiques et actives politiquement, la désagrégation des vestiges d'organisation des anciens partis réactionnaires. C'est en tout cela que consiste l'immense rôle du Front populaire.

Je passe aux tâches concrètes à entreprendre pour le développement et la consolidation du Front populaire. Ces tâches se sont en

bien des points essentiellement modifiés au cours de ces deux dernières années. Immédiatement après les hostilités, nous avons donné au Front populaire des tâches qui se rapportaient tout d'abord au torpillage politique des positions de la réaction dans les masses. A cette phase du développement du Front populaire répondait également l'ancien programme d'action du Front qui, certes, est périmé maintenant et ne répond plus ni à la structure actuelle, ni aux tâches du Front populaire. Aujourd'hui les tâches essentielles du Front populaire se trouvent, en réalité dans la ligne de la mobilisation des masses pour l'édification du socialisme, dans la ligne de leur éducation pour le socialisme. Dans cette période les tâches du Front populaire sont triples :

1. Activité politique dans les masses ; expliquer les tâches et les voies de notre édification socialiste, les tâches de la lutte contre les restes de la réaction ; expliquer les mesures concrètes du pouvoir populaire dans l'édification du socialisme ; faire échec aux calomnies et aux intrigues des ennemis ; dénoncer les éléments réactionnaires qui se sont infiltrés dans les organisations du Front pour cacher leur vrai visage et pour y exercer leur influence sur les hésitants ; expliquer la situation politique internationale et dénoncer les manœuvres de la réaction impérialiste et des fauteurs de guerre ; élever la conscience politique des masses et les éduquer dans l'esprit de l'édification socialiste ; développer largement, mais sur la base du libre consentement, l'étude du marxisme-léninisme, de notre lutte de libération nationale, l'étude des problèmes de notre reconstruction et de la politique internationale ; mener une politique active contre les actions des ennemis du socialisme, contre l'hésitation de certaines couches du peuple travailleur, etc.

2. Mobilisation des masses pour l'édification socialiste ; développer une large initiative des masses dans ce sens ; développer les actions de travail des masses ; établir des plans locaux en collaboration avec les comités populaires et avec toutes les organisations de masses ; les travaux locaux du Front ; l'aide aux coopératives ; la lutte pour la réalisation des plans agricoles et pour le progrès de l'agriculture, etc.

3. Participation générale des masses aux travaux des organes locaux du pouvoir populaire et le développement de la critique parmi les masses laborieuses ; une critique saine par l'intermédiaire des organisations de masses, portant sur le travail des organes de l'Etat, des institutions économiques et sociales, etc. ; participation des masses au contrôle de l'exécution des diverses tâches de l'appareil administratif ; inspection populaire dans le secteur de l'administration d'Etat qui sert directement à l'approvisionnement quotidien de la population laborieuse ; contrôle des magasins de commerce, des ate-

— 85 —

liers, des cantines et autres restaurants, des hôpitaux, des foyers d'enfants, etc. ; participation du Front populaire à la formation de diverses commissions et à l'établissement de plans locaux et d'arrondissement ; participation à l'organisation de meetings d'électeurs, de réunions de membres des comités, de conférences sur diverses questions, de discussions des tâches en cours des comités populaires et de leurs travaux en général ; lutte contre toute tentative d'étouffer la critique saine, car les masses populaires doivent influencer sur l'activité des organes du pouvoir populaire surtout par l'intermédiaire des organisations du Front et autres organisations de masses, etc.

Tel est donc dans ses grandes lignes et sans entrer dans les détails l'ensemble des tâches principales du Front populaire, sans parler des problèmes d'organisation dont il a déjà été question ici. Ce sont des tâches qui portent nettement la marque de la phase actuelle de notre édification socialiste. Au cours de la réalisation de ces tâches, notre Front populaire sera réellement une école pour les larges masses populaires dans l'édification socialiste.

Pour pouvoir exécuter ces tâches avec succès, il est nécessaire d'éliminer une série de lacunes dans notre travail dans le Front populaire. Nous avons toujours à ce point de vue, dans beaucoup d'organisations, un mélange d'opportunisme et de sectarisme. D'une part, nous voyons apparaître de nombreux cas de comportement conciliant à l'égard des éléments hostiles qui se sont infiltrés dans le Front populaire et, d'autre part, le sectarisme entrave souvent une plus grande activité des sans-parti dans le Front populaire. Dans certaines organisations du Parti, des rapports bureaucratiques se sont introduits à l'égard des organisations du Front, et elles tendent à remplacer les méthodes de persuasion par des ordres administratifs. Cela concerne surtout les actions de travail et autres du Front populaire. Il est arrivé fréquemment que certaines organisations du Parti ont négligé le travail sur le plan du Front populaire. On distingue facilement ces organisations par le fait que leur faible activité concernant le développement du Front populaire a pour conséquence des insuffisances sur tous les autres secteurs de notre lutte.

Il est clair qu'une lutte permanente contre de telles tendances et de telles fautes dans notre travail au sein du Front est la condition première du succès dans ce domaine de notre travail.

2. — Les Syndicats

Le mouvement syndical dans notre pays possède une glorieuse tradition. Même à l'époque où, dans les syndicats de classe, les postes dirigeants étaient aux mains des sociaux-démocrates et des

— 86 —

opportunistes, notre Parti possédait de telles positions dans la majorité des organisations qu'il a pu en faire une forge de cadres révolutionnaires ouvriers. Dans le mouvement syndical se sont formés sans cesse de nouveaux cadres du Parti et du mouvement ouvrier en général. Dans le mouvement syndical, le Parti a éduqué la classe ouvrière, élevé sa conscience révolutionnaire et forgé son unité. C'est avant tout cette liaison de notre Parti avec le mouvement syndical qui a acquis au Parti la confiance de la majorité de la classe ouvrière et lui a permis d'en isoler les leaders sociaux démocrates. Cette liaison fut aussi un des facteurs principaux qui ont permis à la classe ouvrière d'accomplir, à l'époque du mouvement de libération nationale, sa tâche révolutionnaire historique, en se plaçant à la tête de l'insurrection nationale de libération et en la développant dans le sens de la révolution socialiste. Les cadres ouvriers se sont forgés dans le feu de la lutte de classes avant la guerre, dans la lutte contre la réaction capitaliste, contre l'opportunisme et le réformisme social-démocrate, ils sont devenus les premiers organisateurs de nos détachements de partisans, de notre pouvoir populaire, les organisateurs de la lutte implacable et des innombrables actions à main armée contre l'occupant sur le territoire envahi. Les ouvriers conscients furent le noyau de nos unités militaires, en particulier au début, lorsque, les premiers, ils donnèrent l'exemple comment il fallait combattre. C'est sur de tels cadres que s'appuya notre organisation de Parti sur le territoire occupé, à l'arrière de l'ennemi, menant une lutte héroïque et glorieuse contre la terreur exercée par l'occupant, élevant l'esprit révolutionnaire de l'insurrection dans toutes les régions du pays.

Les syndicats de classe ont commencé à se reconstituer immédiatement après la libération de Belgrade. Il est parfaitement clair que l'unité de la classe ouvrière, sous la direction du Parti communiste, s'était extrêmement renforcée au cours de la guerre et que les officines de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière qui morcelaient le mouvement ouvrier avant la guerre, étaient défaits. Défaits avant tout, les leaders sociaux-démocrates, dont une partie était entrée au service de l'occupant, tandis que l'autre partie, (surtout en Slovaquie), avait opté, au cours de la guerre, pour l'insurrection nationale, se joignant aux communistes. Ce fait explique qu'aux premiers jours de la libération, le mouvement syndical d'avant guerre, morcelé en plusieurs organisations, ait pu être remplacé par un mouvement syndical unifié groupé autour du Parti communiste. Fondés sur le principe industriel, les syndicats unifiés ont liquidé l'ancien morcellement corporatif des organisations syndicales, ils ont uni les travailleurs manuels et intellectuels en une organisation et les ont mobilisés pour l'édification du pays, du socialisme. Les syndicats unifiés ont joué un rôle décisif dans la période de la reconstruction, immédiatement

— 87 —

après la guerre, lorsqu'il fallait, pour ainsi dire avec les mains vides relever des ruines les usines, les transports, etc.

Le rôle des syndicats dans le nouvel Etat socialiste est, bien entendu, essentiellement différent de celui qu'ils remplissaient dans l'ancien Etat capitaliste. Dans un Etat capitaliste, les syndicats de classe sont une organisation de lutte de classes, qui combat par tous les moyens pour l'amélioration immédiate de la vie de la classe ouvrière, qu'elle éduque dans cette lutte, dont elle élève la conscience révolutionnaire et qu'elle prépare pour la bataille définitive contre la bourgeoisie.

Cependant, dans les conditions de la Yougoslavie nouvelle, après la nationalisation de l'industrie et par suite de la rapidité de l'édification socialiste, la classe ouvrière n'est plus une classe de prolétaires désarmée qui doit mener quotidiennement une lutte économique et politique pour une meilleure part de pain. Aujourd'hui, alliée aux autres masses laborieuses, cette classe détient le pouvoir et la majeure partie des moyens de production. Son avenir dépend en premier lieu d'elle-même, de son travail, de ses liens avec les autres travailleurs, de la mobilisation de tous les travailleurs dans l'édification socialiste. Dans ses efforts, la classe ouvrière doit vaincre de nombreuses difficultés objectives ainsi que la résistance acharnée dans le pays même, des forces réactionnaires défaites du capitalisme, et la pression de l'impérialisme étranger.

C'est donc là la tâche primordiale de la classe ouvrière dans la période de l'édification socialiste. En l'exécutant, elle résout en même temps le problème de l'amélioration de ses conditions de vie et de la création de bases matérielles pour l'élévation constante du bien-être économique.

De là découlent aussi les tâches actuelles de nos syndicats. Ceux-ci sont une organisation massive de la classe ouvrière dirigeante. Ils sont par conséquent le plus fort pilier du pouvoir populaire et du Front populaire. Dans l'Etat socialiste, dit le camarade Staline,

« ... les syndicats... sont l'organisation englobant toute la classe ouvrière qui domine chez nous. Ils sont l'école du communisme. Ils donnent le meilleur de leurs hommes pour le travail de direction dans toutes les branches d'administration. Ils assurent la liaison entre les éléments avancés et les éléments arriérés de la classe ouvrière. Ils unissent les masses ouvrières à l'avant-garde de la classe ouvrière. »
(Questions du léninisme.)

Le rôle le plus important des syndicats est dans le secteur de l'édification économique. Ils sont les organisateurs directs de la lutte de la classe ouvrière pour l'accroissement de la production, pour le relèvement de la productivité du travail, pour le développement

des forces productives, pour l'application la plus juste de la politique du Parti dans les questions d'organisation économique. Par l'intermédiaire des syndicats, les masses laborieuses participent directement et sous diverses formes à la gestion de l'économie.

Par conséquent, la tâche des syndicats dans les nouvelles conditions est de développer un nouveau rapport de la classe ouvrière et des masses laborieuses en général à l'égard du travail, d'organiser l'émulation socialiste et de développer le travail de choc, la rationalisation et l'innovation, de lutter pour la discipline dans le travail, pour une meilleure qualité du travail, pour la sauvegarde du bien public, de lutter contre l'incurie et le gaspillage, contre les absences au travail, la négligence et toutes les manifestations négatives, d'expliquer, enfin, aux masses laborieuses que cette lutte est dans leur propre intérêt qu'elle est leur propre lutte.

Ensuite, les organisations syndicales doivent journalièrement lutter pour un système juste des salaires, pour une rétribution équitable ; elles doivent lutter pour la réalisation de tous les droits qui appartiennent aux ouvriers dans un Etat du peuple travailleur, et contre toutes les déformations et les restrictions bureaucratiques de ces droits. Se préoccuper du travailleur et de sa famille, qu'il soit au travail, en congé ou malade, s'occuper de son logement, s'intéresser à ses conditions de vie. Voilà les tâches quotidiennes des organisations syndicales.

Les syndicats doivent encore lutter pour assurer un travail régulier dans les entreprises, pour écarter toutes les lacunes qui entravent le processus de la production et l'accomplissement du plan. A vrai dire, ils ne peuvent pas se mêler directement à l'activité de la Direction de l'entreprise, qui est responsable du travail de l'entreprise, mais ils sont tenus de signaler à cette administration toutes les fautes qui entravent la production et de l'aider à les liquider. Les syndicats doivent également être les initiateurs des consultations sur la production et de l'activité des travailleurs en vue d'une meilleure organisation de la production.

Les syndicats doivent encore veiller au relèvement technique, politique, idéologique et culturel de l'ouvrier. Ils doivent éduquer les masses laborieuses en vue de leur participation à l'administration de l'Etat, à l'économie, à la vie culturelle du pays. Ils doivent être une « école de direction, une école de gestion, une école du communisme » (Lénine, t. XXIV, p. 63-64). Ils doivent relier les masses laborieuses au Parti communiste. Ils doivent éduquer la classe ouvrière en vue des tâches de l'édification socialiste, organiser l'étude de la théorie marxiste-léniniste. La tâche de nos syndicats est également de développer les rapports multiples avec les mouvements syndicaux des autres pays, surtout de l'U.R.S.S. et des pays de démo-

— 89 —

cratie populaire, ainsi que le travail de consolidation de la solidarité internationale de la classe ouvrière.

Nos syndicats ont jusqu'à présent exécuté ces tâches avec succès et ils ont remporté de grandes victoires. En organisant la classe ouvrière dans la lutte pour la rénovation du pays et la reconstruction socialiste de l'industrie et des autres branches de l'économie, dans la lutte pour l'exécution du Plan quinquennal et l'édification socialiste, les syndicats ont joué un rôle décisif.

Cependant, des difficultés, des imperfections sérieuses et des faiblesses se sont fait jour dans notre travail syndical. Je voudrais parler ici de quelques unes d'entre elles.

Nos cadres syndicaux ont en général bien compris le rôle organisateur des syndicats dans la production. Cependant, au cours de l'exécution des tâches économiques et d'organisation au sein des syndicats, ces cadres vont souvent à l'extrême. Pour exécuter ces tâches, ils en oublient d'autres, aussi importantes, telles que les soins pour les ouvriers, la lutte pour de meilleures conditions de vie et le travail d'éducation politique des masses ouvrières. Nombreux sont les cas où l'on qualifie de « social-démocratie » et d'opportunisme de justes revendications ouvrières qui pourraient être satisfaites avec un peu d'efforts, malgré les difficultés objectives. De telles tendances sont complètement erronées et fort nuisibles à notre édification socialiste et à notre mouvement syndical. Elles détournent les travailleurs de leurs syndicats et désorientent leur initiative. Si nous ne leur barrons pas énergiquement la route, ces tendances aboutiraient à la séparation des syndicats d'avec les masses, des cadres dirigeants syndicaux d'avec les masses ouvrières de base, et surtout de la partie la plus arriérée et hésitante d'entre elles.

Ces fautes sont funestes chez nous surtout aujourd'hui quand on incorpore à notre production une masse de nouveaux ouvriers venant des campagnes, ouvriers dont l'esprit de classe est peu développé et qui sont encore imbus des anciennes conceptions du travail, des rapports envers l'Etat et l'usine, etc.

Par conséquent, en luttant pour une meilleure exécution des tâches de la production, pour de plus grands résultats dans notre économie et pour une juste application de la politique du Parti et de la direction de l'Etat dans la production et dans l'économie en général, nos syndicats doivent avant tout ne pas oublier deux choses :

1. La nécessité d'expliquer continuellement le sens politique des tâches qui se posent à la classe ouvrière en ce qui concerne la production, et de montrer les liens étroits qui existent entre le rythme rapide de notre édification socialiste et les intérêts indivi-

— 90 —

duels de nos ouvriers et des autres travailleurs, au point de vue de leurs conditions de vie.

2. Le devoir de lutter contre le bureaucratisme chez nos organes économiques et administratifs, dans la solution des questions concernant les conditions de vie des masses ouvrières ; de s'efforcer en cela de faire tout ce qui est possible dans les circonstances actuelles. Les ouvriers doivent sentir dans leur travail quotidien que leur organisation syndicale se préoccupe d'eux. L'organisation syndicale doit prendre elle-même l'initiative à propos des mesures à prendre en vue d'améliorer les conditions de vie des masses laborieuses.

Mais il faut souligner en même temps que dans beaucoup d'organisations syndicales, de nombreux restes des conceptions social-démocrates et opportunistes se manifestent encore, d'une part, dans la résistance contre l'accomplissement du Plan, contre les normes et contre l'émulation, et, d'autre part, dans les exigences exagérées concernant les salaires. Ces opportunistes ne veulent pas voir où sont les vrais intérêts de la classe ouvrière. Ils veulent se donner le rôle de « militants pour une vie meilleure », afin de s'attacher les travailleurs hésitants et les détourner de la lutte opiniâtre pour l'exécution du plan. Il est clair que cette négligence de la discipline du travail a pour conséquence un soutien insuffisant aux rationalisateurs et aux innovateurs, un comportement incorrect et même hostile à l'égard de la direction de l'entreprise, à l'égard de l'émulation. Une telle attitude signifie faire des concessions à la partie la plus arriérée de la classe ouvrière.

Néanmoins, il suffit d'examiner la biographie de ces « militants pour de meilleures conditions économiques de l'ouvrier » pour distinguer nettement les motifs de leur façon d'agir. Naguère, sous l'enseigne social-démocrate ou quelque enseigne semblable, ils ont servi la bourgeoisie en cherchant à briser la lutte économique et politique de la classe ouvrière pour de meilleures conditions de vie ; aujourd'hui, ils essaient de servir les vestiges des mêmes réactionnaires capitalistes en portant l'incertitude et l'hésitation dans la classe ouvrière, en profitant des difficultés économiques contre lesquelles lutte notre jeune Etat socialiste.

Dans l'activité de certaines organisations syndicales, s'infiltré également un style administratif du travail, comme si les syndicats étaient des administrations d'Etat dont la fonction est de donner des ordres et des directives. Cela concerne en particulier certains organes syndicaux supérieurs.

Il n'est pas de plus grand danger pour les organisations syndicales. Si on introduit un tel système de travail, les syndicats cesseront d'être les organisateurs et les mobilisateurs des masses ouvrières.

res, résolvant de concert avec elles les problèmes quotidiens, agissant au milieu d'elles. La source de ces erreurs est avant tout dans le développement insuffisant du démocratisme au sein des organisations syndicales, dans l'insuffisance du travail avec les masses, dans la sous-estimation et le mépris de la critique venant de la base, des ouvriers eux-mêmes, dans une participation insuffisante des ouvriers et employés à l'activité quotidienne des syndicats, à la solution des questions en cours, dans le peu d'activité dans l'éducation des femmes ouvrières, etc. Il faut énergiquement éliminer ces lacunes et ces erreurs. Il faut combattre opiniâtrement les tendances de certains camarades qui identifient la direction et le commandement.

Parmi nos insuffisances dans le travail syndical il faut noter aussi les rapports incorrects des organes de l'administration d'Etat avec les syndicats et envers leur activité. Chez bon nombre d'employés et de chefs d'entreprise et de direction, il existe, dans les rapports avec les syndicats, des vestiges de vieilles conceptions capitalistes. Ils n'entraînent pas suffisamment les syndicats à résoudre les problèmes du travail en cours, il ne les consultent pas et n'offrent pas aux syndicats une aide matérielle suffisante dans leurs travaux. Ils ne demandent aux syndicats que de les aider dans la réalisation du Plan. Bien entendu, une telle attitude peut pousser les fonctionnaires syndicaux moins trempés à entrer en « lutte » avec la direction. En outre, un tel comportement gêne l'activité des syndicats dans la lutte contre les errements, les irrégularités et les lacunes qui entravent le développement du processus de la production. Nombre d'organes dirigeants de l'économie n'informent pas les syndicats des mesures en préparation pour l'accomplissement du Plan, ils ne les informent pas de la situation dans les diverses branches économiques, de sorte que les syndicats, de leur côté, ne sont pas capables de mener à bien l'exécution des tâches posées. Il faut particulièrement souligner qu'il existe encore de nombreux organes de l'économie d'Etat qui, malgré tous les avertissements des organisations syndicales, ne consacrent pas suffisamment d'attention au ravitaillement des ouvriers, à la question du logement, des gratifications, etc. Ces dirigeants de l'économie sont de mauvais dirigeants.

La coopération entre les syndicats et la direction des entreprises pour l'élaboration des plans est encore insuffisamment développée. Dans les entreprises mêmes, il faut donner aux ouvriers la possibilité de participer à l'élaboration de plans concrets concernant leur secteur, afin que, de leur côté, ils puissent développer l'initiative sous la forme de mesures de rationalisation, des plans convergents, etc.

— 92 —

Il y a des organisations du Parti qui, par leur activité et leurs rapports défectueux avec les syndicats, freinent le développement régulier de ceux-ci et causent ainsi beaucoup de dégâts dans le travail des organisations syndicales. Certaines organisations du Parti ne se préoccupent pas assez de l'activité des syndicats, d'autres se sont tout bonnement arrogé le droit de résoudre toutes les questions syndicales en cours, et ont transformé l'organisation syndicale en leur organe exécutif. Il faut lutter constamment et quotidiennement contre ces sortes d'erreurs car elles ne font qu'affaiblir les liens qui unissent la classe ouvrière à son avant-garde. Nos organisations du Parti doivent veiller avec vigilance à ce que la ligne du Parti soit appliquée dans les syndicats, et, en même temps, elles doivent écouter la voix des masses ouvrières dans les organisations syndicales, et y développer la critique et l'initiative dans tous les domaines. Dans ce sens, nos organisations du Parti doivent toujours considérer que nos syndicats sont l'école du communisme, où sont formés les nouveaux cadres, non seulement les cadres des syndicats, mais aussi du Parti et de l'administration de l'Etat.

3. — Les organisations de la Jeunesse.

Le mouvement progressiste des Jeunes, qui s'est développé avant la guerre avec le SKOJ (Union des Jeunesses Communistes de Yougoslavie) à sa tête et sous la direction du Parti communiste, englobe des milliers de jeunes ouvriers, paysans et étudiants. Le SKOJ est devenu l'avant-garde et l'organisateur de la lutte menée par la jeunesse progressiste et patriote de notre pays contre le danger fasciste. Il a organisé la jeunesse dans la lutte pour la défense du pays, pour sa démocratisation et pour une vie meilleure. C'est pourquoi il n'est pas fortuit que, lorsque le Parti communiste appela le peuple à la lutte armée contre l'occupant, notre jeunesse se trouva aux premiers rangs du combat, soit dans les unités partisans, soit dans les actions de diversion et les actions armées dans les villes. L'histoire dira qu'aux jours les plus pénibles, la jeunesse a dignement et glorieusement rempli son devoir envers son peuple.

Au cours de la guerre sont apparues de nouvelles formes d'organisation de notre jeunesse. Pour élargir le plus possible le mouvement de jeunesse fut formée en décembre 1942, l'Union de la Jeunesse Antifasciste Unifiée de Yougoslavie, — USAOJ, — et, dans les unités fédérales, des Unions nationales de la jeunesse antifasciste. L'USAOJ était une vaste organisation antifasciste de la jeunesse qui, sans distinctions politiques ou religieuses, voulait lutter contre les occupants fascistes et les traîtres. Le noyau et l'organisateur

de l'USAOJ fut le SKOJ, dans lequel étaient rassemblés les meilleurs parmi les jeunes, les meilleurs combattants.

Les grandes victoires du mouvement de Libération nationale se sont profondément et puissamment reflétées dans la jeunesse. Dans un élan général, des centaines de milliers de jeunes gens et jeunes filles ont adhéré à l'USAOJ. Après la libération, un puissant élan travailleur pour la reconstruction du pays entraîna les plus larges masses des jeunes. Les bataillons et les brigades de travail englobèrent quelques centaines de milliers de jeunes. Outre la participation à la reconstruction des maisons, des ponts, des routes et des voies ferrées, les jeunes accomplirent, en 1945, une série de travaux importants. L'émulation est devenue le système de travail de la jeunesse.

Dans un travail politique et éducatif continu, dans la lutte contre les actions menées par les ennemis de la Yougoslavie nouvelle, dans les actions de travail ininterrompues pour la reconstruction du pays, l'USAOJ s'est renforcé politiquement, il a affermi son organisation et son unité intérieure s'est constamment consolidée. Au III^e Congrès, en 1946, l'USAOJ a pris le nom de « Jeunesse populaire de Yougoslavie » afin d'exprimer plus fortement le nouveau contenu de son activité et les nouvelles tâches des organisations de la jeunesse dans les nouvelles conditions sociales et économiques, compte tenu des perspectives de leur développement.

L'année 1946 est l'année d'un puissant élan de travail de la jeunesse, de ses nouveaux succès dans le relèvement du pays. Les engagements de travail deviennent le nouveau système et la caractéristique fondamentale de la jeunesse dans la reconstruction. La force de la Jeunesse populaire s'accrût tellement qu'en 1946 elle pu prendre l'engagement d'accomplir une œuvre telle que la Voie ferrée Brtchko-Banovitchi; en 1947, la construction de la ligne Chamata-Sarajevo et en 1948, l'autostrade de la « Fraternité et Unité », Belgrade-Zagreb.

En dehors de ces actions, la jeunesse participe à la réalisation du plan de production en développant l'émulation, en organisant des brigades de production, en formant en masse de nouveaux cadres spécialisés pour notre économie. Dans le seul cours de l'année dernière, 25.000 jeunes sont entrés dans l'industrie, après avoir acquis les connaissances techniques fondamentales dans les actions de travail des jeunes.

La Jeunesse populaire a également participé à l'application de la politique de notre Parti et du pouvoir populaire dans les campagnes, au relèvement de notre agriculture, au développement du mouvement coopératif et à l'exécution des tâches en cours dans les campagnes.

Je ne veux pas énumérer toutes les nombreuses actions et les succès de notre jeunesse. Vous les connaissez tous. Par ses travaux la

— 94 —

jeunesse a rendu d'immenses services à la Patrie, aussi bien dans la reconstruction que dans l'édification socialiste. Dans ces actions et avec tout le système de travail éducatif — politique, idéologique, technique, culturel et intellectuel, — nos organisations de la jeunesse, avec le SKOJ en tête, et sous la direction du Parti communiste, ont formé et formeront encore des centaines de milliers de jeunes gens, en faisant d'eux des bâtisseurs du socialisme capables et conscients, des militants aguerris de la transformation socialiste de notre pays. Mais ce n'est pas le seul résultat de ces actions. Elles reflètent un nouveau comportement des masses à l'égard du travail elles ont contribué à introduire et à développer les formes socialistes d'organisation du travail dans notre pays, elles ont élevé la conscience et la foi en leurs propres forces, non seulement dans la jeunesse mais aussi dans l'ensemble de nos masses laborieuses. De nombreuses formes de travail de notre jeunesse ont commencé à prévaloir dans nos usines, nos chantiers et nos autres travaux. Notre jeunesse a éloquemment démontré par la pratique que le travail dans la société socialiste n'est pas un esclavage pour les travailleurs, mais une forme de développement de leurs énergies et de leurs capacités créatrices dans tous les domaines.

Par son caractère et le contenu de son travail, la Jeunesse populaire est en premier lieu une organisation éducative, une école du socialisme. Toute son œuvre en tant qu'organisation, — sa participation à la reconstruction et à l'édification socialiste du pays, son travail idéologique et politique, l'organisation de l'étude par les masses du marxisme-léninisme, son activité culturelle, intellectuelle et organisatrice, son travail avec les pionniers, son activité en vue de développer la culture physique parmi les jeunes, — tout cela est orienté, et doit l'être, vers l'éducation de la jeunesse dans l'esprit du socialisme.

La Jeunesse populaire de Yougoslavie représente aujourd'hui un type nouveau d'organisation massive et unifiée de la jeunesse révolutionnaire. Elle est aujourd'hui un puissant appui de notre Parti et de notre pouvoir populaire dans l'édification du socialisme.

Compte tenu de ces faits et de l'unité qui caractérise actuellement l'organisation de la Jeunesse populaire, dont le noyau est le SKOJ, il s'agit aujourd'hui de savoir si la co-existence de deux organisations de jeunes, — du SKOJ et de la Jeunesse populaire — est encore nécessaire. Le CC de notre Parti considère qu'une telle nécessité n'existe plus et qu'il faut satisfaire les aspirations de nos masses de jeunes à s'unifier en une Organisation de Jeunesse, c'est-à-dire à faire fusionner le SKOJ et la Jeunesse populaire en une organisation unique sous la direction du Parti communiste. Ce Congrès devra certainement prendre une décision à ce sujet.

— 95 —

Il faut cependant remarquer qu'il y a malgré les succès mentionnés, dans notre travail parmi les jeunes toute une série d'insuffisances qu'il faut corriger pour empêcher que notre mouvement de la jeunesse ne se développe unilatéralement. Il existe parmi nos cadres du SKOJ et de la Jeunesse populaire de sérieuses déviations dans le sens d'une orientation unilatérale vers les actions de travail et l'exécution de tâches concrètes dans l'édification du pays, et presque exclusivement dans le secteur du bâtiment et de l'industrie, tandis que la participation de la Jeunesse au relèvement de l'agriculture est négligée et sous-estimée. Une telle déviation entraîne la négligence et la sous-estimation d'autres tâches non moins importantes, qui se posent à nos organisations de jeunes touchant l'éducation politique et idéologique des cadres, le besoin d'assurer matériellement la jeunesse, la lutte pour sa formation culturelle et technique, etc. Le sens de cette déviation est un praticisme rigide dont l'inévitable conséquence (si l'on ne luttait pas énergiquement pour la liquider) serait l'étouffement progressif de l'élan créateur de travail de notre jeunesse et, dans les actions de travail, le remplacement de l'initiative créatrice de la jeunesse par un fastidieux devoir administratif.

Il faut souligner que ces conséquences se font déjà sentir ici et là. Nos cadres de jeunesse doivent fuir l'esprit d'uniformité et comprendre que les conditions du développement de l'initiative personnelle des jeunes ne se trouvent pas uniquement dans les actions à base de travail manuel, mais dans tous les domaines de notre vie sociale. C'est pourquoi il faut toujours tenir compte des aspirations de la jeunesse et de la nécessité pour les jeunes de se développer au maximum dans le secteur de l'activité qu'ils ont choisi comme tâche fondamentale de leur vie.

Les autres lacunes dans notre travail parmi les jeunes sont : la négligence du travail à la campagne ; l'insuffisance du développement de l'initiative des jeunes gens dans l'agriculture et les coopératives ; l'insuffisance de la participation de la Jeunesse féminine ; l'insuffisance des relations avec les autres organisations de masses, l'insuffisance d'aide mutuelle et de coopération de toutes les organisations avec les organisations des jeunes ; le peu de soins de nombreux organes de notre pouvoir populaire et de notre économie pour les conditions de travail et de vie de notre jeunesse, — ce qui se remarque particulièrement chez les apprentis — ; organisation defectueuse des congés, des loisirs des jeunes, de leur éducation physique et culturelle ; les côtés faibles de notre enseignement scolaire, etc.

Dans la lutte pour éliminer ces faiblesses, nos cadres doivent avoir particulièrement en vue les tâches actuelles suivantes, qui incombent aux organisations de la jeunesse :

— 96 —

1. Education de la jeunesse dans l'esprit du socialisme ; approfondissement de l'éducation idéologique et consolidation de l'organisation de la Jeunesse populaire ; lutte pour l'unité politique des masses de la jeunesse.

2. Poursuivre la mobilisation de la jeunesse pour l'édification du socialisme dans notre pays ; éveiller l'amour du travail et de la création dans toutes les branches de notre édification socialiste.

3. Soutenir le développement des coopératives agricoles dans les villages et lutter activement pour le relèvement culturel de nos campagnes.

3. Soutenir le développement des coopératives agricoles dans les villages et lutter activement pour le relèvement culturel de nos campagnes.

4. Renforcer le travail des organisations de la jeunesse dans les écoles et les universités, en vue d'améliorer les résultats scolaires et l'éducation marxiste-leninisme de la jeunesse.

5. Développer le travail culturel, organiser le repos et les loisirs de la jeunesse, développer la culture physique parmi les jeunes.

6. Continuer à développer les organisations de pionniers et leur donner un contenu plus complet.

7. Entretenir et renforcer les liens avec les organisations de jeunesse des autres pays, surtout de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire, et, par l'intermédiaire de la Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique, aider en tous points au développement du mouvement démocratique international des jeunes.

Pour que nos organisations de la jeunesse puissent exécuter ces tâches, il faut qu'elles jouissent de l'aide sérieuse du Parti et de toutes les organisations de masses ; il faut également que le pouvoir populaire se préoccupe davantage de la situation matérielle et d'une meilleure instruction scolaire de nos jeunes.

Les organisations du Parti doivent se pencher davantage sur l'éducation physique de la jeunesse. Elles doivent constamment suivre le travail et le développement des organisations des jeunes, être au courant de leurs problèmes et les aider systématiquement dans leurs travaux.

4. — Le Front antifasciste des femmes (AFZ).

Notre parti a toujours consacré une grande attention au travail parmi les femmes. Il a lié la lutte pour l'égalité des femmes à la lutte de la classe ouvrière, et a mené une bataille systématique contre les tendances féministes bourgeoises. Notre Parti a démontré aux femmes laborieuses que la voie de leur complète

— 97 —

égalité n'est pas dans une lutte isolée de « toutes » les femmes sans considération des classes auxquelles elles appartiennent. Le sort de l'égalité sociale de la femme et de son indépendance économique est étroitement lié à la lutte de la classe ouvrière pour renverser le capitalisme. Les soi-disant mouvements féministes ne font en réalité que briser l'unité de la classe ouvrière et des masses laborieuses dans leur lutte contre leurs oppresseurs et exploités.

L'activité de notre Parti parmi les femmes avant la guerre a beaucoup contribué à ce que nos femmes répondent en masse, comme leurs camarades les hommes, à l'appel à l'insurrection du Parti communiste. Le Front antifasciste des femmes, — qui, dans la lutte pour les droits démocratiques, commençait à se former déjà avant la guerre — élargissent maintenant de beaucoup sa base. Sur l'initiative de notre Parti, furent formés, dès 1941, dans les villes et les campagnes, des comités du Front antifasciste des femmes. Ces comités sont devenus les mobilisateurs des femmes pour les tâches de la guerre de Libération nationale. En novembre 1942, à la conférence des déléguées des territoires libérés et occupés, et des déléguées de l'armée de Libération nationale, le Front antifasciste des femmes fut formé comme une vaste organisation unique, et il fut procédé à l'élection de son Comité central. Cela donna un nouvel essor au développement de l'AFZ et à son activité infatigable et multiforme au cours de la guerre. Après la guerre, se posa pour l'AFZ le problème de la continuation du travail. Notre Parti fut fermement d'avis que l'AFZ devait continuer à se renforcer et se développer en tant que partie intégrante du Front populaire. L'AFZ devait continuer son œuvre de mobilisation des femmes pour l'édification du socialisme, introduire les femmes dans les organes du pouvoir populaire, les éduquer dans l'esprit du socialisme, éveiller leur conscience. L'importance du rôle de l'AFZ réside en ce qu'il s'adresse aux masses féminines, arriérées et passives, qui vivent encore dans les ténèbres et qui ne profitent pratiquement pas des droits qu'elles ont formellement acquis. L'AFZ a d'importantes tâches, en particulier dans les campagnes, parmi les ménagères, etc. L'AFZ doit, en même temps, aider les syndicats dans leur travail d'éducation des ouvrières. Le devoir de l'AFZ est de développer l'initiative des femmes dans la protection de la mère et de l'enfant. Enfin, il faut souligner que par l'AFZ, nos femmes sont liés avec le front antifasciste mondial des femmes dans la lutte pour la paix et la démocratie.

Mais l'AFZ a encore beaucoup de défauts, — dans son organisation et ailleurs. Bien des organisations du Parti ne montrent pas assez d'intérêt pour le travail parmi les femmes, ce qui a pour résultat que bien des organisations du Front populaire ne savent pas mobiliser les femmes. Cela crée, bien entendu, des lacunes dans le

développement de l'organisation de l'AFZ. Les fautes et les erreurs dans ce travail se manifestent dans une certaine baisse de l'activité des femmes en comparaison avec la période de guerre. Ce cas est particulièrement évident en ce qui concerne la question de la participation des femmes dans les organes du pouvoir populaire. Depuis la libération jusqu'à présent, le nombre des femmes dans les organismes du pouvoir populaire a baissé au lieu d'augmenter.

Par conséquent, en ce qui concerne l'AFZ, la tâche qui nous incombe en premier lieu est de faire de l'AFZ une organisation plus souple, plus variée, plus proche de la vie quotidienne des femmes laborieuses. Il est important que l'AFZ ne soit pas une organisation rigide, à caractère uniforme, mais souple dans toutes ses formes et capable de rassembler les femmes dans des organisations les plus diverses.

En collaboration avec les autres organisations, l'AFZ doit, par un vaste travail politique, toucher spécialement les femmes inactives et arriérées. Il doit veiller à l'éducation culturelle des femmes, éveiller leur conscience politique, élever leur niveau social et culturel, etc. L'AFZ doit organiser et aider le développement de tout le système de l'assistance de la femme laborieuse, de l'ouvrière, de la mère, en collaboration étroite avec les comités populaires et les organes sanitaires, avec les syndicats, la Croix Rouge. Elle doit organiser des maternités, des permanences, des dispensaires, des crèches, des salles et terrains de jeux, des écoles maternelles, des garderies saisonnières, des jardins d'enfants, etc. Allégeant les conditions de vie des femmes, ouvrir des cantines et cuisines scolaires, des blanchisseries communes, etc., et, aussi, aider individuellement les mères et les enfants. Cela permettrait aux femmes de participer davantage à la vie politique et économique.

L'AFZ doit aussi aider la mère en tant que premier éducateur. Cooperant avec les organisations de la jeunesse et les écoles, l'AFZ doit veiller à ce que les enfants soient bien éduqués et il doit surtout, en éduquant les femmes dans l'esprit du socialisme et dans l'amour envers la patrie socialiste, contribuer à l'éducation des enfants dans cet esprit.

Une autre tâche importante de l'AFZ c'est de participer, avec les autres organisations de masses, à étendre le contrôle et l'inspection populaires concernant l'activité des organes de l'administration publique, des magasins de commerce, des ateliers, des restaurants et de toutes les instructions qui servent, soit à la protection de la mère et de l'enfant, soit aux besoins quotidiens des larges masses populaires.

Telle est la politique de notre Parti et telles sont nos tâches au point de vue du travail des organisations de masses.

— 99 —

Camarades !

J'ai exposé devant vous les lignes fondamentales de la politique de notre Parti dans sa lutte pour le pouvoir et dans sa lutte pour le socialisme. Cette politique est basée sur les données de la théorie marxiste-léniniste et sur les expériences de l'Union soviétique, appliquées dans les formes qui répondent à nos conditions concrètes. Les résultats concrets de cette politique, que vous connaissez tous, sont la preuve que cette politique de notre Parti et de notre CC, avec le camarade Tito à sa tête était juste dans son essence et qu'elle doit rester la base de notre travail futur.

Devant nous les perspectives sont nettes. Par un travail opiniâtre et une énergie révolutionnaire pour surmonter toutes les difficultés, en nous inspirant des grands enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, nous transformerons ces perspectives en réalité, — pour le bonheur de nos peuples, au profit du monde socialiste tout entier, au profit de toutes les forces antiimpérialistes. Vive le Parti communiste de Yougoslavie avec le camarade Tito à sa tête !

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — La situation internationale et la Yougoslavie nouvelle	3
1. -- Entre les deux guerres.....	3
2. -- La seconde guerre mondiale.....	5
3. -- Le système impérialiste après la seconde guerre mondiale	7
4. -- Deux camps.....	13
5. -- La Yougoslavie nouvelle dans le front antiimpérialiste....	18
CHAPITRE II. — La lutte du P.C.Y. pour la Yougoslavie nouvelle	29
1. -- L'ancienne Yougoslavie — un des chaînons les plus faibles de la chaîne impérialiste	29
2. -- La lutte du Parti communiste de Yougoslavie contre la trahison et la collaboration de la bourgeoisie et pour son isolement des masses	32
3. -- La lutte pour la liquidation des exploités et de la réaction après la Libération.....	38
4. -- L'aggravation de la lutte de classes.....	42
CHAPITRE III. — Lutte du P.C.Y. pour le pouvoir populaire et sa consolidation et pour l'édification ultérieure.....	47
1. -- Caractère et développement de notre révolution nationale	47
2. -- La lutte du P.C.Y. pour le pouvoir populaire, son édification et son renforcement.....	56
CHAPITRE IV. — La lutte du P.C.Y. pour l'édification socialiste.....	63
1. -- La lutte du P.C.Y. pour l'expropriation des gros capitalistes, pour la conquête des positions-clefs dans l'économie....	63
2. -- Le Plan quinquennal et les voies de notre édification socialiste	67
3. -- Nouvelles tâches de notre édification socialiste.....	70
CHAPITRE V. — La lutte du P.C.Y. pour la mobilisation des masses dans l'édification du socialisme et pour la consolidation des organisations des masses.....	79
1. -- Le Front populaire.....	80
2. -- Les Syndicats.....	85
3. -- Les organisations de la Jeunesse.....	92